

LA
SOCIÉTÉ DE LA SECTION
DE LA BIBLIOTHÈQUE

26 AOUT 1790 — 25 FLORÉAL AN II

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Isabelle BOURDIN

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

—
1937

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DES LETTRES

LA
SOCIÉTÉ DE LA SECTION
DE LA BIBLIOTHÈQUE

26 AOUT 1790 — 25 FLOREAL AN II

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

PAR

Isabelle BOURDIN

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1937

42490.



A

MONSIEUR CAMILLE BLOCH



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA
SOCIÉTÉ DE LA SECTION
DE LA BIBLIOTHÈQUE

26 AOUT 1790 — 25 FLORÉAL AN II

INTRODUCTION

La Société de la Bibliothèque fut fondée le 26 août 1790 et ne cessa ses travaux qu'en floréal an II. Il est vrai qu'elle interrompit ses séances pendant plus d'un an, après la chute de la royauté (août 1792-septembre 1793). C'était une assemblée essentiellement sectionnaire : ce caractère, qui devint commun à la plupart des clubs en 1793-1794, faisait, avant le 10 août 1792, sa principale originalité. Elle se recrutait exclusivement parmi les habitants de la section et était étroitement mêlée à sa vie. Ce n'était pas une réunion de petites gens, mais une image exacte de la population du quartier. Elle comprenait des membres de l'ancienne aristocratie, des financiers, des bourgeois et des artisans, mais l'élément purement populaire lui faisait à peu près défaut. En 1793 même, il n'y fut guère représenté que par des gens de maison, nombreux dans cette partie de l'agglomération parisienne. Les femmes n'y furent jamais admises, sinon en spectatrices.

La Société de la Bibliothèque porta trois noms différents qui correspondent à trois périodes distinctes de son existence. Elle avait été créée, en août 1790, sous le titre de Société des amis de la Constitution de la Section de la Bibliothèque ou, plus simplement, de Société des Amis de la Bibliothèque. Elle l'abandonna, le 13 février 1791, pour devenir la Société patriotique de la Section de la Bibliothèque et conserva ce nom jusqu'au mois d'août 1792. Quand elle reprit le cours de ses travaux, en septembre 1793, elle prit le titre que portait la section à ce moment et devint la Société populaire de la Section de 1792. Mais, dès le 1^{er} octo-

bre, elle adopta le nom de Michel Le Pelletier de Saint-Fargeau qu'elle ne quitta plus.

SOURCES

Les archives de la Société de la Bibliothèque sont conservées à la Bibliothèque nationale, avec les papiers des sections de Paris, dans les Nouvelles acquisitions françaises. Quelques documents sont isolés et se trouvent dans les volumes :

- B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.656, fol. 309 (Certificat de civisme délivré à Honoré Lestiboudois),
- B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.659, fol. 320 à 326 (Lettres relatives à l'élection de M. de Lorme),
- B. N. Mss Nelles acq. fr. 2660, fol. 10 (Démission d'Auber, secrétaire de la Société) et 259 à 278 (cinq exemplaires imprimés d'une pétition et d'un projet de pétition à la Convention nationale),
- B. N. Mss Nelles acq. fr. 2661, fol. 177 et suiv. (Procès-verbaux des séances tenues par les commissaires des sections pour l'affaire de Charles Bosque),
- B. N. Mss Nelles acq. fr. 2.705, fol. 165 (Lettre adressée par la Société de la Bibliothèque au Club de la section du Luxembourg pour lui annoncer son changement d'adresse) et fol. 171 (Discours prononcé à la Société du Luxembourg par les envoyés de la Société patriotique de la Bibliothèque, le 29 avril 1792).

Mais les documents les plus importants sont réunis dans deux registres. Ils remplissent presque en entier le volume 2.662 (seuls les fol. 211-212, 212-214, 222-229 et 232-235 n'intéressent pas la Société). Ce sont, pour la plupart, des procès-verbaux de séances. Ils étaient rédigés par les secrétaires de la société sur des feuillets détachés et ils ont été enliassés postérieurement. Leur classement n'est pas rigoureux, l'ordre chronologique est souvent violé et on trouve mêlés des papiers de la Société patriotique de la Section de la Bibliothèque, du Club populaire Le Pelletier et même de la Société des Amis de la Section de la Bibliothèque. Mais les archives de cette dernière sont presque entièrement réunies dans le volume 2664, fol. 52 à 112, sous le titre de « Minutes appartenant au Club de la Section de la Biblio-

thèque, remises par M. Charles Bosque, 1790 ». Ce sont des procès-verbaux des séances du 4 novembre au 26 décembre 1790 (fol. 70-72, 77 à 88, 91 à 96, 101 à 102), des textes de discours ou d'arrêté, des lettres originales ou en minutes, un procès-verbal de dépouillement d'un scrutin et un exemplaire révisé du règlement adopté le 26 août 1790.

Les documents conservés à la Bibliothèque nationale ont formé la base essentielle de ce travail. Ils ont été complétés à l'aide des registres du Comité révolutionnaire de la section Le Pelletier (Arch. Nat. F⁷ 2.478 et 2.479) et des dossiers des principaux membres de la Société qui se trouvent aux Archives nationales dans la sous-série F⁷ (n° 4.577 à 4.775⁵³ : série alphabétique des dossiers du Comité de Sûreté générale) :

Arch. Nat. F ⁷ 4.631	: dossier Calvet,
— F ⁷ 4.648	: dossier Chrétien,
— F ⁷ 4.650	: dossier Cointreau,
— F ⁷ 4.750	: dossier Joigny,
— F ⁷ 4.774 ¹²	: dossier Lefèvre,
— F ⁷ 4.774 ⁴⁶	: dossier Milly,
— F ⁷ 4.774 ⁸⁶	: dossier Raffy,
— F ⁷ 4.775 ²⁹	: dossier Thomé,
— F ⁷ 4.775 ³¹	: dossier Tombe,
— F ⁷ 4.755 ⁴³	: dossier Vergne.

Un certain nombre de publications et de brochures de l'époque, dont les titres et les cotes figurent dans les notes bibliographiques qui se trouvent au bas des pages, ont été consultées, ainsi que divers recueils de documents et ouvrages pouvant être considérés comme des sources, notamment :

RECUEIL DE DOCUMENTS.

- AULARD (Alphonse). — *La Société des Jacobins, Recueil de Documents pour l'histoire du Club des Jacobins de Paris*. Paris, Jouault, 1889-1897, 6 volumes in-8°. (Collection de Documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la Révolution française).
- BRISSOT (Jacques-Pierre). — *Correspondance et papiers, précédés d'un avertissement et d'une Notice sur sa vie*, par Claude Perroud. Paris, Picard et fils, S. d., in-8°, 492 p.
- BRISSOT (Jacques-Pierre). — *Mémoires (1754-1793) publiés avec étude critique et notes*, par Claude Perroud, Paris, Picard et Fils, S. d., 2 volumes in-8° (Mémoires et Documents relatifs aux XVIII^e et XIX^e siècles).

- LACROIX (Sigismond Krzyzanowski, dit). — *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, publiés et annotés par S. Lacroix, 2^e série (du 9 octobre 1790 au 10 août 1792), Paris, Cerf, 1894-1914, 8 volumes in-8° (Collection de Documents relatifs à l'Histoire de Paris pendant la Révolution française).
- MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires de 1787 à 1860, Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, imprimé sous la direction de MM. J. Mavidal et Laurent, 1^{re} série (1787 à 1799). Paris, 1867-1896, 47 volumes in-4°.
- ROLAND (Marie Phlipon, M^{me}). — *Lettres* publiées par Claude Perroud, t. II, 1788-1793. Paris, Imprimerie nationale, 1902, in-8°, 827 p.

OUVRAGES ANCIENS POUVANT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME
DES SOURCES.

- DULAÛRE (Jacques-Antoine). — *Histoire physique, civile et morale de Paris*. Septième édition augmentée de notes nouvelles et d'un appendice, par J. L. Bellin. Paris, au Bureau des Publications illustrées, 1847, 4 vol. in-8°.
- Etat actuel de Paris ou le Provincial à Paris*. Ouvrage indispensable à ceux qui veulent connoître et parcourir Paris sans faire aucune question. A Paris, chez le sieur Watin fils, 1789, 4 volumes in-24.
- HURTAUT et MAGNY. — *Dictionnaire historique de la ville de Paris et de ses environs, dans lequel on trouve la description de tous les monuments et curiosités, l'établissement des Maisons religieuses, des communautés d'artistes, d'artisans, etc...* A Paris chez Moutard, 1779, 4 volumes, in-8°.
- JAILLOT (Jean-Baptiste-Michel Renou de Cheigné, dit). — *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris depuis ses commencemens connus jusqu'à présent, avec le plan de chaque quartier*, par le sieur Jaillot, géographe ordinaire du roi, de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres d'Angers. A Paris, chez Le Boucher, 1782, 5 volumes in-8°.
- MERCIER (Louis-Sébastien). — *Tableau de Paris*. A Hambourg, chez Virchaux, libraire, 1781. Première édition, 2 volumes in-8°.
- MERCIER (Louis-Sébastien). — *Le Nouveau Paris*. Paris, Fuchs, Pougens et C. F. Cramer, an VII, 6 volumes in-8°.
- THIÉRY. — *Guide des Amateurs et des Etrangers voyageurs à Paris ou Description raisonnée de cette ville, de sa banlieue et de tout ce qu'elles contiennent de remarquable*, par M. Thiéry, enrichie de vues perspectives des principaux monuments modernes. Paris, Hardouin et Gattey, 1787, 2 volumes in-12.

Les renvois bibliographiques portés au bas des pages indiquent seulement le nom de l'auteur et le titre abrégé de l'ouvrage. Pour les documents des nouvelles acquisitions françaises de la Bibliothèque Nationale, ils donnent le numéro du volume et le folio.

PREMIÈRE PARTIE

**LA SOCIÉTÉ DES AMIS
DE LA SECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE**

(26 août 1790 - 13 février 1791)

I. — LA SECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE.

La Section de la Bibliothèque s'étendait en bordure des boulevards de Richelieu, de la Comédie Italienne et d'Antin, sur la rive droite de la Seine. La rue Neuve des Petits-Champs la séparait de la section du Palais-Royal ; la rue Louis le Grand lui servait de frontière au couchant ; à l'est, le tracé de ses limites était moins simple : il suivait les rues Vivienne, des Filles Saint-Thomas, Notre-Dame des Victoires et Montmartre.

Ce quartier devait son nom à la Bibliothèque du roi qui logeait, depuis le mois de septembre 1721, dans l'ancien hôtel de Nevers, rendu disponible par le « succès funeste » de la Banque royale. En 1787, elle était placée sous la direction de M. le Noir, ancien lieutenant-général de police et comprenait cinq départements (1). Le public y était reçu « avec politesse » les mardis et les vendredis de chaque semaine. Tous les jours, dit Jaillot, les savants qui en avaient la garde se faisaient un plaisir d'y faciliter les recherches des auteurs.

C'était un des quartiers les plus riches de Paris et son aspect avait subi de profondes modifications pendant les dernières années de l'ancien Régime. Les boulevards, qui étaient achevés à la fin du ^{xvii}e siècle, furent pavés seulement en 1772. Pour donner de la vie à cette longue prome-

(1) C'étaient le Cabinet des Médailles et des Antiques, les deux Dépôts des Manuscrits et des Livres imprimés, le Cabinet des Titres et Généalogies et celui des Planches gravées et des Estampes.

nade plantée d'arbres et bordée de murs sans fin, on la relia par des voies nouvelles au centre de la ville (1) et on autorisa les propriétaires à percer des portes dans les remparts. Certains élevèrent des maisons de rapport ou des hôtels particuliers, mais la plupart préférèrent conserver leurs jardins (2). Ils construisirent des terrasses en bordure du boulevard et y bâtirent des pavillons dont quelques-uns, notamment ceux des hôtels de Richelieu et d'Egmont et le kiosque chinois de M. de Montmorency, étaient célèbres. Au mois de ventôse an II, le Club de la Section Le Peltier, s'inspirant d'un arrêté que la pénurie de fruits et de légumes avait arraché à la Commune de Paris, songea à transformer ces jardins en champs potagers (4). Il chargea trois de ses membres de faire une enquête à ce sujet (3), mais on ne sait quelles furent les conclusions de leur rapport (5).

Quand il fut question de bâtir la Comédie Italienne, Le Camus, architecte du duc de Choiseul, songea d'abord à élever la façade principale de ce théâtre sur la prome-

(1) La rue de Grammont avait été percée en 1767 « pour la commodité du public » sur les terrains de l'hôtel dont elle prit le nom ; la rue de Choiseul fut ouverte en 1779 et des lettres patentes du 28 avril 1778 autorisèrent le percement de la rue de la Michodière. Ces trois voies reliaient le boulevard d'Antin à la rue Neuve-Saint-Augustin. La rue de Chabannais avait été ouverte en 1777. En 1767, on avait prolongé jusqu'à la rue de Grammont le cul de sac où se trouvait l'hôtel du président de Ménars et, quand la Révolution éclata, on traçait la rue de Louvois. Les rues d'Amboise, Favart, Marivaux et Grétry étaient ouvertes depuis 1782.

(2) C'est ainsi que sur le boulevard d'Antin, qui allait de la rue de Grammont à la rue Louis Le Grand, se trouvaient les jardins des hôtels de Richelieu, de Gesvres et de Pons, dont les entrées étaient rue Neuve-Saint-Augustin, celui de l'hôtel de Boufflers situé au numéro 9 de la rue Choiseul, etc... À l'angle de la rue de Richelieu, le jardin de M. Taillepie de Bondi, receveur général des finances, communiquait avec celui des maisons voisines et régnait, dit Thiéry, tout le long du boulevard.

(3) Par un arrêté du 4 septembre 1793 pris à la requête de Chaumette et renouvelé le 11 pluviôse, la Commune de Paris avait nommé une Commission pour visiter tous les jardins compris dans les domaines nationaux avant de les mettre en culture, et elle avait invité les propriétaires de jardins particuliers « à les faire cultiver et ensemer de légumes et autres choses nécessaires à la vie ». La Société de l'Economie rurale, qui siégeait rue d'Anjou, avait également conseillé de transformer en champs potagers les terrains abandonnés situés dans les environs de Paris. Cf. A. Mathiez, *La Vie chère et le Mouvement social sous la Terreur* (Paris, Payot, 1927, in-8°, 620 p.), p. 451 et suiv.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 63-64.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 72-73. Le procès-verbal de la séance du 7 ventôse dit seulement que les commissaires ont présenté leur rapport sur les jardins de luxe de la section.

nade, mais, s'il faut en croire Dulaure (1), les Comédiens, craignant qu'on ne les confondît avec les acteurs du boulevard, exigèrent que leur salle fût tournée vers la ville et demandèrent même qu'un bâtiment la séparât des anciens remparts. Le Camus leur donna satisfaction et dressa le plan du quartier tel qu'il existe encore. Le nouveau théâtre, construit sur les dessins et sous la direction de Le Heurtier, architecte du roi, formait un grand corps de logis isolé entre les rues Favart et Marivaux. Sa façade principale présentait sur la place des Italiens un péristyle composé de huit colonnes ioniques (2). Il pouvait contenir plus de cinq cents spectateurs et fut ouvert au public, le 23 avril 1783, pour la représentation d'une pièce de circonstance intitulée *Thalie à la nouvelle salle* (3). Dans le bâtiment qui y était adossé, logeait, depuis 1782, la « Société du Sallon » où se réunissaient tous les jours, de neuf heures du matin à onze heures du soir, des personnes « choisies et recommandables par leur mérite ». Elles y trouvaient, moyennant une cotisation annuelle de cent vingt livres, des jeux de société, les papiers publics, des cartes géographiques et tous les livres nouveaux. Seuls les jeux de hasard, dit Thiéry, étaient absolument interdits.

C'est à la Comédie Italienne, le 20 février 1792, que Marie-Antoinette reçut peut-être sa dernière marque publique d'attachement. On jouait les *Evénements imprévus* de Grétry et M^{me} Dugazon, qui interprétait le rôle de Lisette, se tourna vers elle pour chanter l'air du duo de la soubrette et du valet, au second acte :

« J'aime mon maître tendrement,
Ah ! comme j'aime ma maîtresse ».

(1) Dulaure, *Histoire physique, civile et morale de Paris*, t. 4, p. 47 et suiv. Jean-Jacques Olivier, dans son livre sur *Madame Dugazon, de la Comédie-Italienne (1755-1821)* donne la même indication d'après le *Tableau de Paris* de L. S. Mercier (édition d'Amsterdam, t. III, p. 121) et les *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France, depuis 1762 jusqu'à nos jours* (Londres, Adamson, 36 vol.), t. XVI, p. 62.

(2) Thiéry, *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris*, p. 182, pl. 4. Le Théâtre Italien fut rénové, en 1784, par M. de Wailly, mais on ne toucha qu'à la décoration intérieure.

(3) Jean-Jacques Olivier donne le titre un peu différent de *Thalie au nouveau théâtre*. C'était un prologue en un acte dont la musique était de Grétry et les paroles de Sedaine. On joua pour compléter le spectacle *Les Evénements imprévus*, de Grétry.

Les aristocrates applaudirent, les patriotes protestèrent ; on échangea d'abord des injures, puis on en vint aux coups. La Dugazon quitta pour longtemps le théâtre (1). La reine n'y revint jamais.

En 1790, on construisait rue Feydeau une salle destinée à abriter la troupe du violoniste Viotti qui avait fait ses débuts, le 29 janvier 1789, sous la protection de Monsieur, au Palais des Tuileries. Elle en avait été chassée au mois d'octobre quand la famille royale était venue s'installer à Paris. Ce théâtre, auquel Monsieur donna son nom, fut bâti rapidement sur un emplacement assez incommode, et les Bouffons italiens, quittant la Foire Saint-Germain, où ils s'étaient réfugiés, y jouèrent pour la première fois, le 6 janvier 1791, un opéra du signor Sarti : *Le Nozze di Dorina* (2). Huit mois plus tard, une troisième salle fut ouverte au public dans la section de la Bibliothèque (3). Elevée rue de Louvois sur les dessins de Brongniart, elle porta quelque temps le nom de l'ancien secrétaire d'Etat de Louis XIV, avant de prendre, en nivôse en II, le titre de Théâtre des Amis de la Patrie. Son directeur Delormel en informa la Société Le Pelletier dont il était membre et cette initiative lui valut une mention civique (4).

Dans ce quartier transformé, les constructions neuves abondaient. Celles qui occupaient le voisinage immédiat de la Comédie Italienne étaient, dit Thiéry (5), d'une « forme simple et convenable à des maisons de location

(1) Cf. Jean-Jacques Olivier, *Madame Dugazon de la Comédie-Italienne (1755-1821)*, Paris, Société Française d'Imprimerie et de Librairie 1917, gr. in-8°, p. 47 et 48.

(2) Le spectacle commença par l'exécution d'une « grande symphonie de Haydn ». L'ouverture du théâtre, qui devait se faire au début de janvier, avait été retardée de quelques jours. « Les dispositions nécessaires aux abords de la nouvelle salle, rue Feydeau, dit le *Moniteur Universel* (n° 2, du 2 janvier 1791), et l'ordre indispensable à établir pour l'arrivée des voitures et la sûreté des gens de pied, obligent les administrateurs de ce spectacle à remettre l'ouverture de leur salle au jeudi 6, jour des Rois, invariablement ». Le théâtre de Monsieur prit, en juin 1791, le nom de Théâtre Feydeau.

(3) Le théâtre de Louvois fut ouvert le 18 août 1791. Le *Moniteur* du lundi 15 annonça que la première représentation aurait lieu le lendemain avec la *Tragédie impromptue*, pièce en un acte et *Le mari soupçonneux*, opéra nouveau en trois actes. Les prix des places allaient de trois livres pour les premières loges, l'orchestre et les galeries à une livre pour les quatrièmes loges. Dulaure dit à tort que l'ouverture se fit le 1^{er} juillet 1793 (*Histoire physique, civile et morale de Paris*, t. 4, p. 143).

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 88.

(5) Thiéry, *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris*, t. I, p. 189.

particulière ». C'est là, au numéro 1 et au numéro 4 de la rue Favart, qu'habitaient M^{me} Palm d'Aelders et Collot d'Herbois. Brissot demeurait au numéro trente-quatre de la rue Grétry, Clavière était installé rue d'Amboise. Les immeubles de la rue de Grammont, où logeaient les Kéralio, étaient plus élégants et Thiéry signale, à l'entrée de la rue de Richelieu, deux maisons « d'un genre neuf », élevées sous la direction de M. de Wailly. L'une d'elles, occupée par M. Duvivier, était remarquable par la coupe hardie et la légèreté de son escalier, dont le modèle avait été exposé au salon du Louvre en 1785.

Par crainte de la banqueroute, les financiers qui habitaient la section de la Bibliothèque avaient favorisé, en 1789, les premières révoltes parisiennes. La rue Vivienne, dit Mercier, acheta une partie du régiment des gardes françaises (1). C'est au numéro 6 de cette rue que la Bourse avait été installée, par arrêt du Conseil du roi en date du 24 septembre 1724. Elle occupait l'ancien palais Mazarin que Louis XV avait acquis en 1719 et qu'il avait affecté, pendant quelques années, à la Compagnie des Indes. Elle était ouverte tous les jours non fêtés de dix heures du matin à une heure de l'après-midi « après laquelle heure, dit le *Dictionnaire historique de la Ville de Paris* (2), l'entrée en est refusée à ceux qui s'y présentent, de quelque état et condition qu'ils soient ».

Les agents de change, les banquiers, les receveurs des finances et les fermiers généraux peuplaient les rues avoisinantes (3). Leurs hôtels touchaient ceux de l'aristocratie et s'étendaient à leurs dépens. La Caisse d'Escompte s'installait sur les terrains de l'hôtel de Louvois démoli en 1788 ; les bureaux de MM. Girardot et Haller occupaient, rue Vivienne, l'ancienne demeure de Colbert ; le roi avait donné au Contrôleur général de ses finances l'hôtel bâti par Louis

(1) L. S. Mercier, *Le nouveau Paris*, t. I^{er}, p. 12.

(2) Hurtaut et Magny, *Dictionnaire historique de la ville de Paris et de ses environs*, t. I, p. 668-669.

(3) Il suffit de regarder l'*Etat actuel de Paris* pour s'en rendre compte. On trouvait rue d'Amboise deux maisons de banque, un agent de change et le caissier de la Compagnie des Indes ; rue Saint-Marc, trois agents de change, rue Vivienne, cinq maisons de banque et deux agents de change. Rue d'Antin, à côté du Bureau des Fermiers des Fermes de Bretagne, logeaient MM. Trochu et Fayentines des Fontenilles, fermiers généraux, etc... Il est inutile de multiplier les exemples.

le Veau pour Hugues de Lionne, belle maison située rue Neuve des Petits-Champs et dont les salons avaient été peints à fresque par Ange-Michel Colonna. Tout près s'élevaient les hôtels des Domaines du roi, du Trésor royal et de l'Administration générale des Loteries placée sous la direction de M. de la Michodière, conseiller d'Etat. Les bureaux de la Régie générale étaient au numéro 14 de la rue de Choiseul et, depuis un arrêt du Conseil en date du 14 avril 1785, la nouvelle Compagnie des Indes avait son siège dans la rue de Grammont. Le bureau royal de Correspondance nationale et étrangère, créé en 1780 et placé sous l'administration de M. de Vergennes, était logé à l'angle des rues de Richelieu et Neuve-Saint-Augustin. Il était seul autorisé, dit Thiéry (1), « à se charger de toutes sortes de commissions, recettes de rentes, suites d'affaires, etc... achats et ventes de marchandises et commissions pour les colonies. » Il était géré par une compagnie à laquelle on avait demandé un cautionnement de cinq cent mille livres et soumis au contrôle du Lieutenant-général de police.

Si les gens de finances abondaient dans ce quartier, les maisons religieuses l'avaient fui. On n'en trouvait que deux, toutes deux de femmes, et dont l'une, au moins, celle des Nouvelles Catholiques, était une communauté séculière. Elle avait été fondée en 1634 pour instruire « les personnes du sexe qui seraient engagées dans l'idolâtrie, le judaïsme et l'hérésie » (2) et s'était installée rue des Fossoyeurs, après avoir obtenu l'autorisation d'Urbain VIII et la confirmation royale. Ses membres n'avaient aucun fonds assuré, mais les âmes pieuses leur portèrent une aide si efficace qu'elle provoquait l'admiration du bon Jaillot. « On a souvent éprouvé, dit-il à ce propos, que, pour faire le bien, les ressources ne manquent presque jamais et que Dieu, qui nous inspire de pieux desseins, nous procure pour les exécuter des moyens que la prudence humaine ne peut prévoir et dont on n'aurait osé se flatter ». Après divers déplacements, les Nouvelles Catholiques, grâce à une administration sage et économe, purent acheter au sieur Granval un terrain situé rue Neuve Sainte-Anne. Elles y firent bâtir leur maison. Le 12 mai 1672, la duchesse de Verneuil vint, au nom de

(1) Thiéry, *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris*, t. 1, p. 190.

(2) Jaillot, *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris*, t. 2, p. 3 et suiv.

la reine, poser la première pierre du maître autel et la chapelle fut bénie, quinze jours plus tard, sous le vocable de l'Exaltation de la Sainte-Croix et de sainte Clotilde.

Trente ans auparavant, en 1642, des religieuses de l'ordre de Saint-Dominique, dont le monastère avait été fondé en 1625 par Anne de Caumont, femme de François d'Orléans-Longueville, duc de Fronsac et comte de Saint-Pol, s'étaient établies tout près de là, dans la rue des Filles Saint-Thomas, qui leur dut son nom (1). C'est dans leur maison qu'allaient se réunir les assemblées générales de la section de la Bibliothèque.

II. — *La création de la Société des Amis de la Section de la Bibliothèque.*

Le 26 août 1790, quelques « amis du bien, animés d'un zèle ardent pour les Droits de l'Homme » fondèrent la Société de la Bibliothèque. Après avoir sollicité la correspondance des Jacobins, ils définirent le programme de leurs travaux et arrêterent un règlement qui fut signé par trois citoyens actifs de la section, en qualité de président et de secrétaires (2). Le premier, Pierre-Eléonor Bacon, électeur de 1790, est un personnage connu ; les deux autres étaient deux marchands du quartier, Antoine-René Tombe, chapelier rue de la Michodière et Anne-Jean Guet, parfumeur au numéro 51 de la rue Sainte-Anne. La nouvelle assemblée patriotique s'installa près des boulevards, dans la rue ouverte en 1778, sur les dépendances de l'hôtel de Lorges et qui avait reçu le nom de Jean-Baptiste de la Michodière, comte d'Hauteville, alors prévôt des marchands. Elle loua à M. Hirth une salle dont le loyer fut fixé, à partir du 1^{er} avril 1791, à la somme annuelle de six cents livres. Ses membres, qui l'occupaient gratuitement depuis l'été de 1790, abandonnèrent en dédommagement à M. Hirth toutes les installations qu'ils y avaient faites et auxquelles ils attri-

(1) Jaillot, *Recherches critiques, historiques et topographiques sur la ville de Paris*, t. 2, p. 60-61. Les religieuses prirent le nom de Saint-Thomas parce qu'elles entrèrent dans leur nouvelle demeure le jour même de la fête de ce saint. Les premières, qu'Anne de Caumont avait fait venir de Toulouse, s'étaient logées à l'hôtel de Bonnair, rue Neuve Sainte-Geneviève, puis, en 1632, rue Vieille-du-Temple où elles restèrent dix ans.

(2) *Règlement de la Société des amis de la Section de la Bibliothèque*. Paris, s. d., in-8°, Bibl. Nat. Lb 40 861.

buaient une valeur égale à une année de location (1). Certains d'entre eux étaient fort riches et, grâce à leur générosité, la Société ne manquait pas de ressources : au mois d'avril 1791, elle avait déjà reçu plus de mille livres. Son aisance suffirait, à elle seule, à la distinguer des clubs populaires.

Les Amis de la Section de la Bibliothèque, partisans déclarés du nouvel ordre de choses, proclamaient hautement leur fidélité à la Constitution, leur volonté de la défendre, leur respect et leur soumission envers les pouvoirs établis. Ils se recrutaient dans le même quartier, professaient les mêmes sentiments, se déclaraient liés par les mêmes devoirs et faisaient reposer leur société sur l'estime et la confiance. Ces bourgeois, satisfaits du rôle que la Révolution leur permettait de jouer, ne demandaient qu'à le remplir dans le calme et la paix. Ils s'inquiétaient sans doute de ce qui pouvait compromettre la liberté ou troubler l'ordre nouveau, mais, déjà, « les passions funestes » qui commençaient à se développer sous « le masque du patriotisme » leur inspiraient des craintes. Le Maire de Paris et le Commandant général de la garde nationale étaient membres nés de leur club ; les députés à l'Assemblée nationale étaient invités à ses séances. Deux d'entre eux, Jacques de Menou et le comte de Croix, furent admis au nombre des sociétaires et, le 11 novembre, vinrent, pour la première fois, assister à la réunion. Menou remercia les membres de la Société et les assura de sa reconnaissance. Il rappela que le succès de la révolution était dû aux habitants de Paris et affirma que leur constance inébranlable avait seule permis à l'Assemblée nationale de vivre. Après avoir fondé la liberté, ils s'appliquaient maintenant à la rendre indestructible et la section de la Bibliothèque y travaillait plus que tout autre. En créant un club d'Amis de la Constitution, elle donnait un exemple de patriotisme et d'amour du bien public que toutes devaient suivre. « Ce sont ces sociétés, dit Menou, qui formeront l'opinion publique, ce sont elles qui deviendront, pour ainsi dire, le berceau des législateurs. Jamais, dans ses époques les plus brillantes, l'antiquité ne nous a offert d'établissements semblables. Ils étaient réservés à ce siècle où la vraie philoso-

(1) Cette évaluation, faite le 6 janvier 1791, fut assez largement dépassée (Bibl. Nat. 2662, fol. 69).

phie, qui n'est que la raison, a su triompher de presque tous les préjugés » (1).

III. — LE RÈGLEMENT ET LA COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ DE LA BIBLIOTHÈQUE.

La Société de la Bibliothèque s'était formée sur le modèle des Jacobins. Elle avait pris le même titre qu'eux (2), son règlement était très visiblement inspiré du leur et elle en avait copié presque textuellement le préambule. Pendant toute son existence elle vécut en étroite union avec la grande assemblée de la rue Saint-Honoré. Elle s'en considérait comme « une émanation » et se qualifiait de « Club partiel ». Ses membres disposaient de deux cartes d'entrée aux séances des Jacobins et y assistaient à tour de rôle.

La Société de la Bibliothèque avait l'ambition d'étendre à toutes les associations patriotiques de Paris les relations qu'elle entretenait avec les Amis de la Constitution. Elle s'était proposé « de correspondre avec les sections de la capitale qui pourraient se former en société dans le même esprit » et d'admettre, comme associés étrangers, sur la demande de six de ses membres, les clubs parisiens qui présenteraient les garanties nécessaires. Mais il ne semble pas qu'elle ait réellement multiplié ces attaches. Dans les premiers procès-verbaux de ses séances, on ne trouve que deux demandes d'affiliation. L'une, qui reçut satisfaction, émanait de l'assemblée des Jeunes Amis de la Constitution qui siégeait au numéro 2 de la rue de Mézières (3), l'autre de la Société des Compagnons serruriers. Après quelques hésitations, le Club de la Bibliothèque repoussa cette requête qui nous révèle, du moins, l'existence d'une association de métier dont le nom même était resté inconnu (4). Elle n'est mentionnée ni dans la thèse de M^{me} Grace Jaffé sur le Mou-

(1) Bibl. Nat., 2664, fol. 57.

(2) Son titre exact était Société des Amis de la Constitution, section de la Bibliothèque. Mais on ne le trouve guère qu'en tête des procès-verbaux de séance. Le règlement du 26 août 1790 donne seulement le nom de Société des Amis de la Section de la Bibliothèque. C'est celui qui était employé le plus souvent.

(3) Bibl. Nat. 2664, fol. 76. Voir sur cette Société, I. Bourdin, *Les sociétés populaires à Paris pendant la Révolution française*, p. 90 et suiv.

(4) Bibl. Nat. 2664, fol. 111 et 112. Cf. même ouvrage, p. 119-120.

vement ouvrier à Paris, ni dans les *Actes de la Commune de Paris*, publiés par Sigismond Lacroix.

Les séances paraissent avoir été plus nombreuses que ne l'indique le règlement adopté en août 1790 (1). Elles avaient lieu généralement le dimanche et le jeudi, plus souvent si cela paraissait nécessaire. Tous les membres étaient tenus d'y assister et, si l'un d'eux s'absentait pendant deux mois sans motif légitime, il cessait de faire partie de la Société. Son personnel dirigeant était peu nombreux ; il ne comprenait, à l'origine, qu'un président, deux secrétaires et un trésorier. Ils étaient nommés au scrutin et à la majorité relative des suffrages. En cas d'absence, le président était remplacé par le dernier de ses prédécesseurs présents à la séance, ou, s'il ne s'en trouvait pas dans l'assemblée, par un président provisoire. Le règlement fixe avec minutie les fonctions de chacun des membres du bureau ; il donne les légendes à inscrire sur le cachet de la Société et lui prescrit de tenir registre de ses délibérations. Il ne limite pas le champ de son activité. Elle doit, dit-il, « s'occuper des droits de l'homme et du citoyen », « travailler à l'établissement et à l'affermissement de la Constitution ». Elle discutera « tout ce qui peut intéresser la liberté, l'ordre public, la Constitution, les différentes parties du commerce de la capitale et surtout les moyens de féconder la circulation et d'en arrêter les abus ». Chez ces bourgeois aisés, les préoccupations économiques étaient prépondérantes. Ils ne citaient guère Rousseau, mais s'inspiraient directement des physiocrates. Au mois de mai 1791, ils ordonnèrent l'impression d'un discours que prononça devant eux M. Duchosal, sur la nécessité de dessécher les marais, de supprimer les étangs, de défricher les landes et de replanter les forêts (2). Cet agent de change, qui était un des plus anciens membres de la Société, fondait la prospérité de la France sur le développement de l'agriculture, dont les résultats certains devaient l'emporter sur les stériles spéculations de finances. « Je

(1) « La Société s'assemblera tous les jeudis de chaque semaine, à six heures du soir » (art. XXXI). En novembre 1790, les membres du club se réunirent le jeudi 4, le dimanche 7, le mardi 9, le jeudi 11, le dimanche 14, le jeudi 18, le dimanche 21, le mercredi 23, le dimanche 28.

(2) *Discours sur la nécessité de dessécher les marais, de supprimer les étangs et de replanter les forêts*, prononcé le 12 mai 1791 dans la Société patriotique de la section de la Bibliothèque, par Duchosal, citoyen français. Paris, 1791, in-8°. B. N. Lb⁴⁰ 859.

déteste, dit-il, et vos emprunts, et toutes ces créations formidables d'impôts déguisés dont on grève les peuples : ce sont des laboureurs qu'il faut créer, c'est à la terre seule que nous devons emprunter ». Il voulait qu'on ramenât dans les campagnes les oisifs et les indigents et qu'on mît la France à même de vendre des produits agricoles au lieu d'en acheter. Pour cela, il convenait d'augmenter les surfaces labourables, d'accroître la population et de réduire les frais de transport en réparant les chemins et en construisant des canaux de navigation. On supprimerait du même coup les ateliers de charité dont le maintien présentait un danger redoutable.

Les auteurs du règlement d'août 1790 avaient pris soin de spécifier que les discussions de l'assemblée n'engageaient pas ses membres : chacun gardait sa liberté de penser et d'agir en conséquence. Cette déclaration s'accordait assez mal avec un arrêté qui vint, peu de temps après, obliger les sociétaires à voter pour les candidats que le club avait décidé de soutenir. Les fondateurs s'étaient montrés soucieux de maintenir la bonne entente. Les dénonciateurs devaient être prudents et n'avancer que des faits dont ils étaient sûrs. Un rapport mensonger entraînait l'exclusion du coupable, car, dit le règlement, « c'est commettre un assassinat moral que de dire du mal sans être fondé à en dire ».

Seule de son espèce, la Société de la Bibliothèque présentait très nettement les caractères d'une assemblée sectionnaire. Les citoyens actifs y jouissaient d'un traitement de faveur. Non seulement ils assistaient seuls aux séances extraordinaires où l'on discutait des objets relatifs à la section, mais encore il leur suffisait d'être présentés par deux membres du club dont les noms, comme celui du candidat, restaient affichés pendant deux séances consécutives dans la salle de réunion. Il n'était même pas besoin de procéder à un vote (1). Les formalités d'admission pour les citoyens passifs étaient plus compliquées (2) et le rôle qu'ils jouaient dans la société

(1) « On ne fera point usage du scrutin pour l'admission des citoyens actifs de la Bibliothèque » (art. V). Il est vrai que le Règlement date du 26 août. Dès le mois de novembre, quelques modifications furent apportées aux formalités d'admission. La Société eut un Comité de présentation qui examina les titres des candidats et rejeta d'office ceux qui ne semblaient pas présenter de garanties suffisantes (Bibl. Nat. 2664, fol. 78).

(2) Les citoyens passifs, ainsi que les étrangers, devaient être présentés par six citoyens actifs, membres de la Société, qui répondaient de leurs mœurs, de

beaucoup plus restreint. Ils paraissent avoir été très peu nombreux.

Il était d'ailleurs fort rare que la Société de la Bibliothèque prit elle-même une décision : elle se bornait le plus souvent à choisir un thème d'étude ou de réforme et chargeait certains de ses membres d'en faire rapport avant de le soumettre à l'Assemblée générale de la section. Cette méthode s'explique car les sociétaires se retrouvaient dans les délibérations de la Bibliothèque et y jouaient le principal rôle. Les noms que l'on rencontre le plus souvent dans les procès-verbaux des séances, ceux de Jean-René Hardy, ancien procureur au Châtelet, Jean-Claude Magol, chef de correspondance aux fermes générales, André-Louis Cointrau, attaché au Cabinet des Médailles de la Bibliothèque, Louis Lemit, architecte, Jacques-Nicolas Moynat d'Auxon, chevalier de Saint-Louis, Claude Conty, sous-chef de correspondance aux fermes, M. de Larivière-Semur, brigadier des armées du roi, etc... appartiennent à des hommes qui composèrent presque sans interruption l'état-major de la section ou celui du district des Filles Saint-Thomas auquel elle avait succédé. C'étaient eux qui formaient l'ossature du club de la rue de la Michodière. Presque tous furent électeurs et, par manque d'aptitudes ou de combativité, se contentèrent d'être les personnages actifs de la politique locale.

Les membres les plus illustres de la Société ne prenaient guère part aux délibérations. Une maladie tint écarté, pendant toute la fin de l'année 1790, Louis-Félix Guynement de Kéralio qui en avait été élu président ; Brissot n'en faisait pas encore partie ; Hugou de Bassville n'y fut admis que le 5 décembre par acclamation (1). Le nom de Menou ne se rencontre que deux fois dans les procès-verbaux des séances.

Il n'y avait pas dans le club de la Bibliothèque, comme dans la Société fraternelle des Jacobins, une masse de petites gens venues là pour s'instruire. L'élément populaire lui faisait à peu près défaut. On ne pouvait compter beau-

leur probité et de leur conduite. Les enfants des sociétaires, qui pouvaient assister aux séances à partir de douze ans, étaient admis à quinze « sans aucun examen, après avoir été présentés par leur père » (art. XXIX du règlement).

(1) Bibl. Nat. 2664, fol. 103-104. Il venait d'offrir à la société le premier volume in-4° de ses *Mémoires sur la Révolution de France*.

coup d'ouvriers dans ce quartier neuf et bourgeoisement habité où il n'existait qu'une manufacture, il est vrai importante, située en bordure de la section, mais hors de son territoire. Elle s'élevait à l'angle de la rue Louis-le-Grand et du boulevard. MM. Arthur et Granard y fabriquaient des papiers tontisses et peints. Deux cents ouvriers, dit Thiéry, y travaillaient dans d'immenses ateliers qui permettaient aux curieux de suivre tous les détails de la fabrication. M. Arthur se faisait un plaisir de les expliquer « aux amateurs » (1).

Les artisans aisés étaient plus nombreux. Un chapelier et un parfumeur, on l'a vu, remplissaient au mois d'août les fonctions de secrétaires. M. Hirth, propriétaire de la salle où logeait la société, était sellier, et l'on comptait parmi ses membres : Gervoise, Doudeuil et Seurat, limonadiers, Houet, maître tapissier, Perez, serrurier, Lefèvre, Nicolas Duménil et Raffy, coiffeurs de dames, Thomé et Gallois, perruquiers. Mais ces gens de petit métier, à la fois producteurs et marchands, ne devaient manquer ni d'instruction ni de ressources. Ils étaient tous citoyens actifs (2). Jean-Baptiste Lefèvre, qui était alors âgé d'une soixantaine d'années et demeurait rue Neuve-Saint-Marc, fut membre du Club des Jacobins et électeur de la Bibliothèque. Il était né à Châlons-sur-Marne, habitait à Paris depuis 1754 et était propriétaire de la maison où il vivait. *Le Babillard* se moque, il est vrai, en 1791, de l'ignorance de MM. Gallois et Thomé ; mais le premier au moins reconnaissait son insuffisance et, pour qu'il en eût conscience, il fallait bien que l'instruction moyenne des hommes qui l'entouraient la lui fit sentir. Le 21 novembre 1790, il refusa d'accepter la présidence que la Société venait de lui confier. Par un excès de modestie, dit le procès-verbal (3), il témoigna « combien il se défilait de ses lumières ». L'assemblée, d'ailleurs, ne voulut pas recevoir sa démission. « Un membre après avoir fait l'éloge du civisme et de la manière honnête, constante, et infatigable avec laquelle M. Gallois, depuis la révolution, avait manifesté son dévouement à la chose publique, ajouta que la modestie qu'il démontroit en

(1) Thiéry, *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris*, t. I, p. 145.

(2) Cf. *Section de la bibliothèque. Liste des citoyens éligibles inscrits jusqu'à l'époque du 10 août 1790*. Paris 1790, in-4°, Bibl. Nat., Lb 40 1719.

(3) Bibl. Nat. 2664, fol. 93-94.

cette occurrence étoit une nouvelle preuve de son mérite et combien la Société, en le nommant pour son président, avoit su apprécier l'homme vraiment homme. »

Au reste, le nombre des sociétaires n'étoit pas très élevé. On n'a guère de renseignements pour l'année 1790. Cependant une note du 14 novembre déclare que quatre-vingts d'entre eux prirent part au scrutin qui désigna Louis de Milly comme candidat aux fonctions de juge de paix de la Bibliothèque (1). Ce chiffre s'accrut par la suite avec l'admission de nouveaux membres, mais il ne dépassa jamais beaucoup la centaine (2).

IV. — L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE LA SECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE.

Les privilèges que la Société accordait aux citoyens actifs s'expliquaient par le rôle presque officiel qu'elle jouait dans la vie de la section. Elle renvoyait aux discussions de l'assemblée générale les objets importants qui retenaient son attention. Le président de la Bibliothèque assistait à ses séances, prenait ses avis, disait bien haut qu'il mettait son bonheur à concilier les désirs qu'elle exprimait avec les devoirs de sa charge et la consultait sur les dates de convocation des assemblées sectionnaires. La Société de la rue de la Michodière avait toujours les moyens d'en provoquer la réunion. L'article 1^{er} du Titre IV du décret sur la Municipalité de Paris obligeait le président du Comité de chaque section à convoquer l'assemblée générale lorsque cinquante citoyens actifs en faisaient la demande. La Société des Amis de la Bibliothèque, qui comprenait une centaine de membres, n'avait aucune peine à recueillir le nombre de signatures nécessaires et à recruter les cent citoyens actifs dont la présence étoit indispensable pour la tenue de l'assemblée.

(1) Bibl. Nat., 2662, fol. 2.

(2) Cinq candidats furent reçus le 28 novembre (Bibl. Nat. 2664, fol. 97-98) « savoir : M. Guyot, ci-devant de Sainte-Hélène, âgé de 36 ans, natif de Marseille, officier d'administration des colonies, demeurant Passage de l'Ancr Royal; Jean Meunier, âgé de 48 ans, né en Lorraine, rue Saint-Marc, n° 32; Jean-Baptiste Bréant maître de pension, âgé de 33 ans, né à Versailles, rue Saint-Martin; Nicolas Duménil, âgé de 37 ans, de Dreux, coiffeur, lettre Y, patté Italien; Jean-Baptiste Bertereau, âgé de 46 ans, de Paris, contrôleur ordinaire des guerres, rue Neuve-Saint-Augustin ». Le 5 décembre la Société admit trois nouveaux membres (fol. 103-104),

Comme il suffisait d'une majorité d'une voix, elle avait toutes facilités pour faire adopter ses vœux.

Toutes les questions qui occupèrent les Parisiens pendant les derniers mois de l'année 1790 (et il est malaisé de concevoir combien les moindres d'entre elles soulevèrent d'émotion) furent agitées pendant les séances de la Société de la Bibliothèque. Elle partagea toutes les passions du public.

Elle s'inquiéta de l'augmentation des prix du bois à brûler et du charbon et chercha des remèdes aux abus qui s'étaient glissés dans les ventes (1). Le 28 novembre, elle écouta la lecture d'une délibération de la section de la Halle-au-Blé qui demandait le transfert des abattoirs au delà des barrières de la ville et le rapprochement du marché de Poissy (1). L'assemblée générale se réunit deux jours plus tard dans l'église des Filles-Saint-Thomas et prit un arrêté qui remplit les vœux du club de la Michodière. Cette décision est avec celle de la Halle-au-Blé le seul document émanant des sections que l'on possède sur cet objet, dont la Municipalité de Paris eut à s'occuper à diverses reprises. Elle porte d'ailleurs les signatures du président d'Auxon et

(1) Cf. dans le volume 2664, les procès-verbaux des séances du 4 novembre (fol. 77), du 18 novembre (fol. 91-92), du 28 novembre (fol. 97-98). Déjà, le 23 octobre, la *Chronique de Paris* avait réclamé la suppression d'une surtaxe de six livres par voie de bois neuf qu'un arrêt du Conseil avait accordée en 1785 en raison de la rigueur de l'hiver et qui avait été maintenue. Le jour même où la Société de la Bibliothèque s'inquiétait des abus qui s'étaient introduits dans le commerce des combustibles, l'abbé Dreue demanda au Conseil général de la Commune la diminution des prix du bois et du charbon. Le Conseil chargea le Département des Subsistances de préparer un rapport (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 1, p. 182, 375-376, 563, 581; t. 2, p. 18). Il fut déposé le 17 février 1791 seulement et la discussion en fut remise au 24 (S. Lacroix, *Actes*, t. 2, p. 618-619), puis au 28 (*Actes*, t. 2, p. 718), enfin au 3 mars (*Actes*, t. 2, p. 769).

On n'avait d'ailleurs cessé, pendant ce temps, de proposer des remèdes au Conseil général (Cf. le 22 décembre, la proposition de Raffron du Trouillet). Le 13 janvier, Boncerf lui demanda de rendre l'usage de la tourbe obligatoire « pour les buandiers, teinturiers, et brasseurs » et pour la cuisson de la chaux et du plâtre. Il proposa de supprimer les droits d'entrée sur le charbon de terre à Paris et de défendre les constructions en pans de bois. On les remplacerait, dit-il, par des moellons dans les villes et du pisé dans les campagnes.

(1) Le texte de la délibération de la Halle-au-Blé n'est connu que par le résumé qui parut dans le numéro des 6-9 décembre 1790 du *Journal de Municipalité et des Sections de Paris*. Elle fut portée le 30 novembre 1790 au Conseil général de la Commune (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 1, p. 412). Bailly répondit aux envoyés de la Halle-au-Blé que le Comité de Subsistance s'occupait au même moment de cette question. L'Assemblée générale de la Bibliothèque se contenta d'ailleurs, le 30 novembre, d'adhérer à l'arrêté pris par la section de la Halle-au-Blé.

de Hardy, secrétaire-greffier, l'un et l'autre membres de la Société de la Bibliothèque.

La Société de la Michodière invita l'Assemblée générale de la Section à rechercher les moyens convenables pour obliger Mgr le Clerc de Juigné, archevêque de Paris, absent depuis plusieurs mois, à regagner son siège épiscopal et à remplir ses fonctions (1). Elle crut elle aussi à la formation clandestine d'une garde royale et partagea les inquiétudes des sections. Elle prépara un projet de requête à Louis XVI et ne renonça à le présenter que lorsqu'elle apprit que le Comité militaire de la Constituante s'occupait au même moment de cet objet (2). Elle protesta contre la multiplica-

(1) Bibl. Nat. 2664, fol. 83-84. Mgr le Clerc de Juigné était absent depuis la fin de l'année 1789. Le 14 avril 1790, il avait envoyé par écrit son serment civique (Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XII, p. 733-734) et, quelques jours plus tard, avait sollicité de l'Assemblée nationale l'autorisation de prolonger son absence pour prendre les eaux d'Aix en Savoie (*Archives parlementaires*, t. XIII, p. 144). En novembre 1790, la patience de ses paroissiens se lassant, la Section du Palais-Royal demanda son retour par une délibération dont la *Chronique de Paris* (n° du 16 novembre) et le *Journal de la Municipalité et des Sections* (n° des 21-23 novembre) publièrent un résumé. Elle reçut l'adhésion des sections de la Halle-au-Blé, du Roule, des Gravilliers et des Thermes-de-Julien. Le 15 novembre, celle d'Henri IV invita le Corps municipal à convoquer la Commune et le pria de solliciter de l'Assemblée nationale un décret ordonnant à tous les évêques absents de leurs diocèses d'y rentrer dans le délai d'un mois, sous peine d'être déchus de leurs bénéfices (Sigismond Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 321). Deux autres sections, celles de Beaubourg et de l'Île, se prononcèrent encore en faveur du retour de Mgr de Juigné.

On ne sait ce qu'il advint de la décision prise par le Club de la Michodière. En tout cas, la section de la Bibliothèque ne fit aucune démarche auprès du Corps municipal. La question, d'ailleurs, dépassait le cadre des attributions de celui-ci. Elle fut réglée par le décret du 26 décembre que le secrétaire-greffier notifia, le 4 janvier 1791, à l'évêché, en constatant l'absence de Mgr de Juigné. Les sommations qui lui furent faites, les 14 et 15 janvier, de nommer les vicaires généraux et de concourir à la formation des nouvelles paroisses restèrent sans réponse (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. II, p. 136 et 144-145). Cependant la vacance de l'évêché ne fut constatée qu'au mois de mars et le 13 seulement, Gobel, évêque de Lydda, remplaça Mgr de Juigné sur le siège épiscopal de Paris.

(2) Bibl. Nat. 2664, fol. 81-12, 83-84. Dès le 1^{er} novembre, la *Chronique de Paris* avait dénoncé les efforts du roi pour se constituer secrètement une garde composée de six mille hommes. Le 2, le *Moniteur* lui-même révéla un bruit « si alarmant pour la tranquillité publique ». La Fayette avertit Louis XVI qui le rassura, mais une copie inexacte du billet adressé par le roi au Commandant général de la garde nationale circula à Paris et fut portée, le 7 novembre, aux Jacobins par Gerdret, commandant du bataillon de l'Oratoire (Cf. Sigismond Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 242). Les sections s'émurent, le roi, disaient-elles en substance, ne devait pas avoir d'autre garde que celle des citoyens. Son but, ou plutôt celui des ministres, était de semer la division entre des frères d'armes en distinguant une garde royale et une garde nationale. Si l'Assemblée était décidée « soit par déférence pour d'antiques usages, soit pou

tion des jeux de hasard (1) et le prix trop élevé des chaises dans les églises (2). En décembre, la Société de la Biblio-

ce qu'on appelle représentation » à accorder au roi une garde d'honneur, il fallait que celle-ci fût peu nombreuse et que la Constituante en fixât seule le mode de composition.

La section des Thermes-de-Julien vint faire part de ses inquiétudes au Conseil général, qui convoqua La Fayette. Le Commandant général, qui avait déjà rétabli la réalité des faits devant le Corps municipal le 8 novembre, répondit le 10 à cet appel. Le Conseil général fit rédiger une proclamation ; la lettre du roi fut rendue publique, les sections félicitées de leur zèle, celle des Thermes-de-Julien, qui avait averti le Conseil, remerciée (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 237-239).

Le renseignement donné le 11 novembre à la Société de la Bibliothèque était exact. Le même jour, les Comités militaire et de Constitution réunis furent chargés par l'Assemblée nationale d'examiner s'il convenait de donner au roi une garde d'honneur et, dans l'affirmative, de fixer par qui et de quelle manière elle devait être composée (*Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XX, p. 371-373). L'organisation de la garde royale ne fut d'ailleurs discutée qu'en avril 1791. Un article de l'Acte constitutionnel, voté le 2 septembre, déclara qu'elle comprendrait mille deux cents hommes à pied et cent à cheval. Elle devait être payée par la liste civile (*Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XXX, p. 158-159).

(1) Cf. Bibl. Nat. 2664, fol. 55-56, le texte d'un discours prononcé par un membre de la Société sur la multiplication des jeux de hasard. Il a été résumé dans le procès-verbal de la séance du 14 novembre (fol. 85-88). « Les maisons bourgeoises, dit-il, les marchands de vins, les limonadiers tiennent des jeux, les facilitent. Les places publiques en sont jonchées et cette fureur de jouer se propage comme la peste à Constantinople... »

Le 23 novembre, la multiplication des maisons de jeux fut dénoncée au Conseil général de la Commune (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 358), « M. Lohier, dit le *Journal de la Municipalité et des Sections de Paris*, n^o des 26-30 novembre, a représenté que les suicides, les vols, les assassinats étaient les suites funestes des jeux de hasard prohibés, si multipliés dans quantité de maisons de la ville ». Le 9 décembre, la *Chronique de Paris* déclara qu'il existait dans la capitale deux cents maisons de jeux clandestines. Lohier, Bigot, Charron et Gérard présentèrent, le 3 février 1791, un rapport au Conseil général qui en ordonna l'impression (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. II, p. 399 et 401 et suiv.). Le 7, il chargea Charron de rédiger une adresse à l'Assemblée nationale pour lui peindre « les désordres qu'entraînait la fureur du jeu » et lui demander une loi sévère. Les Comités de sections et les commissaires de police durèrent surveiller les maisons suspectes, recueillir les dénonciations et les transmettre à une commission particulière créée à l'Hôtel de Ville (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. II, p. 474-476). L'adresse fut présentée le 17 février à l'Assemblée nationale qui la renvoya aux Comités de Constitution et de Jurisprudence criminelle réunis et en ordonna l'impression. Les jeux ne furent réglementés que par le décret de juillet 1791 sur la police municipale et correctionnelle (art. 7 du Titre I et art. 36-37 du Titre II).

(2) Il n'existait pas d'église paroissiale dans la section de la Bibliothèque. Ses habitants dépendaient de Saint-Roch, qui se trouvait sur la section du Palais-Royal. C'est l'assemblée générale de cette dernière qui prit l'initiative des protestations. Le 18 novembre, un citoyen lui proposa de fixer à deux liards le prix des chaises ; un autre demanda la suppression de la collecte faite pendant les services : l'usage des chaises, dit-il, devait être gratuit pour tous et les fabriques feraient face aux frais qu'entraînerait cette réforme, en percevant une contribution sur les paroissiens par addition à la taxe des pauvres (Bibl. Nat. 2664, fol. 89-90).

L'affaire de la location des chaises fut portée devant la Municipalité de Paris,

thèque résolut de soumettre à l'Administration de la police un projet de règlement « à l'égard des voitures, des jeux, des filles de mauvaise vie et des émigrants » (1). Elle demanda la convocation d'une assemblée générale pour préparer l'élection du second substitut du procureur de la Commune (2) et fixer « l'époque du traitement de M. le Maire (3) ».

car elle s'étendit à plusieurs églises (Cf. Fr. Braesch, *Procès-verbaux de la section des Postes*, 4 décembre 1790-5 septembre 1792. Paris, Hachette, 1911, in-8°, XIII-279 p., p. 3, 5, 7-8). Le Corps municipal chargea deux commissaires de recueillir les renseignements nécessaires et rappela aux sections que l'art. 12 du décret du 6 octobre 1790 avait laissé aux fabriques l'exercice de leurs droits et l'administration de leurs biens (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 514). A la fin, il sollicita l'intervention de l'Assemblée nationale, qui vota, le 20 décembre, un projet présenté par Lanjuinais au nom des Comités ecclésiastique et de Constitution. Le Corps municipal fut autorisé à réduire le prix des chaises « autant qu'il jugera convenable et même à décider sur toutes indemnités qui pourraient être prétendues en conséquence de cette réduction ».

(1) Bibl. Nat. 2664, fol. 105, procès-verbal de la séance du 8 décembre. Le 16, la Société de la Bibliothèque renonça d'ailleurs à son projet car ses commissaires lui apprirent que la Municipalité elle-même préparait un Règlement sommaire. Elle les pria seulement « de vouloir bien examiner ce règlement, dès qu'il sera publié, pour lui en rendre compte » et ajourna jusqu'à ce moment toute discussion sur cette matière. (Bibl. Nat. 2664, fol. 106-107).

(2) Bibl. Nat. 2664, fol. 105. La place de second substitut du procureur de la Commune était devenue vacante par la nomination de Dupont-Dutertre au Ministère de la Justice, le 21 novembre. Les articles 44 et 45 du Titre I du décret du 21 mai 1790 n'autorisaient pas les élections partielles pour le remplacement des substitués du procureur de la Commune. Il fallait attendre le renouvellement par moitié de l'administration municipale, c'est-à-dire laisser pendant un an la place vacante. Mais le Procureur de la Commune, Boullemer, étant malade, le premier substitut ne pouvait suffire seul à la tâche. Le Corps municipal obtint du Comité de Constitution de l'Assemblée l'autorisation de procéder à l'élection et convoqua les sections pour le 9 décembre. Quelques-unes d'entre elles protestèrent. Elles jugeaient insuffisant l'avis favorable du Comité et demandaient un texte légal. Celles de la Place Royale, des Quatre-Nations et de la Croix-Rouge refusèrent de prendre part au vote. Le Corps municipal ajourna alors le dépouillement et en référa au Comité de Constitution. Le 14 décembre, un décret voté par l'Assemblée nationale régularisa le scrutin du 9 et ordonna au Corps municipal de convoquer de nouveau les trois sections récalcitrantes. Elles votèrent, le 24 décembre, après midi (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 571). Mais il y eut ballottage. Finalement, les sections, convoquées une deuxième fois, élurent Desmousseaux, le 28 décembre (S. Lacroix, *Actes*, t. I, p. 654-656).

(3) Bibl. Nat. 2664, fol. 105. Il s'agissait en réalité de décider si le traitement de soixante-douze mille livres attribué au maire de Paris remonterait au 15 juillet 1789, date à laquelle Bailly avait été effectivement placé à la tête de l'administration municipale, ou ne commencerait à courir que du jour où il avait été définitivement élu. Le Corps municipal avait convoqué les sections pour le 10 décembre (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 424). C'est le 8 que la Société de la rue de la Michodière s'occupa de cette question. Les comptes rendus des votes furent faits au Corps municipal le 3 janvier seulement. Trois sections, celles du Marché-des-Innocents, de l'Île et du Théâtre-Français, n'avaient pas envoyé leurs procès-verbaux ; trente-deux, dont celle de la Bibliothèque, demandèrent que le traitement remontât au 15 juillet 1789 ; seule, celle du Luxembourg

Le 8 décembre, elle s'émut au récit de « l'attentat » du Champ de Mars et chargea cinq commissaires de suivre la procédure ouverte contre les séminaristes irlandais. Ces jeunes gens, qui avaient trop bien célébré la fête de Saint-Nicolas chez un traiteur du Gros Caillou, étaient montés à l'assaut de l'autel de la Patrie, après avoir quelque peu molesté la sentinelle. Ils jouaient, dit le *Moniteur universel*, « à s'en faire descendre », mais les ouvriers des Invalides et les habitants du quartier, se méprenant sur leur dessein, crurent à une profanation et leur adressèrent des reproches qu'ils entendirent mal, car ils comprenaient à peine le français. On les conduisit au Comité de la section, puis à l'Hôtel de Ville et à la Force où ils restèrent jusqu'à ce que le Tribunal de police, devant lequel ils comparurent le 20 décembre, les eût fait remettre en liberté (1).

Le 26 décembre, le Club de la Bibliothèque s'éleva contre le projet formé par la Municipalité de réunir au Palais les six tribunaux de la ville. Le lendemain, à sa demande, l'assemblée générale de la section pria la Constituante de « n'avoir aucun égard » à la requête que Bailly devait lui présenter (2).

s'y opposa; les autres proposèrent seulement d'accorder à Bailly une indemnité (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. II, p. 9).

(1) La colère de la foule avait été si grande que, le 7 décembre, Bailly dut faire garder le Collège des Lombards, rue des Carmes, celui des Ecossais, rue Saint-Victor, et le séminaire des Anglais de la rue des Postes.

Cf. *Grand tumulte arrivé hier au soir à l'occasion d'une insulte faite à l'Autel de la patrie, au Champ de la Fédération, et beau trait du général La Fayette qui s'empare des coupables et les conduit lui-même à l'Hôtel de Ville*, 7 p., in-8°, B.V.P. 12.272.

Détail de l'horrible assassinat commis hier au soir au Champ de la Fédération sur la personne d'une sentinelle et insulte faite à l'Autel de la Patrie par une troupe d'aristocrates et d'abbés, 8 p., in-8°, B.N. Lb³⁹ 9. 585.

Fureur du véritable Père Duchesne contre les soixante calotins qui ont saccagé et profané l'autel de la patrie, assassiné la sentinelle du Champ de Mars et désarmé le corps de garde, 8 p., in-8°, B.N. Lc³ 2.453.

D'ailleurs, avant même que le Tribunal de police se fût prononcé, la vérité avait été rétablie (Cf. *Récit véritable de ce qui s'est passé au Champs de Mars*, 4 p., in-8°, B.N. Lb³⁹ 9.586. *Justification des écoliers irlandais sur l'événement arrivé au Champ de Mars, le lundi 6 du mois*, 4 p., in-8°, B.N. Lb³⁹ 4.408. *Adresse au peuple de la capitale sur l'événement du Champ de Mars; le 6 décembre 1790*, 8 p., in-8° B. N. Lb³⁹ 4.407).

(2) Bibl. Nat. 2664, fol. 111. « M. de Kersin a fait part à la samblée, dit le procès-verbal de la séance du 26 décembre, d'un projet qui tendoit à réunir les six tribunaux provisoirement au Palais. Il a observée que cette réunion pouret être préjudissiable à tous les citoyens de cette capital. Il a été arettée qu'il seroit demandée une asamblée de la section pour lundy 27 du présent pour délibérer à cette efait ».

La délibération prise par la Section de la Bibliothèque se trouve à la Biblio-

Dès les premiers mois de son existence, la Société de la rue de la Michodière mit son activité à défendre les intérêts des membres. Elle ne se préoccupait pas encore de chercher des places à ceux d'entre eux qui se trouvaient sans emploi, mais elle veillait à ce qu'ils ne fussent pas injustement dépouillés. Au mois de décembre 1790, elle s'employa pour Louis-Lézin de Milly qui avait dû quitter l'Administration des Loteries, et provoqua, d'ailleurs sans succès, l'intervention de l'Assemblée générale de la section en sa faveur (1). Elle intéressa à la querelle de Charles Bosque tous les patriotes de Paris. Bosque, qui était avocat à Tabago, y avait fondé, au début de la Révolution, une société patriotique, dont l'activité devint bientôt suspecte aux autorités militaires. On l'accusa d'avoir tramé une « espèce de sédition », et les membres de son bureau, Grelier, Guys, et Bosque lui-même, furent dénoncés au commandant de Jobal, qui gouvernait l'île en l'absence de Dillon. Jobal fit donner la chasse à l'embarcation qui emportait les trois hommes vers la Martinique, et on les ramena à Tabago pour y être jugés. Grelier et Guys furent condamnés à mille livres d'amende, Bosque à six mois de prison et à une heure de carcan. On lui laissa toutefois la liberté de quitter la colonie, et il préféra l'exil. Jobal le fit conduire à la Trinité espagnole, le 30 décembre 1789. Il n'y resta que peu de temps, gagna Sainte-Lucie, puis la Martinique et, enfin, se rendit à Paris. Il s'installa dans la section de la Bibliothèque, entra au club de la Michodière et lui conta ses malheurs. La Société s'émut, et, suivant sa politique ordinaire, elle porta l'affaire devant l'Assemblée générale. Bosque prétendait que sa maison avait été dévastée, et ses biens vendus à vil prix ;

thèque nationale (Bibl. Nat. 2666, fol. 208). Le Corps municipal était poussé par le désir d'économiser les frais nécessités par l'installation de six tribunaux séparés. D'ailleurs, il ne voulut rien décider avant d'avoir l'avis de l'Assemblée nationale. Celle-ci n'avait pas manifesté ses intentions et le décret des 25 août et 14 septembre ne s'était nullement prononcé sur l'installation matérielle des tribunaux de Paris. L'adresse du Corps municipal fut prête le 23 décembre (S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. I, p. 591-593). La section de la Bibliothèque ne fut pas la seule à exprimer son opposition (Cf. *Délibérations des sections de la Place Royale*, le 24, et du *Faubourg Montmartre*, le 28 ; pétition de l'Assemblée électorale à l'Assemblée nationale, le 1^{er} janvier, S. Lacroix, *Actes*, t. II, p. 84-85). On craignait le réveil de l'esprit de corps et la reconstitution d'un parlement au petit pied. Le 8 janvier, malgré l'avis favorable du Comité, la Constituante rejeta la demande de la Municipalité et calma ainsi les inquiétudes qu'elle avait fait naître.

(1) Voir ci-après, p. 47 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

LA SOCIÉTÉ PATRIOTIQUE DE LA SECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE

(13 février 1791 — 10 août 1792)

I. — TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ.

Les bourgeois paisibles qui avaient fondé le club de la Bibliothèque ne furent pas longtemps maîtres de ses destinées. Dès le mois de février 1791, ils durent accepter une première révision des statuts. Les deux secrétaires, Jean-Jacques Castel et André-Louis Cointreau, furent chargés de revoir le règlement adopté le 26 août de l'année précédente, et d'y apporter les modifications que nécessitaient les progrès de l'esprit révolutionnaire. La nouvelle rédaction, arrêtée dans la séance du dimanche 13 février, s'écartait, d'ailleurs, peu de la première (1). Toutefois on supprima quelques articles, notamment celui qui nommait le maire de Paris et le commandant-général de la garde nationale membres de droit du club. Celui-ci prit le titre de Société patriotique de la Section de la Bibliothèque. Le préambule ne fut pas touché; on conserva l'ancienne division par articles; on ne changea rien aux modes d'admission des membres; on supprima seulement le privilège accordé en 1790 aux enfants de sociétaires âgés de quinze ans. On consacra l'existence du Comité de présentation qui avait été créé quelque mois auparavant, mais le nouveau règlement n'indique ni ses attributions exactes ni le nombre de ses membres. Il dit seulement qu'ils étaient nommés au début de chaque mois par le président

(1) Règlement de la Société patriotique de la section de la Bibliothèque. 2664, fol. 61 à 67. Ce texte, qui est manuscrit, porte la mention « A imprimer par M. Potier de Lille au nombre de 300 exemplaires ». Cependant on ne trouve d'exemplaires imprimés de cette deuxième rédaction ni à la Bibliothèque de la Ville de Paris ni à la Bibliothèque nationale.

de la Société, qui choisissait également à son gré les deux censeurs. Cette entorse au principe de l'élection montre combien la Société, malgré son apparente transformation, était encore éloignée de l'esprit des clubs populaires. Le Comité se réunissait dans la salle d'assemblée, le mercredi et le samedi de chaque semaine, de six heures à huit heures du soir, « à l'effet de discuter l'admission des candidats ».

Les nouveaux rédacteurs, consacrant un usage déjà ancien, déclarèrent que ses séances auraient lieu désormais le jeudi et le dimanche à cinq heures très précises du soir (1) ; ils en réglèrent beaucoup plus soigneusement la tenue. Elles étaient ouvertes par le président ; un des secrétaires lisait le procès-verbal de la réunion précédente, la liste des présentations, l'ordre du jour, et inscrivait les noms des membres qui désiraient intervenir dans les débats. Le président donnait connaissance des lettres qui avaient été adressées à la Société et de celles qu'il avait écrites en son nom. Il dirigeait les discussions et avait seul le droit d'interrompre les orateurs. Ceux-ci devaient parler à tour de rôle et seulement « sur la question pour lors agitée ». Le président veillait à l'observation des règlements, et prononçait les peines qu'entraînaient les infractions à la discipline de l'assemblée.

Un nouveau pas fut franchi au mois de mai. La Société chargea derechef deux de ses membres, MM. Bourcel et Roume, de procéder à une révision du règlement. Les deux commissaires présentèrent leur rapport dans la séance du 8 mai, et leurs conclusions furent adoptées. On conserva cette fois encore le préambule de 1790 ; mais le nouveau texte montre mieux que la rédaction du mois de février l'évolution de l'esprit public (2).

Le privilège des citoyens actifs disparut. Les seules distinctions furent fondées désormais sur le lieu du domicile. On simplifia les formalités d'admission pour les habitants du quartier de la Bibliothèque ; on les aggrava pour les autres Parisiens, et plus encore pour les étrangers (3). La

(1) A la fin de l'année 1791 cependant les séances devinrent irrégulières. D'ailleurs, la Société décida, au mois de mars 1792, de se réunir dorénavant le mardi et le samedi.

(2) *Règlement de la Société patriotique de la Section de la Bibliothèque établie à Paris, le 26 août 1790*. Paris, 1791, in-8°, Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 858.

(3) Cf. art. 1^{er}, titre III « Il ne sera point fait usage du scrutin pour l'admission des candidats ; leurs noms seront inscrits sur un tableau et affichés dans le lieu des séances. Tout homme, de quelque profession, patrie et religion qu'il

composition et les attributions du Comité de présentation furent cette fois fixées (1). Nul ne put être reçu dans la Société s'il n'avait dix-huit ans accomplis. On supprima le congé jusqu'alors indispensable pour les membres qui désiraient s'absenter; l'assemblée leur délivra seulement, si bon lui semblait, des certificats de civisme (2).

Aucun changement ne fut apporté aux attributions et au mode d'élection du président, des secrétaires et du trésorier, mais un nouveau fonctionnaire apparut : l'archiviste. Il était élu à la majorité relative et sans limite de temps. La charge en fut confiée à Duchosal, qui paraît l'avoir exercée jusqu'au mois de ventôse an II. Il était agent de change, et donna à ce moment sa démission, car la Société des Jacobins venait d'exclure de son sein, en même temps que les anciens nobles et les étrangers, « les financiers, les banquiers, agents de change et agioteurs ». Duchosal pensa que le Club de la Section Le Pelletier, puisqu'il était affilié à celui de la rue Saint-Honoré, allait suivre son exemple, et il préféra se retirer de son plein gré (3). La société accepta sa démission, et lui demanda compte de l'état dans lequel il laissait les archives. La tâche de Duchosal ne fut sans doute pas très absorbante. La bibliothèque du club était fort pauvre, si l'on en juge d'après l'inventaire dressé par Duchosal lui-même, le 8 octobre 1791. Elle comprenait les *Mémoires historiques de la Révolution de France* d'Hugou de Bassville, le *Voyage dans les Etats-Unis* de Brissot, deux numéros de l'*Ami*

soit, pourra être admis dans la Société d'après les règles suivantes. Tout citoyen domicilié dans la section de la Bibliothèque devra être représenté par deux membres de la Société et son nom demeurera affiché pendant deux séances. Tout Français non domicilié dans la section de la Bibliothèque devra être présenté par quatre membres de la Société et son nom demeurera affiché pendant trois séances. Tout étranger devra être proposé par six membres de la Société et son nom demeurera affiché pendant quatre séances ». Cependant les citoyens actifs de la Bibliothèque avaient seuls voix délibérative dans les discussions portant sur des objets relatifs à la section (Titre III, art. 8).

(1) Voir I. Bourdin, *Les Sociétés populaires à Paris pendant la Révolution française*, p. 82-83.

(2) Un de ces certificats se trouve dans le volume Bibl. Nat. 2659, fol. 309. En voici le texte : « Nous, soussignés, certifions que M. Honoré Lestiboudois, américain, a été admis dans cette Société à son arrivée à Paris ; qu'il y a professé les sentiments d'un bon patriote, ami des principes de la Constitution, et que la Société le voit partir pour les colonies avec autant de regrets qu'elle a eu de satisfaction de le compter au nombre de ses membres. En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certificat pour servir et valoir de témoignage authentique de son zèle et de son civisme. Délivré à Paris, ce 14 juillet 1791, Massonnier, président ».

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 151-152.

des Citoyens de Tallien, des exemplaires de l'*Acte constitutionnel*, du *Code municipal*, du *Manuel militaire pour le règlement de service et de police à l'usage de la garde nationale* de Bacon, et surtout un certain nombre de brochures publiées par la Sociétés des Jacobins (1).

Le nombre des sociétaires dut rester sensiblement le même. Le 15 juin 1791, une déclaration, imprimée par ordre du club, fut signée par les quatre-vingt-trois membres présents à la séance. Parmi eux se trouvaient la plupart de ceux qui avaient fait partie de la Société des Amis de la Section de la Bibliothèque : Devillière, Charles Bosque, Louis Milly, Lefèvre, Gallois, les deux Bacon, d'Auxon, Louis Lemit, Calvet, Conty, Lepage, Anne-Jean Guet, Larivière-Semur, André-Louis Cointreau, etc... Mais on y voyait aussi des noms nouveaux. Si certains d'entre eux devinrent illustres : ceux de Jean-Pierre Brissot, Desmoulins (2), Clavière, Ouvrard, Jean de Bry, etc... la renommée des autres ne dépassa guère les limites de la section. Les hommes qui les portaient complètement le petit personnel local, mais ils en formèrent l'élément avancé. On retrouvera la plupart d'entre eux dans la Société populaire de la section Le Pelletier, en 1793 et en 1794, et c'est parmi eux que se recruteront les membres du Comité de surveillance révolutionnaire. En 1791 déjà, ils furent souvent en lutte contre la fraction modérée du club et attirèrent progressivement à eux la plupart des anciens sociétaires : Lefèvre, Calvet, Conty, Guet, d'autres encore. Ils représentèrent bientôt la force agissante de l'assemblée, mais leur autorité y fut longtemps contestée. Les membres les plus marquants n'y étaient pas fort assidus. Ils s'excusaient parfois (le 24 avril 1792, Brissot fit valoir « ses excessives occupations »), mais le plus souvent ils se contentaient d'envoyer leurs cotisations et de participer aux souscriptions. « M. Dais Moulins. dit le procès-verbal du 12 novembre 1791, a payé le maximon qui a été arrêté ». Ils ne manquaient guère non plus de faire tenir à la Société le texte de leurs discours.

(1) Bibl. Nat. 2662. fol. 161-162.

(2) On peut d'ailleurs se demander s'il s'agit bien de Camille Desmoulins, comme le croit M. Mathiez (*Le club des Cordeliers pendant la crise de Varennes et le massacre du Champ de Mars*, Paris, Champion, 1910, in-8°, p. 21). En effet, la signature qui se trouve au bas de la Déclaration du 15 juin ne porte pas de prénom, et, d'autre part, il existait parmi les citoyens actifs de la section un sieur Desmoulins, peintre, qui habitait rue Neuve-de-Montmorency, n° 32. C'est vraisemblablement de ce dernier qu'il s'agit.

il réclamait l'annulation du jugement du 16 novembre 1789, la restitution de son domaine et deux cent mille livres de dommages-intérêts. L'Assemblée générale de la Bibliothèque fit préparer un rapport par cinq commissaires, et décida, le 30 novembre 1790, de le communiquer aux autres sections de Paris. Elle leur demanda de nommer chacune un délégué pour arrêter les termes d'une pétition à la Constituante « à l'effet de faire rendre au sieur Bosque la justice que tous les bons citoyens doivent à ses vertus civiques et à son amour pour la Constitution » (1). Elle fit ensuite imprimer à ses frais les mémoires de l'avocat (2). Les sections obéirent à son appel. Leurs délégués tinrent plusieurs réunions à l'hôtel de Richelieu, dans le courant de décembre, et rédigèrent une adresse à l'Assemblée nationale (3). Ils ne purent la présenter eux-mêmes, car, lorsqu'elle fut prête, la Constituante décida de ne recevoir désormais que les députations des corps administratifs ou des directoires de départements. Les commissaires des sections, pour éviter que leur pétition ne fût enterrée dans les dossiers des comités, sollicitèrent l'intervention de la Municipalité de Paris (4). Leur requête, bien que « prise en considération », ne fut suivie d'aucun effet, mais l'Assemblée nationale donna satisfaction à Bosque sans attendre les sollicitations du Corps municipal. Elle déclara nuls et non avenue les jugements rendus contre les trois accusés, ordonna à Jobal de gagner la Martinique pour y rendre compte de sa conduite et ren-

(1) *Extrait des registres de l'Assemblée générale de la Section, de la Bibliothèque, tenue en l'église des Filles Saint-Thomas, du mardi 30 novembre 1790.* Paris s. d., in-8°, 9 p., Bibl. Nat. Lb⁴⁰, 1.721. L'arrêté de la section de la Bibliothèque est signé par le président et le secrétaire-greffier, Magol et Hardy, l'un et l'autre membres du club de la rue de la Michodière.

(2) *Mémoire du sieur Bosque adressé à l'Assemblée nationale*, dont l'impression a été ordonnée par l'Assemblée générale de la section de la Bibliothèque, le 21 décembre 1790, avec pièces justificatives certifiées, le 25 novembre 1790, par les commissaires de la section, 76 p., in-8°, Bibl. Nat., Lk¹² 707.

Mémoire adressé à l'Assemblée nationale contenant les persécutions éprouvées à Tabago par les Français et notamment par le sieur Charles Bosque, pour avoir donné des preuves de civisme et dont l'impression a été ordonnée par la section de la Bibliothèque, 160 p. in-8°, Bibl. Nat., Lk¹² 706.

(3) Bibl. Nat. 2661, fol. 177 et suiv. « Procès-verbaux de messieurs les commissaires députés de plusieurs sections de la Commune de Paris dans l'affaire de M. Bosque, avocat à l'isle de Tabago, contre le sieur de Jobal, commandant de cette isle en l'absence de M. Dillon, et autres. » Toutes les sections de Paris ne se firent pas représenter (Il y eut vingt et un délégués le 13 décembre, vingt-sept, le 15, etc.). D'Auxon présida ces réunions.

(4) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 197.

voya au Comité de la Marine les demandes en paiement d'indemnité (1). Bosque put rendre hommage au zèle du Club de la rue de la Michodière, dont les bons offices avaient permis cette révision.

En échange de la protection qu'elle leur accordait, la Société de la Bibliothèque exigeait, d'ailleurs, de ses membres le respect de l'ordre et une grande soumission. Elle veillait « sur leurs mœurs, leur probité et leur conduite », et chassait ceux qui, dans leurs paroles, leurs écrits ou leurs actions, s'écartaient des principes de la Constitution et des Droits de l'Homme. Aucun sociétaire ne pouvait poser sa candidature à une fonction quelconque, civile ou militaire, sans en informer l'assemblée. Il devait lui faire connaître son nom, son âge, ses qualités et sa demeure, afin de lui permettre de prendre les informations nécessaires. Si les renseignements recueillis étaient favorables, son élection était considérée comme le « vœu unanime » des membres du club, et tous les citoyens actifs qui en faisaient partie étaient tenus de voter pour lui sous peine d'exclusion (2). Lors de la nomination des trente juges des tribunaux de Paris, les électeurs de la section, presque tous adhérents à la Société, la tinrent au courant jour après jour des choix auxquels l'Assemblée de l'Evêché avait procédé (3).

Le Club de la rue de la Michodière étendait son contrôle aux officiers publics de la section. Les noms de ceux d'entre eux qui se montraient « peu délicats » dans l'exercice de leurs fonctions ou qui manifestaient des opinions subversives, étaient affichés « en gros caractères typogra-

(1) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. 2, p. 443-446.

(2) Bibl. Nat. 2664, fol. 99-100. Cet arrêté, qui comprend quatre articles, fut adopté à l'unanimité dans la séance du 2 décembre 1790 (Fol. 101-102). Le 5, on crut bon de spécifier qu'il ne pouvait s'agir que des « places salariées » et non de « celles d'honneur ». L'article 4 prononçait formellement l'exclusion pour les sociétaires coupables de désobéissance. « Et, dans le cas, dit-il, où il y aurait quelques membres qui trahiraient le vœu général de la Société (ce qu'elle ne peut présumer) et qu'ils seroient reconnus pour l'avoir trahie dans son vœu, l'assemblée les exclura de son sein. »

(3) Cf. Bibl. Nat. 2664, fol. 95-96. procès-verbal de la séance du 24 novembre 1790 : « Deux des électeurs de la section ayant obtenu la parole rendirent compte à la Société du zèle infatigable avec lequel leurs collègues remplissoient les devoirs que la section leur avoit confiés et (l'un d'eux) annonça que Mrs Fréteau et Merlin, députés à l'Assemblée nationale, avoient été élus présidents des tribunaux de la ville de Paris ». (Voir également, Bibl. Nat. 2664, fol. 97-98, (101-102, 103-104).

phiques » dans la salle des séances (1). Le Club ne se bornait pas à ces pratiques de surveillance : il préparait les élections, procédait à des enquêtes et les fonctionnaires locaux avaient intérêt à se concilier ses bonnes grâces. Il assumait ce rôle avec beaucoup de loyauté et une sincérité évidente, n'hésitait pas à reconnaître ses erreurs, et il en donna la preuve lors de l'élection du juge de paix de la section. L'assemblée primaire, convoquée à sa requête, le lundi 15 novembre, à neuf heures (2), élut M. de Lorme. Les membres de la Société de la Bibliothèque, qui avaient porté leurs suffrages sur Lézin de Milly (3), acceptèrent de bonne grâce leur défaite ; mais bientôt des bruits fâcheux coururent sur le nouveau juge. On prétendit qu'il avait fait banqueroute à Lyon et que sa nomination était illégale, car, n'ayant pas payé ses créanciers, il ne pouvait pas être citoyen actif. On affirma même que son élection avait eu lieu dans des conditions assez équivoques. Les Amis de la Section de la Bibliothèque s'émurent ; ils firent prendre des renseignements à Paris, écrivirent aux officiers municipaux, aux juges consulaires et au club des Jacobins de Lyon, et demandèrent au président de l'Assemblée primaire de retarder l'élection des assesseurs du juge jusqu'à ce qu'on eût vérifié les accusations portées contre celui-ci (4). Les réponses des officiers municipaux et des Amis de la

(1) Bibl. Nat. 2664, fol. 78.

(2) Bibl. Nat. 2664, fol. 81-82, procès-verbal de la séance du 9 novembre 1790 : « La Société a arrêté que son vœu étoit que la convocation de l'Assemblée générale de la section eût lieu pour lundy prochain, à 9 heures du matin, pour la nomination, par la voie du scrutin, du juge de paix et des quatre assesseurs ; que les affiches de convocation fussent préalablement posées dimanche prochain à 11 heures du matin et qu'elle chargeoit M. le Mitte, ex-président, de faire connoître le vœu de la Société à M. le Président de l'Assemblée générale. Ce dernier, s'étant trouvé présent, assura la Société de l'exécution de son vœu. »

(3) Bibl. Nat. 2664, fol. 85-86, procès-verbal de la séance du 14 novembre 1790. Milly avait été désigné par un scrutin préparatoire : il avait obtenu quarante-deux voix sur quatre-vingts votants. Après lui, M. Fils, professeur de mathématiques, rue Gaillon, en eut vingt-deux.

(4) Bibl. Nat. 2664, fol. 91-92 procès-verbal du 18 novembre 1790. Le président de l'Assemblée primaire, qui assistait à la séance, repoussa d'ailleurs la requête de la Société. « Il observa, dit le procès-verbal, qu'il n'avoit pas le droit de proroger la nomination des assesseurs sur la demande de 50 citoyens actifs, attendu que l'Assemblée générale avoit arrêté cette nomination pour lundi (22 novembre) ». Les membres du club résolurent alors de s'adresser au président de la section ; mais ils ne durent pas avoir plus de succès, car, le 21, ils désignèrent, par un vote préparatoire, les six candidats aux fonctions d'assesseurs du juge (fol. 93-94).

Constitution de Lyon furent favorables à M. de Lorme (1). Les Jacobins lyonnais assurèrent que ses affaires avaient toujours été prospères et que tous rendaient hommage à sa probité (2). Ils joignirent à leur lettre un certificat de l'ancien associé de M. de Lorme, M. Falsan, qui reconnaissait au nouveau juge de paix de la Bibliothèque « la plus grande droiture et la plus exacte fermeté » (3). M. de la Salle, chevalier de Saint-Michel et ami de Dupont de Nemours, déclara qu'il avait pour M. de Lorme une telle estime qu'il lui avait confié son fils afin de « l'instruire dans toutes les parties qui regardent le commerce » (4). Enfin, la Municipalité de Lyon affirma que l'imputation faite contre lui était dénuée de tout fondement. M. de Lorme s'était toujours conduit avec « honneur et distinction », et il jouissait à bon droit de la considération publique (5). Convaincue par ces témoignages, la Société de la rue de la Michodière fit dire au juge de paix qu'elle le tenait pour un homme d'honneur et un bon citoyen, et elle l'admit au nombre de ses membres en lui faisant grâce des formalités ordinaires (6). De Lorme ne lui garda pas rancune, et vint assister à la séance du 8 décembre, à la satisfaction de tous.

(1) Les copies des deux lettres adressées aux juges consuls de Lyon et aux Amis de la Constitution de cette ville se trouvent dans le volume 2664 (fol. 60 et 58-59).

(2) Bibl. Nat. 2659, fol. 320.

(3) Bibl. Nat. 2659, fol. 324.

(4) Bibl. Nat. 2659, fol. 322-323.

(5) Bibl. Nat. 2659, fol. 325. La lettre des officiers municipaux de Lyon est adressée aux « Amis de la Constitution de Paris ».

(6) Bibl. Nat. 2664, fol. 103-104 (procès-verbal de la séance du 5 décembre, et 105 (procès-verbal du 8 décembre). Cf. La lettre de remerciements de De Lorme aux membres du club, Bibl. Nat. 2659, fol. 326.

non sans laisser paraître un peu de flottement entre les diverses parties de son plaidoyer (1). Il assura que Desforges s'était engagé à fournir seul les fonds nécessaires à la création du lycée et qu'il ne devait apporter pour sa part que ses services ou, comme il le dit lui-même, « son talent ». Conformément à ce programme, après avoir loué une maison à Londres, il avait meublé ce local aux frais de la Société, publié un prospectus dans les deux langues, créé un journal (2) et trouvé des correspondants. Les douze mille livres de Desforges y avaient passé. Brissot prétendit même que celui-ci lui avait offert une pension, mais qu'il l'avait refusée, acceptant seulement que son associé, qui s'était installé dans la maison où il logeait lui-même, réglât la dépense commune. Au surplus, l'objet principal du Lycée restant encore à atteindre, Brissot s'était vu dans l'obligation de faire un second appel à la bourse de Desforges pour réunir à Londres les savants et les hommes politiques de l'Europe. Mais il s'était heurté à un refus. Son commanditaire avait même poussé l'ingratitude jusqu'à lui réclamer la restitution de ses avances et l'intransigeance jusqu'à ne rien vouloir entendre d'un arbitrage ou d'une transaction (3).

croyons donc nécessaire de propager, autant qu'il est en nous, les accusations que celui-ci garantit et dont il offre les preuves, afin de forcer l'imperturbable Brissot à descendre dans l'arène où l'on ne cesse de l'appeler. Nous déclarons au reste, que nous ne connaissons M. Morande que par son nom et par son journal, mais que la confiance s'attache nécessairement à celui qui signe une accusation, qui publie qu'il en a les preuves, qui défie l'accusé de le démentir et qui force effectivement au silence l'homme auquel il reproche les vices les plus infâmes et les torts les plus odieux ».

(1) *Réplique de J. P. Brissot à tous les libellistes qui ont attaqué et attaquent sa vie privée*. Paris, 10 août 1791, in-8°, 48 p. Bibl. Nat. Lb ³⁹ 5.258. (Elle parut dans les numéros 739 et 740, des 18 et 19 août, du *Patriote français*).

Réplique de Jacques-Pierre Brissot à Charles Theveneau-Morande, Paris, 1791, in-8° Bibl. Nat. Lb ³⁹ 5.307.

Dernier mot de Jacques-Pierre Brissot sur un nouveau libelle de Morande et sur les autres libelles adressés aux électeurs de Paris (3 septembre 1791). Paris S. d. in-8°, 4 p. Bibl. Nat. Lb ³⁹ 5.319. L'affaire du Lycée de Londres est exposée dans le tome 1 (p. 338 et suiv.) des *Mémoires de Brissot*.

(2) Le premier numéro du *Journal du Lycée de Londres* parut en janvier 1784. Il devait être mensuel et l'abonnement en était fixé à trente livres par an (Cf. Brissot, *Correspondance et papiers*).

(3) Brissot déclare qu'avant d'offrir à Desforges une solution transactionnelle, il l'avait assigné devant le Châtelet « en dissolution de société et règlement de compte ». Desforges fit défaut. Brissot, pour en terminer avec cette affaire, proposa alors d'abandonner à son adversaire sa bibliothèque, les ouvrages en magasin à Paris et le reliquat de la vente des meubles de Londres. Cela pouvait représenter, dit-il, six à sept mille livres. L'avocat de Desforges, qui avait demandé quatre mille livres comptant, avait fini par accepter, mais son client

Brissot assura que les sommes remises par Desforbes avaient été absorbées par les frais de la Correspondance et par ceux de six numéros du *Journal du Lycée*, dont la publication avait été assortie d'un *Tableau de la Situation des Anglais dans les Indes orientales*. Il affirma d'ailleurs qu'à deux reprises, le 2 janvier et le 22 avril 1784, son associé avait approuvé ses comptes. Il soutint aussi qu'il ne lui avait jamais fait supporter les frais d'entretien de sa famille et prétendit même qu'il avait engagé personnellement une somme de treize mille livres dont la Société lui était redevable. Ses amis déclarèrent avec lui que Morande avait été rappelé de Londres par la cour et que la liste civile payait ses campagnes (1). Brissot gagna son procès devant l'Assemblée électorale de Paris, le 14 septembre 1791.

Une autre affaire, où la Section de la Bibliothèque et la Société de la rue de la Michodière étaient plus directement intéressées, se greffa sur celle-là. Le *Babillard*, qui avait pris goût à la lutte, reprocha à Brissot d'avoir, pendant l'été de 1789, puisé une somme de cinq cent quatre-vingts livres dans la caisse du district des Filles Saint-Thomas qu'il présidait et de ne l'avoir restituée que six mois plus tard, sur les pressantes instances d'un commissaire trop exact (2). La Société de la Bibliothèque prit sa défense. Le jeudi 17 août, elle tint une séance extraordinaire et décida de répondre par une affiche aux attaques dont l'élu de la section était l'objet. Clavière, qui assistait à la réunion, tenta de s'opposer à cette mesure; il la regardait, dit-il, comme inutile ou insuffisante. Il estimait vraisemblablement que la réputation de son ami était au-dessus d'allégations de ce genre; peut-être aussi jugeait-il un peu faibles ses moyens de défense.

refusa. Brissot déposa contre lui une plainte en diffamation sur laquelle il ne jugea pas utile de suivre. « Je n'avais aucun gage en France, déclare-t-il en 1791, qui me répondit des frais et des condamnations que je devais obtenir contre cette bande de calomniateurs ». (*Réplique de J. P. Brissot à Charles Thévèneau-Morande*).

(1) M^{me} Roland, *Lettres*, éd. Perroud, t. 2. p. 353. « On répand des horreurs contre le digne Brissot, écrit M^{me} Roland à Champagnieux, le 27 juillet 1791; c'est bien l'écrivain dont on redoute le plus les talents, le courage et le désintéressement. Il y a trois ou quatre folliculaires, payés par Montmorin sur la liste civile, pour le décrier. Morande a été rappelé de Londres pour cet utile métier dans lequel il est si bien versé ». Cf. également Brissot, *Mémoires*, t. 1, p. 338 et suiv., t. 2, p. 25.

(2) Le *Babillard*, n° 58, du 10 août 1791, n° 71, du 23 août.

Le journaliste reconnut qu'il avait bien détenu une somme de cinq cent quatre-vingts livres appartenant au district des Filles Saint-Thomas, mais il déclara l'avoir remise, en quittant la présidence, à son successeur, Pascal-Lepage, qui l'avait déposée, au mois de janvier 1790, entre les mains de l'épicier Picard, un des commissaires chargés de liquider les comptes du district. Brissot produisit deux certificats de Pascal Lepage et de Picard à l'appui de ses dires (1). Mais le *Babillard* ne se contenta pas de ces explications, il fit observer avec assez d'à-propos que c'était au trésorier et non au président que l'on rendait généralement des comptes. Il exposa comment Brissot s'était procuré les attestations dont il faisait état et montra que Picard avait eu de longues hésitations avant de signer la moins inexacte des trois formules de certificats que Lepage lui avait présentées (2). Enfin il produisit un compte de recouvrement du district qui prouvait, sans doute possible, que la somme de cinq cent quatre-vingts livres avait été versée directement par M. Brissot de Warville, le 25 janvier 1790, et non confiée à un tiers au moment où il avait quitté la présidence (3).

Ces précisions ne convinquirent pas les partisans que Brissot comptait dans la Société de la Bibliothèque. « Il est odieux, écrit ironiquement le *Babillard*, que des journalistes caustiques appellent un oubli le délai mis au remboursement, tandis que, d'après les principes connus du patriote sans reproche, il est évident qu'il ne conserva si longtemps cette somme que pour empêcher qu'elle ne tombât entre les mains des aristocrates du district ». Bien décidés à ne pas céder à leurs adversaires, les amis de Brissot prirent la résolution d'exclure tous les signataires de la pétition qui devait être présentée à la Constituante pour protester contre le choix de l'Assemblée primaire de la section. Mais, deux jours plus tard, les pétitionnaires, réunis à leur tour dans la salle des séances, cassèrent la décision

(1) Le *Patriote français*, n° 746, du jeudi 25 août 1791.

(2) Le *Babillard*, n° 76, du dimanche 28 août 1791.

(3) Le *Babillard* (n° 73, du jeudi 25 août 1791) publia deux comptes ; l'un de M. Duclos-Dufresnoy, trésorier du district des Filles-Saint-Thomas, l'autre de M. Deynaut, chargé de la Caisse des recouvrements. Le versement fait par Brissot, le 25 janvier 1790, figure sur ce dernier à l'article II du chapitre des recettes. Hardy, Lavallée, Bry et Picard l'avaient signé avec Deynaut. « Si ces Messieurs nient leurs signatures, dit le *Babillard*, nous consentons à passer pour des calomniateurs ».

qui les visait. S'il faut en croire le *Babillard*, Thomé, maître perruquier, qui jouait dans la Société un rôle important en dépit des relations quelque peu suspectes qu'il entretenait avec le comte d'Estaing, vota avec la même ardeur ces deux mesures contradictoires. Il ne chercha pas à justifier l'inconséquence de sa conduite et s'écria plaisamment : « Parbleu, c'est trop joli, voilà deux fois que nous délibérons à l'unanimité ! » (1).

III. — OPPOSITION DES CONSTITUTIONNELS ET DES PATRIOTES DANS LE SEIN DE LA SOCIÉTÉ.

Si la personnalité de Brissot avait fait naître les discussions les plus passionnées et les dissentiments les plus graves, l'opposition latente de la fraction modérée du Club de la Bibliothèque se manifesta en bien d'autres circonstances. Elle avait à sa tête M. de Kersaint et Louis-Lézin de Milly. Armand-Guy-Simon de Kersaint, chef de division à l'armée navale, était né à Paris en 1742 et demeurait au boulevard de la Comédie-Italienne. Membre de la Société des Amis de la Constitution, député à la Législative, puis à la Convention, il devait être décapité le 4 décembre 1793. Il était connu, dit le *Babillard* en 1791, « pour un ami désintéressé de la Révolution et de l'égalité » ; sa douceur et son zèle lui avaient « acquis une popularité vraiment étonnante ». Milly était un avocat originaire de la Martinique, qui s'était établi à Paris, bien avant la Révolution et logeait au numéro 4 de la rue de la Michodière. Il avait pris part au siège de la Bastille, mais, le 1^{er} octobre 1789, il avait eu la désagréable surprise de se voir remplacer par M. Porriquet au poste de premier secrétaire du Parquet de la Ville, qu'il occupait depuis quatre ans déjà. Il protesta et, sur le conseil de Cahier de Gerville, demanda à M. de Vauvilliers un dédommagement. Vauvilliers compatit à son sort et songea à créer en sa faveur une place d'Inspecteur général des approvisionnements en bois et charbons. Pour fixer ses propres idées, il pria Milly d'en définir lui-même les fonctions dans un mémoire ; mais sa proposition fut repoussée à l'unanimité par le Bureau de la Ville, le 5 décembre 1789 (2).

(1) Le *Babillard*, n° 77, du lundi 29 août 1791.

(2) S. Lacroix, *Actes*, 1^{re} série, t. III, p. 131-132.

« M. le président, déclare un autre compte-rendu, a resu plusieurs discours, entre autres un de M. Brissot sure lais émigrand » (1). Ce défaut d'empressement n'affectait pas la Société ; peut-être ses coryphées ordinaires étaient-ils trop heureux d'y jouer les premiers rôles en l'absence des chefs d'emplois. Ils avaient d'ailleurs la certitude de les voir reparaitre quand les circonstances devenaient plus graves ou quand leurs intérêts électoraux étaient en jeu. C'est ainsi que s'explique leur présence le 15 juin 1791.

II. — LES ÉLECTIONS A LA LÉGISLATIVE ET LA CANDIDATURE DE BRISSOT.

Les Assemblées primaires devaient s'ouvrir le 16 juin entre huit et neuf heures du matin et, depuis le début du mois, la Société de la Bibliothèque soumettait à un scrutin épuratoire les candidats électeurs. Parmi eux se trouvaient le comte d'Estaing et Brissot de Warville, dont les noms soulevèrent l'une contre l'autre les deux fractions du club. Les patriotes l'emportèrent ; ils écartèrent d'Estaing, à qui ils reprochaient ses liaisons avec Calonne et sa présence au repas des gardes du corps de Versailles, et imposèrent la candidature de Brissot. Ce ne fut pas sans peine. Conty, qui se montra modéré contre son habitude, dit le *Babillard* (2), fit l'éloge du journaliste, mais ajouta que les opinions républicaines qu'il professait dans ses écrits ne lui donnaient peut-être pas des droits très étendus à la reconnaissance de ses concitoyens et aux suffrages de la Société. D'autres, plus violents, déclarèrent que Brissot était un homme dangereux, « que son journal avait toutes les prétentions, sauf celles de la vérité et de la modestie, que son stile était insolent

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 5, procès-verbal de la séance du 3 novembre 1791. Il s'agit vraisemblablement du *Discours sur les émigrations et sur la situation de la France relativement aux puissances étrangères*, que Brissot prononça, le 21 octobre 1791, devant l'Assemblée Législative et qui fut imprimé (Paris, 1791, in-8°, 29 p., Bibl. Nat. Le 33 3 A (5)).

Cf. également le procès-verbal de la séance du 24 avril 1792, Bibl. Nat. 2662, fol. 31-32) : « M. Brissot a envoyé sa contribution avec cinq exemplaires de son discours sur l'office de l'empereur et dénonciation contre M. de Lessart prononcé à l'Assemblée nationale » (*Discours sur l'office de l'empereur du 17 février 1792 et dénonciation contre M. de Lessart, ministre des Affaires étrangères*, prononcé à l'Assemblée nationale, le 10 mars 1792, par J. P. Brissot. Paris, S. d., in-8°, 44 p. Bibl. Nat. Le 33 3 K (28)).

(2) Le *Babillard*, n° 12, du jeudi 16 juin 1791.

comme sa personne ». Le *Babillard* ne mettait peut-être que ses propres pensées dans la bouche de quelques-uns des sociétaires : mais il est déjà significatif qu'il ait pu les leur prêter sans invraisemblance. Ces attaques, d'ailleurs, restèrent vaines. Depuis le 1^{er} juin Brissot était assuré de l'appui du Club de la Bibliothèque devant l'Assemblée primaire.

Certains condamnèrent cette ingérence dans les opérations électorales et accusèrent la Société de la rue de la Michodière de vouloir exclure tous les candidats qui ne comptaient pas au nombre de ses membres. Elle répondit à leurs critiques en faisant imprimer, le 15 juin, une résolution qui avait été adoptée dans la séance du 11. Jetant soigneusement un voile sur l'arrêté qu'elle avait pris le 2 décembre 1790 (1), elle déclarait que les électeurs pouvaient être indifféremment choisis parmi tous les citoyens actifs de la section et que chaque sociétaire restait libre de donner sa voix à ceux qu'il jugerait bon. Elle ajoutait, il est vrai, qu'il devait, en le faisant, se conformer aux prescriptions de sa conscience « éclairée par la discussion du scrutin épuratoire » (2).

Quoi qu'il en soit, l'intervention de la Société de la Bibliothèque eut des résultats tangibles. Elle apparut dans la rapidité avec laquelle furent menées les opérations électorales de la section (elles étaient terminées dès le 20 juin), dans le nombre des citoyens actifs qui y participèrent et surtout dans les noms des élus. Huit d'entre eux, Jacques-Pierre Brissot, Tassin, Louis-Lézin de Milly, Clavière, Jean-Baptiste de Bry, Isaac Lecours de Villière, Louis Picard, se trouvaient au nombre des signataires de la Déclaration du 15 juin ; deux autres, absents ce jour-là, Kersaint et Jean-Baptiste André, étaient également membres du club. Ainsi, sur les quinze électeurs de la Section, dix faisaient partie de la Société patriotique de la Bibliothèque. L'action de celle-ci était donc évidente, et, d'ailleurs, concevable, si l'on songe, d'une part, qu'elle comprenait une centaine de membres, tous ou presque tous citoyens actifs, à qui l'on avait représenté comme un devoir strict la participation au scrutin, de l'autre, que l'Assemblée primaire ne dépassa jamais le chiffre

(1) Voir ci-dessus, p. 34 et n° 2.

(2) *Déclaration de la Société patriotique de la Section de la Bibliothèque du 15 juin 1791*. Paris, S. d., in-8°, 2 p. Bibl. Nat. Lb 40 860.

record de trois cent soixante-sept votants. Parfois, elle ne compta guère que trois cents personnes (1).

Le *Babillard* prétend que l'élection de Brissot fut aussi mal accueillie que l'avait été sa candidature. Il assure même qu'une coalition se forma dans la section contre le « Patriote sans peur et sans reproche » et qu'une partie du club de la Michodière se mit à sa tête. On songea même à demander à l'Assemblée nationale de casser l'élection de Brissot (2). Le mauvais vouloir de ses adversaires trouvait un encouragement dans la campagne que certaines feuilles menaient à ce moment contre le journaliste. Celui-ci, bien qu'odieux aux modérés, n'inspirait, d'ailleurs, pas beaucoup de confiance à certains patriotes (3). Il avait de nombreux ennemis, et les griefs qu'ils invoquaient contre lui ne paraissaient pas toujours sans fondement. Parmi les plus ardents se trouvait le rédacteur de l'*Argus patriote*, Charles Théveneau de Morande, ancien correspondant de Beaumarchais, qui avait connu Brissot en Angleterre. Il l'accusait d'avoir donné des renseignements fantaisistes sur sa famille et sa fortune, pendant le séjour qu'il avait fait à Londres. Il avait déclaré à Swinton, à qui il proposait d'écrire un Journal de la littérature anglaise, qu'il était fils d'un bon bourgeois de Chartres, alors que son père était pâtissier-traiteur en cette ville. Le fait n'était pas grave et, s'il témoignait d'une vanité un peu sottée, elle était du moins inoffensive ; mais Morande reprochait également à Brissot d'avoir trompé Swinton sur l'état de ses affaires et la chose était déjà plus fâcheuse.

(1) E. Charavay, *Assemblée électorale de Paris, 1791-1792*, p. V et suiv.

(2) *Le Babillard*, n° 61, du 13 août 1791. « Il est vrai qu'on reproche à ces élections, dit ce journal, d'avoir été un peu tumultueuses dans la forme, un peu détestables dans le résultat, mais tous ces légers défauts sont effacés par le choix glorieux qu'elles ont produit, et le nom de J.-P. Brissot, mis à la tête des électeurs, doit suffire pour justifier la plus irrégulière élection. »

M^{me} Roland confirme l'indication donnée par le *Babillard* dans une lettre adressée à Bancal, le 20 juillet 1791. « Aujourd'hui calomnié d'une manière atroce, il (Brissot) semble un objet d'horreur ; sa section réclame et ne veut plus l'avoir comme électeur ; les insinuations perfides, les inculpations les plus odieuses se répandent avec succès... » (*Lettres*, édition Claude Perroud, t. 2, p. 340).

(3) *La Chronique de Paris*, les *Annales patriotiques*, le *Père Duchesne* prirent la défense de Brissot, mais l'*Ami du Peuple* se montra plus réticent. Les doutes exprimés par Marat durent paraître quelque peu injurieux au journaliste. « Brissot, dit l'ami du peuple, n'a jamais été à mes yeux un patriote bien franc ».

(4) *Argus patriote*, n° 15. « Le père Brissot, dit Morande, a pu construire dans sa vie mille châteaux en sucre et en croquante, mais il est connu qu'il n'en posséda jamais d'autres. »

D'autres griefs étaient plus sérieux encore. Morande accusait Brissot d'avoir consacré aux besoins de son ménage une somme de treize mille trois cent trente-cinq livres, que Desforgés d'Hurécourt lui avait remise en 1784 pour la fondation d'un lycée à Londres. Desforgés s'était tu, tant qu'il avait gardé l'espoir de rentrer dans ses fonds ; mais lorsqu'il avait vu son associé criblé de dettes et bien décidé à ne rien rendre, il s'était vengé en publiant quatre-vingts lettres que Brissot lui avait confiées et qui prouvaient la part que celui-ci avait prise au commerce des libelles (1).

L. Babillard s'était naturellement empressé de tirer parti des accusations de Morande. Brissot, inquiet, cita alors ses rédacteurs devant le Tribunal de paix des Petits Pères (2), en affirmant qu'il était prêt à livrer sa vie politique à la critique la plus « amère », mais qu'il était résolu à défendre sa vie privée. L'imprimeur du *Babillard* répondit que son journal n'avait rien inventé, qu'il s'était contenté de reproduire des faits déjà publiés par l'*Argus patriote* et dont l'évidence lui avait paru incontestable. Brissot, qui avait déjà déclaré que Morande était un homme trop méprisable pour qu'on s'arrêtât à ses dires (3), ne crut pas utile de poursuivre l'affaire et préféra s'en remettre au jugement du public (4). Il exposa sa cause dans de nombreuses brochures,

(1) Morande, qui avait déjà publié plusieurs articles sur cette affaire, en fit un exposé complet dans le supplément du n° 21 de l'*Argus patriote*. Il le fit imprimer à part sous le titre « *Réplique de Charles Thévèneau-Morande à Jacques-Pierre Brissot sur les erreurs, les oublis, les infidélités et les calomnies de sa réponse* » (Paris, 1791, in-8°, Bibl. Nat. Lb³⁹ 10. 153). Cette brochure de cent neuf pages est divisée en deux parties ; la première contient les déclarations de Morande, la seconde des pièces justificatives et une volumineuse correspondance.

Dans le supplément du n° 24 de l'*Argus patriote*, Thévèneau de Morande publia une *Lettre aux électeurs du Département de Paris sur Jacques-Pierre Brissot*, qu'il fit également imprimer (Paris, 1791, 22 p., in-8°. Bibl. Nat. Lb³⁹ 5. 318). Cf. aussi le supplément du n° 25 de l'*Argus* : *Réponse au dernier mot de J.-P. Brissot et à tous les petits mots de ses camarades*.

(2) Le *Babillard* (n° 57, du mardi 9 août 1791) déclare que Brissot vient de le faire assigner « après s'être consulté longtemps pour se déterminer à prouver qu'il était un honnête homme ». Brissot lui-même avait annoncé dans le *Patriote Français* (n° 716, du mardi 26 juillet) qu'il allait déposer une plainte en diffamation. Il remerciait le ciel qui lui permettait de porter ainsi la lumière sur une accusation fabriquée et « jusqu'à présent colportée... par des scélérats qui, frappant dans les ténèbres, ou se déroboient à la justice, ou ne méritoient que le mépris d'un écrivain irréprochable ».

(3) Thévèneau de Morande était, en effet, un personnage peu recommandable. Cf. Paul Robiquet, *Thévèneau de Morande, étude sur le XVIII^e siècle*, Portrait et cinq planches hors texte, Paris, A. Quantin, 1882, in-12, 320 p.

(4) Le *Babillard*, n° 62, du dimanche 14 août 1791. « Brissot s'obstine à ne pas répondre à M. Morande sous le prétexte que son journal n'est pas connu : nous

Milly ne voulut pas porter ses réclamations devant l'Assemblée des Représentants de la Commune, dont le district des Filles Saint-Thomas n'avait pas reconnu la légalité (1). L'affaire en resta là. Cependant, le 14 décembre 1790, Milly, qui était attaché à l'Administration des anciennes loteries, fut encore remplacé dans cet office par M. Porriquet. Cette fois, la Section de la Bibliothèque, sollicitée par la Société de la Michodière (2), s'émut. Elle se fit l'écho des revendications de Milly dans une adresse qu'elle envoya, le 21 décembre 1790, à la Municipalité et au Département de Paris, ainsi qu'aux quarante-sept sections (3). Au début de février, le Corps municipal chargea Etienne Le Roux de lui présenter un rapport (4). Mais, après l'avoir entendu, il valida la nomination de M. Porriquet (5). Il jugeait que tout administrateur avait le droit de choisir librement ses secrétaires et ses commis, puisqu'il était garant de leurs actes. La section de la Bibliothèque dut s'incliner.

Ce différend avait, du moins, attiré sur Milly l'attention des patriotes et la Société des Ennemis du Despotisme, qui venait de se constituer au faubourg Saint-Antoine, le choisit à l'unanimité comme président (6). Cependant le civisme révolutionnaire de Milly n'était peut-être pas au-dessus de tout soupçon. On n'en a pas seulement pour preuve les louanges du *Babillard*. Il fut membre du Club de la Sainte-Chapelle au mois d'octobre 1791 ; en l'an 2, il fut

(1) S. Lacroix, *Actes*, 1^{re} série, t. IV, p. 622 et p. 670, note 2.

(2) Procès-verbal de la séance du jeudi 16 décembre 1790. Bibl. Nat. 2664, fol. 106-107. « La Société... n'a pu s'empêcher de ressentir douloureusement l'injustice que vient d'éprouver M. Milli, tandis que ce citoyen vertueux n'a pas moins de droit aux faveurs de la Municipalité qu'à la reconnaissance des bons Français. En conséquence, elle a arrêté qu'il seroit demandé une convocation de l'Assemblée générale de la section, à l'effet d'y proposer des moyens constitutionnels pour obtenir de la Municipalité la justice que celle-ci doit à M. Milli. L'adresse ayant été rédigée et signée par les citoyens actifs présents, il fut convenu avec M. le Président de la section que ladite assemblée auroit lieu le mardi suivant ».

(3) *Adresse et Réclamations de la Section de la Bibliothèque en faveur de M. L. Milly, président des Assemblées municipales de cette section, assesseur au Tribunal de Paix et électeur du Département de Paris, à MM. du Département, de la Municipalité et du Conseil général de la Commune*. Imp. 26 p. in-8°, Bibliothèque de la Ville de Paris 10.065.

(4) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. II, p. 411.

(5) S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, t. II, p. 758. Procès-verbal de la séance du Corps municipal du 27 février 1791.

(6) Cf. I. Bourdin, *Les Sociétés populaires à Paris pendant la Révolution française*, p. 62.

arrêté comme colon en vertu du décret du 19 ventôse et accusé d'avoir fait partie de l'assemblée de l'hôtel Massiac (1). Il assura qu'il ne possédait aucune propriété aux Antilles et qu'il n'avait jamais appartenu à la Société des Colons français. Rien ne prouve ou n'infirme cette dernière affirmation, car on n'a pas de liste complète des membres du Club Massiac, mais il est certain que Milly entretenait des rapports avec celui-ci. Le 20 février 1790, dans l'Assemblée générale du district des Filles-Saint-Thomas, il s'était prononcé contre l'abolition de l'esclavage et de la traite des nègres ; il avait condamné l'activité des Amis des Noirs et accusé l'Angleterre d'avoir semé « les premières semences d'une doctrine » dont le succès entraînerait la ruine des colonies françaises (2). Il adressa de nombreux exemplaires de son discours aux Colons français qui lui témoignèrent leur reconnaissance pour le zèle et les lumières « si utiles » qu'il apportait dans la défense de leurs intérêts (3). Heureusement pour lui, cette lettre ne tomba pas entre les mains du Comité de Surveillance révolutionnaire de la section Le Pelletier. Milly était, à ce moment, attaché au ministère de la justice comme chef de la correspondance. Le ministre intervint en sa faveur, ainsi que ses camarades de bureau et Littée, député de la Martinique. Le 9 germinal, le Comité révolutionnaire ordonna sa mise en liberté et, trois jours plus tard, il fit lever les scellés qui avaient été apposés à son domicile (4).

Les divisions entre patriotes et constitutionnels ne se manifestèrent pas seulement dans l'enceinte du Club de la Michodière : elles apparurent également dans les assemblées générales de la section. Celle du 25 janvier avait admis la

(1) Arch. Nat. F⁷ 4774⁴⁶ et F^{7*} 2478, Fol. 504.

(2) Discours prononcé, le 20 février 1790, par M. de Milly, américain, citoyen de Paris, avocat en Parlement, l'un des commissaires nommés par le district des Filles Saint-Thomas pour l'examen de la question relative à la liberté et à l'abolition de la traite des nègres. Paris, 1790, in-8°, Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 1403. Cette question avait été mise à l'ordre du jour par Magol, le 8 février, et l'Assemblée avait nommé des commissaires pour l'examiner. Le 22, le district des Filles Saint-Thomas approuva les conclusions du rapport de Milly et le fit imprimer.

(3) Challamel, *Les Clubs contre-révolutionnaires* (Paris, 1895, in-8°), p. 74. La lettre adressée à Milly porte la date du 26 février.

(4) Arch. Nat. F⁷ 4774⁴⁶. Le 5 germinal, quelques citoyens de la section Le Pelletier et le sergent major de la 9^e Compagnie se portèrent garants des sentiments révolutionnaires de Milly. Ils assurèrent qu'il avait toujours satisfait « à son service et à toutes les collectes patriotiques ».

responsabilité de la Société monarchique dans l'affaire de la Chapelle et demandé à la Municipalité de Paris la convocation de la Commune (1). Celle du 19 avril, après avoir approuvé les termes de l'Adresse du Département aux citoyens de Paris (2), supplia La Fayette de ne pas abandonner son poste et fit imprimer la pétition que le bataillon des Filles-Saint-Thomas avait rédigée pour le commandant-général (3).

Malgré l'échec qu'elle avait subi en juin 1791, lors du choix des électeurs, l'influence de la fraction modérée du club de la Bibliothèque n'était pas négligeable. Bien qu'elle eût adhéré au Comité central des Sociétés patriotiques (on voit, par un compte du 5 mai, qu'elle avait versé sa cotisation), l'assemblée de la rue de la Michodière ne figure pas au nombre des signataires de la pétition du 14 juin touchant le marc d'argent. Elle ne prit aucune part aux événements qui suivirent la fuite du roi à Varennes et le *Babillard* l'en félicita. Le 23 juillet, ce journal applaudit un arrêté fort « sage » qui méritait, dit-il, d'être proposé en exemple à tous les clubs. Une critique des idées de Brissot sur la monarchie et le républicanisme avait échauffé les têtes et enluminé les visages. Milly, pour calmer les esprits, proposa d'abandonner une question aussi épineuse et demanda que la Société « consignât dans ses registres que cet article ne serait plus mis à l'ordre du jour ». Cette motion, appuyée par M. de Lorme, juge de paix de la section, fut adoptée à l'unanimité. « Que les bons esprits, ajoute le *Babillard* (4), se réunissent dans les clubs ; qu'ils y détrui-

(1) *Section de la Bibliothèque*. S. l. n. d., 2 p., in-8°, Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 1722. « Il est résulté des informations données par différens membres sur ces mouvemens, dit le procès-verbal, qu'ils avaient une liaison avec la conduite d'une société, dont les distributions de pain, infiniment suspectes et contraires, non seulement à l'ordre et à la tranquillité publique, mais encore à toutes les loix de police, a déjà occupé la sollicitude de la Municipalité ». L'arrêté porte les signatures de Devillière et Cointreau, président et secrétaire, l'un et l'autre membres de la Société de la rue de la Michodière.

(2) *Arrêté pris à l'unanimité par l'Assemblée générale de la Section de la Bibliothèque, le 19 avril 1791, sur les propositions faites par le Directoire du Département à toutes les sections de Paris*, Paris, S. d., in-8°, Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 404.

(3) *A. M. de La Fayette, au nom du Comité de la section de la Bibliothèque et du bataillon dit des Filles-Saint-Thomas, troisième bataillon de la sixième division, en conséquence des arrêtés pris hier 21 du présent mois tant par le bataillon que par l'Assemblée générale*. Paris, 1791, in-8°, Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 1723. Cette fois encore, les deux signataires, Guet et Cointreau, appartenaient au club de la rue de la Michodière.

(4) Le *Babillard*, n° 40, du samedi 23 juillet 1791.

sent l'influence pestilentielle des Brissot, des Clavière, des Carra et de quelques autres énergumènes soudoyés, et ces sociétés, qu'on dénonce aujourd'hui comme des boutiques de poison, deviendront des écoles de morale où se formeront les hommes publics ».

La Société de la Bibliothèque déplora la scission des Jacobins et des Feuillants. M. de Kersaint fit des vœux pour la réunion des deux clubs et annonça que ses soins pressés l'amèneraient peut-être quelque jour. Cette affirmation ne fut d'ailleurs pas accueillie sans murmure et quelques assistants prirent parti pour les Jacobins en termes assez vifs.

En septembre, la Société de la Michodière s'inquiéta, avec les autres clubs populaires, de la cherté du blé et de l'augmentation du prix du pain (1). Elle constata « la crainte et la sourde inquiétude du peuple » : mais, comme elle restait essentiellement bourgeoise en dépit de son évolution, l'affiche de la Municipalité sur l'état des farines suffit à apaiser ses appréhensions. Il est vrai qu'au début de novembre, entraînée par les patriotes, elle demanda une réunion de l'Assemblée générale pour s'occuper de la question des subsistances (2) et résolut de soutenir la candidature de Pétion à la mairie de Paris (3). Elle engagea tous les citoyens actifs de la Bibliothèque à assister à ses séances afin qu'ils pussent « coopérer aux choix dans lesquels on prendra dans toutes les tendues de la section ».

Mais, au mois de mars, le Club de la rue de la Micho-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 4.

(2) Le jeudi 27 octobre, la Société avait ajourné au mardi suivant la motion faite par un de ses membres de demander une assemblée générale « à l'effet de s'occuper des subsistances ». (Bibl. Nat. 2662, fol. 8). Le procès-verbal du mardi 1^{er} novembre a disparu, mais la Société fit droit à la requête qui lui avait été présentée à la séance précédente, car on trouve, dans le registre 2661, une pétition adressée au président de la section, signée par la plupart des membres (Calvet, Duchosal, Raffy, Desmoulins, Doudeuil, Cointreau, Gallois, Gervoise, Delorme, Thomé, Lefèvre, Caron, etc...) et demandant la convocation d'une assemblée générale « pour s'occuper des farines, renchérissement du pain et crainte d'accaparement du blé ».

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 10. Procès-verbal de la séance du 10 novembre 1791 : « La désignation sais ouverte relativement à la nomination de monsieur le maire de Paris. Il a paru que le vœu général des sociétés affiliées aux Jacobins était de porter monsieur Pétion pour maire de Paris, à quoi la Société de la section de la Bibliothèque a adhéré ». Le manuscrit porte en marge la date du 10 novembre 1792, mais cette mention, qui a été ajoutée par la suite (l'encre est différente), est manifestement inexacte. Il est facile de rétablir la date véritable d'après le texte.

dière se sépara, une fois encore, des autres sociétés populaires. Bien qu'il comptât toujours Brissot au nombre de ses membres, il ne voyait pas de gaité de cœur l'armement des citoyens passifs et l'arrêté pris le 11 février par la Municipalité de Paris pour régler l'usage et la distribution des piques ne constituait pour lui qu'une garantie insuffisante. Le 6 mars, « vu le danger du moment pour la tranquillité publique », les sociétaires résolurent de s'assembler régulièrement le mardi et le samedi de chaque semaine et, le 17, ils s'occupèrent des précautions à observer dans l'armement du peuple de Paris. « Les avis se sont tous réunis, dit le procès-verbal, à ce que, dans le cas d'une forte insurrection, les citoyens armés de piques soient inscrits dans les sections, et qu'ils soient incorporés avec les bataillons, et qu'ils soient surveillés par les citoyens, même désarmés, si, dans le cas d'un danger imminent, ils refusaient de se joindre aux gardes nationaux » (1).

La Société fit voir les mêmes réticences lors du retour des Suisses de Chateaufvieux. Le 6 mars, un de ses membres lui avait proposé d'organiser une collecte en leur faveur. Elle avait à ce moment cent livres dans ses caisses et elle savait pouvoir compter sur la générosité de ses adhérents. Au mois de mai, ils s'étaient engagés à fournir jusqu'à mille écus par semaine pour l'échange gratuit des assignats (2); en novembre, ils avaient ouvert une souscription afin d'aider la trésorerie de la Société momentanément embarrassée, et la plupart d'entre eux avaient largement dépassé le minimum fixé à trois livres par personne (3). Néan-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 29.

(2) La *Bouche de Fer*, n° 58, du 26 mai 1791. La section elle-même avait pris l'initiative de créer une caisse patriotique qui devait procéder tous les samedis, à cinq heures très précises, à l'échange gratuit des assignats. Jean de Bry en avait été nommé trésorier. Ainsi que l'indique le second Avis qui fut adressé aux citoyens à ce sujet, le 23 mai 1791 (*Second avis aux Citoyens*, Paris. S. d., in-8°, 6 p., Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 1.724), elle paraissait surtout destinée à aider les petits entrepreneurs qui trouvaient difficilement, chaque semaine, la monnaie nécessaire au paiement de leurs ouvriers. Cet avis porte les signatures des deux Bacon, de Clavière, Tassin, Cointreau, Gallois, Larivière-Semur, Milly, d'Auxon, Duchosal, Picard, Joigny, Calvet, Delorme, Hirth, Conty, de Bry, etc... tous membres de la Société de la Bibliothèque. C'est elle sans doute qui répondit la première à l'appel de la section. L'Avis du 23 mai, après avoir invité les citoyens aisés à verser leur contribution entre les mains de Bry, déclare que l'exemple leur a déjà été donné et que certains habitants du quartier ont même poussé la générosité « jusqu'à abandonner, en pur don, des sommes assez considérables pour venir promptement au secours de leurs frères ».

(3) Procès-verbal de la séance du 3 novembre, Bibl. Nat. 2662, fol. 5. Le

moins, le Club de la Bibliothèque montra fort peu d'empressement à aider de sa bourse les victimes de Bouillé. Il déclara que la collecte produirait sans doute bien davantage si elle était ordonnée par l'Assemblée générale et si celle-ci nommait elle-même des commissaires chargés de recueillir les fonds. Il se borna à lui présenter ce vœu (1). Quelques-uns de ses membres partageaient, selon toute apparence, les sentiments des gardes nationaux de la section dont l'hostilité s'exprima sans retenue (2). La fête préparée par les Sociétés populaires en l'honneur des Suisses était, à leurs yeux, contraire à la loi constitutionnelle et au maintien de l'ordre ; elle prenait le caractère d'une insulte pour la ville de Nancy, pour Desilles et les victimes de la rébellion d'août 1790, et pour la garde nationale parisienne elle-même. C'était par un pur sophisme qu'on la qualifiait de cérémonie « privée », alors que des honneurs publics allaient être rendus devant le peuple de Paris aux soldats révoltés. Les gardes comprenaient qu'on les eût amnistiés ; ils ne déniaient pas à leurs amis le droit de leur donner les moyens de vivre ; mais ils n'admettaient pas qu'on les proposât en exemple. Cédant à l'influence des patriotes qu'elle comptait dans son sein, la Société de la Bibliothèque se montra moins intransigeante. Elle se garda cependant de créer une équivoque entre la fête donnée aux anciens mutins et l'œuvre d'assistance à laquelle la famille royale elle-même avait participé. Le 17 mars, elle invita seulement les commissaires de la section à se réunir sans tarder et à faire connaître le montant des sommes recueillies. Elle pouvait, au surplus, justifier son peu de zèle par les frais qu'entraînait son changement de local.

Depuis plusieurs mois déjà, les membres du club s'entendaient mal avec leur propriétaire. Ils en avaient fait leur trésorier. Au mois de septembre 1791, ils lui demandèrent des comptes et lui dépêchèrent des commissaires qu'Hirth reçut assez froidement. Les vérificateurs dressèrent un bilan et déposèrent leur rapport dans la séance du 20 no-

jour même où cette souscription fut décidée, six sociétaires, MM. André, Pépin, Gervoise, Calvet, Perez et Arnaud, versèrent au trésorier cinquante et une livres. (Cf. également les procès-verbaux des séances du 12 novembre (fol. 14), du 20 (fol. 6), du 13 (fol. 24), etc.

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 28.

(2) *Pétition au Département de Paris par les citoyens soldats de la Bibliothèque*. S. l. n. d., in-4°, 6 p., Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 406.

vembre (1). Le procès-verbal n'en indique pas les conclusions ; il déclare seulement que l'assemblée applaudit « aux zelle de cais messieux » et choisit un nouveau trésorier qui fut M. Raffy. La Société saisit cette occasion de changer de local ; mais elle ne mit sa résolution à effet qu'au mois de mars 1792. Elle se transporta alors au numéro 35 de la rue Saint-Marc, dans la maison de Lefèvre, à qui elle loua une partie de son logement moyennant une somme annuelle de trois cents livres payable d'avance (2). Les cartes d'entrée des sociétaires furent renouvelées et chacun d'eux dut payer désormais une cotisation trimestrielle de quarante sols au moins (3).

Malgré sa tiédeur relative, la Société de la Bibliothèque entretenit constamment de bonnes relations avec les clubs populaires de Paris. Au mois d'octobre 1791, elle prêta son local à la Société patriotique et de bienfaisance des Amies de la Vérité, fondée par M^{me} Palm d'Aelders. Elle lui avait d'abord réclamé un loyer et avait même demandé à chacun de ses membres de s'engager personnellement à en acquitter le prix (4). Mais, le 27 novembre 1791, lorsqu'elle songea à abandonner la rue de la Michodière, elle avertit les Amies de la Vérité qu'elle ne voulait recevoir d'elles aucun paiement (5). En novembre, le Club des Nomophiles vint annoncer à celui de la Bibliothèque qu'il se transportait rue des Trois Pistolets, dans la section de l'Arsenal, où, d'ailleurs, il ne dut faire qu'un court séjour (6). Au mois

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 6.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 28. Procès-verbal de la séance du mardi 6 mars 1792. Le jour même, la Société décida d'informer les Jacobins de son changement de salle. Elle n'avertit les autres sociétés populaires qu'à la fin du mois (Cf. 2705, fol. 165, lettre du secrétaire Lefèvre au Club patriotique de la section du Luxembourg, en date du 26 mars 1792).

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 27.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 8.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 11.

(6) Bibl. Nat. 2662, fol. 11. La Société des Nomophiles ne dut rester que quelques mois dans la section de l'Arsenal. En 1792, dans la liste des Sociétés affiliées au Club patriotique de la section du Luxembourg, on lui donne comme adresse l'ancien prieuré, rue Culture Sainte-Catherine (Bibl. Nat. 2705, fol. 336). Or, la Société du Luxembourg qui lui avait envoyé deux commissaires : MM. Maret et Couteux, était bien placée pour connaître le lieu exact de ses séances (Bibl. Nat. 2705, fol. 138). Cette liste n'est pas datée, mais elle est sûrement antérieure au 10 août, puisque les Jacobins y portent encore le titre d'Amis de la Constitution et elle est, d'autre part, postérieure au mois de mars, car la Société de la Bibliothèque loge déjà au numéro 35 de la rue Saint-Marc. Sans doute, les Nomophiles regagnèrent-ils le marché Sainte-Catherine au prin-

d'avril 1792, la Société patriotique du Luxembourg l'informa de sa création et lui offrit deux cartes d'entrée à ses séances (1). La Société de la Bibliothèque se déclara touchée de ces « sentiments d'union et de fraternité » ; elle envoya à son tour une députation au séminaire Saint-Sulpice et le discours que ses membres y prononcèrent ne put, cette fois, soulever aucune critique parmi les patriotes. « Nous nous réjouissons tous, Messieurs, dirent-ils, et nous vous félicitons sincèrement de l'enfant utile que votre civisme vient de mettre au monde. Certes ! la meilleure manière de nous faire respecter serait, à votre exemple, de multiplier les Sociétés patriotiques que nous devons considérer comme des vierges pures et inviolables. Ces filles de la liberté française et du droit de l'homme ont déjà trouvées des époux au-delà de nos frontières et chacun de nous ne doit rien épargner pour qu'elles puissent prospérer et s'établir dans tout l'univers » (2).

Au surplus, l'esprit du Club de la Bibliothèque paraît avoir assez brusquement évolué pendant les derniers mois de la royauté. En floréal an II, Collot d'Herbois, rappelant qu'il avait été un de ses membres, rendit hommage au zèle qu'il avait déployé avant le 10 août 1792. La fraction modérée semblait réduite au silence et peut-être même l'avait-elle en partie déserté. Louis Cointreau siégeait au Club des Feuillants et Milly ne paraissait plus aux séances. Toutefois les constitutionnels conservaient plus d'influence dans les assemblées de la section que dans la société patriotique. Le 3 août, Jean-Baptiste André et Cointreau signèrent, en qualité de président et de secrétaire, un *Arrêté portant désaveu de l'Adresse au Corps législatif pour la déchéance du roi* (3). L'Assemblée générale déclarait expressément n'y avoir eu

temps de 1792. En effet, le 13 mai, ils s'excusèrent auprès des membres de la Société du Luxembourg de ne pas leur avoir encore envoyé de députation et invoquèrent les embarras qu'avait occasionnés leur changement de local (Bibl. Nat. 2705, fol. 173).

(1) Les commissaires de la Société patriotique de la section du Luxembourg s'étaient présentés une première fois le 17 avril, mais, comme ils n'avaient trouvé rue Saint-Marc que MM. Houet et Primeau, on les invita à revenir la semaine suivante. Le 24, neuf membres seulement étaient présents : ils décidèrent néanmoins d'ouvrir la séance pour ne pas obliger les envoyés du Club du Luxembourg à faire une troisième fois le voyage (Bibl. Nat. 2662, fol. 31-32, procès-verbal de la séance du 24 avril).

(2) Bibl. Nat. 2705, fol. 171.

(3) S. l. n. d., in-4^o, 1 p., Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 407.

aucune part et refusait son assentiment à une mesure qui renversait les principes établis et ruinait la monarchie constitutionnelle. Quatre jours plus tard, Bacon, dans une *Adresse urgente aux habitants de Paris sur le projet de déchéance du roi* (1) qualifia de « malheur incalculable » le renversement de la royauté. Il conjura ses compagnons de se ressaisir. « L'esprit d'inquiétude et de turbulence, dit-il, s'empare de vous. Des factions dangereuses vous agitent... »

Les derniers-procès verbaux de la Société de la Bibliothèque ont disparu. Elle se sépara peu après le 10 août, dit Lefèvre dans un mémoire rédigé en l'an III. Ses membres « crurent devoir suspendre leurs séances pour se rendre dans leur section respective » (2).

(1) S. l. n. d., in-8°, 4 p., Bibl. Nat. Lb³⁹ 6094.

(2) Arch. Nat. F⁷ 4774¹². En réalité, les membres de la Société appartenaient tous ou presque tous à la section de la Bibliothèque, mais l'indication donnée par Lefèvre s'explique par son désir de prouver que l'assemblée qui logeait chez lui n'était pas sectionnaire.

TROISIEME PARTIE

LA SOCIETE POPULAIRE DE LA SECTION LE PELLETIER

(Septembre 1793. Floréal an II)

I. — FILIATION DU NOUVEAU CLUB ET DE L'ANCIENNE SOCIÉTÉ DE LA BIBLIOTHÈQUE.

A maintes reprises, dans les procès-verbaux de leurs séances, les membres du Club de la Section Le Pelletier affirment leur filiation avec l'ancienne Société de la Bibliothèque. Ils prétendent la continuer directement et font remonter au mois d'août 1790 la naissance de leur assemblée. Le 1^{er} octobre 1793, quand ils prirent le nom de Michel Le Pelletier de Saint-Fargeau, après avoir fonctionné pendant près d'un mois sous le titre de Société de la Section de 1792, ils en informèrent les Jacobins et les sections de Paris par une lettre circulaire dont les termes ne laissaient aucun doute sur leur préoccupation. « La Société populaire de Pelletier, disaient-ils, croit devoir prévenir ses frères et amis qu'elle a substitué cette dénomination à celle qu'elle avait précédemment de Société de la Bibliothèque et de 1792. Son local est toujours rue Saint-Marc, n° 35 (1). »

Au mois de nivôse an II, alors que les Amis de la Liberté et de l'Egalité venaient d'exclure de leur sein les anciens nobles, Duvidal, qui avait appartenu à l'aristocratie, envoya sa démission à la « Société de la Bibliothèque ». Comme elle n'était, dit-il, qu'une « émanation » de la grande assemblée de la rue Saint-Honoré, il estimait ne pouvoir rester au nombre de ses membres (2). Deux mois plus tard, le Co-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 26. Le changement de nom avait été décidé le 1^{er} octobre (fol. 41.) Le 7 brumaire, la Société transcrivit sur ses registres l'arrêté du Conseil général de la Commune consacrant son nouveau titre (fol. 43-44).

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 81-82.

mité de Salut public de la Convention ayant demandé aux Sociétés populaires de lui faire connaître la date de leur création, le Club de la Section Le Pelletier chargea Lefèvre de remettre à l'agent national du Département de Paris toutes les pièces qu'il avait en mains « concernant l'établissement de la Société qui datte, dit le procès-verbal, de 1790 » (1). D'ailleurs, le 7 nivôse an II, avant d'accorder au Club du Bonnet-Rouge l'affiliation qu'il sollicitait, l'assemblée de la section Le Pelletier, très vraisemblablement informée de la décision prise la veille par les Jacobins (2), avait dépêché Duchosal et Piron auprès de leur Comité de Correspondance pour savoir « si la Société populaire du Bonnet Rouge existait avant le 31 mai » (3). En se livrant à cette enquête, elle espérait sans doute prouver qu'elle n'avait rien à redouter pour son compte et qu'on ne pouvait la compter parmi les clubs sectionnaires de formation récente.

Cependant, en dépit d'affirmations aussi catégoriques et aussi répétées, les liens qui unissaient la Société Le Pelletier à l'ancienne assemblée de la Section de la Bibliothèque étaient peut-être moins étroits qu'elle ne le prétendait. Dans le discours qu'il prononça aux Jacobins, le 25 floréal an II, Collot d'Herbois déclara que le Club qui tenait ses séances chez Lefèvre, avant le 10 août 1792, était depuis longtemps dissous quand la Société Le Pelletier se forma. Il reconnut qu'on trouvait dans la nouvelle assemblée un certain nombre de patriotes, membres de l'ancienne, mais ils n'y formaient, selon lui, qu'une minorité dominée par des hommes nouveaux dont les opinions étaient fort suspectes. « Nous étions peu nombreux, dit-il, ceux que je vois sur la liste ici produite le sont davantage et le même local ne les contiendrait pas (4). »

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 63. Procès-verbal de la séance du 4 ventôse an II. La demande du Comité de Salut public avait été adressée la veille au Comité de Surveillance révolutionnaire de la Section, qui la transmit sur-le-champ à un de ses membres, Thomé, alors président de la Société populaire, en le priant d'y répondre directement (Arch. Nat. F⁷ 2.478, fol. 442).

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 581. Le 6 nivôse, les Amis de la liberté et de l'Egalité avaient décidé de regarder comme non avenues les affiliations accordées aux sociétés créées après le 31 mai 1793.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 85.

(4) Le discours de Collot d'Herbois est publié intégralement dans le *Moniteur universel*, n° 238, du 20 floréal an II et dans le *Journal de la Montagne*,

Le rapport présenté à l'Assemblée générale de la section Le Pelletier, le décadi 20 pluviôse an III, sur les membres de l'ancien Comité révolutionnaire, affirme également que la Société Le Pelletier fut fondée bien après la chute de la royauté. Ses rédacteurs, imbus de l'esprit thermidorien, exposent, qu'à la fin de l'année 1792, il s'était formé dans le quartier de la Bibliothèque « une faction liberticide qui, prenant audacieusement le nom de patriote, conçut le projet de mener la section, de disposer de toutes les places et de persécuter tous les honnêtes gens ». Thomé, Raffy, Lefèvre en étaient les chefs et c'est autour d'eux que l'assemblée populaire s'était créée. « Maîtres de choisir, d'admettre et de rejeter les membres de cette Société, ils ne la composèrent que de gens entièrement à leur disposition et en chassèrent ceux dont ils redoutaient les vertus. A l'aide de cette Société, ils s'emparèrent de toutes les délibérations de l'Assemblée générale (1). »

L'absence complète de procès-verbaux du printemps de 1792 à l'automne de 1793 corrobore au surplus l'affirmation de Collot d'Herbois et celle des rapporteurs de l'an III. Le premier qui ait été conservé date du 17 septembre 1793 et la création d'une nouvelle société populaire était, à cette époque, parfaitement explicable. Huit jours auparavant, le 9 septembre, la Convention, supprimant la permanence des sections avait réduit à deux par semaine les assemblées générales. Les patriotes, désireux de se réunir plus souvent, eurent l'idée de tourner la loi en créant des sociétés sectionnaires. Il y en eut bientôt dans tous les quartiers de Paris (2). Les habitants de la section de 1792 obéirent à

t. III, p. 156. Aulard en a donné, dans la *Société des Jacobins*, t. 6, p. 121 et suiv., les principaux passages.

(1) *Rapport fait à l'Assemblée générale de la Section Lepelletier, le décadi 20 pluviôse an III, sur les membres de l'ancien Comité révolutionnaire de ladite section*. S. l. n. d., in-8°, 22 p. Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 1901.

(2) Mellié, *Les Sections de Paris pendant la Révolution française* (21 mai 1790, 19 vendémiaire an IV), Organisation. Fonctionnement. (Paris, 1898, in-8°, p. 272 et suiv.) La Société de la Section du Théâtre-Français fut créée le 11 septembre ; celles des Amis du Peuple et de Montreuil, le 13 ; celles de Bonconseil, de l'Indivisibilité et des Champs-Élysées, le 14, etc.

Le Comité central des Sociétés patriotiques se reconstitua au même moment à la demande de la Société fraternelle des Jacobins. Il n'arrêta son règlement que le 20 octobre (*Règlement du Comité central des Sociétés populaires séant à l'Évêché*, Paris, S. d., in-8°, 8 p., Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 2373), mais il siégeait depuis plus d'un mois. En effet, le 13 septembre, il avait adressé une pétition à la Convention nationale pour lui demander la mise en jugement des députés girondins et

ce mouvement. Mais ceux qui prirent l'initiative de former le nouveau club, Seurat, Lefèvre, Raffy, Gallois, Thomé, avaient fait partie de la société de la Bibliothèque. Lefèvre, qui en conservait chez lui les archives, leur offrit la salle qu'il avait déjà mise à leur disposition au mois de mars 1792. Ils acceptèrent et reprirent, mais après treize mois d'interruption, le cours de leurs travaux.

Du reste, et en dépit de ses affirmations, c'est au décret du 9 septembre 1793 que la Société Le Pelletier dut son existence. Si la Convention n'avait pas supprimé la permanence des sections, ses membres, dépensant leur activité dans les assemblées générales, n'auraient pas songé à ressusciter l'ancien Club de la Bibliothèque. Celui-ci avait, il est vrai, présenté, dès son origine, les caractères d'une Société sectionnaire et le nouveau club n'eut aucune peine à renouer les traditions. Il joua son rôle avec tant de conviction qu'il mérita bientôt la plupart des reproches que Robespierre et les Jacobins adressèrent à ces assemblées. Il prétendit jouir d'un monopole et, le 27 brumaire, fit afficher dans la salle de ses séances l'arrêté du Conseil général de la Commune qui invitait les Parisiens à ne former qu'un club populaire par arrondissement et déclarait « suspects et malveillans tous ceux qui chercheraient à diviser les citoyens et à les séparer de la première Société qui aura été formée dans chaque section » (2). Alors surtout qu'ils faisaient remonter la création

de Marie-Antoinette (*Pétition à la Convention nationale arrêtée au Club central des Sociétés patriotiques, à la séance du 13 septembre, l'an deux de la République française et communiquée aux quarante-huit sections et aux Sociétés populaires*, Paris, S. d., in-8°, 4 p. Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 2372, et Arch. Nat. C 272, n° 674). Le 21 septembre, il annonça à « ses frères les Républicains », qu'il avait repris ses travaux « suspendus par des circonstances qui ont nécessité la réunion des patriotes dans leurs sections respectives ». Il comptait se réunir désormais le mardi et le samedi de chaque semaine et invitait toutes les sociétés populaires et toutes les sections de Paris à nommer deux commissaires pour assister régulièrement à ses séances et participer à ses délibérations (*Le Club central du Département de Paris, séant à l'Evêché, à ses frères, les Républicains*. Paris, S. d., in-8°, 4 p. Bibl. Nat. Lb⁴⁰ 2370).

(1) Arch. Nat. F⁷ 4774¹². « Lorsque les assemblées de section, dit Lefèvre en prairial an III, furent réduites à une par décade, les citoyens composant cette Société reprirent leur séance toujours conformément à la loi. Dans leur nouvelle organisation, ils substituèrent au nom de Bibliothèque qu'ils avaient pris ci-devant celui de Lepeletier, premier martyr de la liberté. Ils en firent part à la Commune, ainsi qu'à toutes les sections et Sociétés populaires. Chacun désirant s'y faire recevoir, mon appartement devint trop petit et, tout petit qu'il était, il y avoit autant de spectateurs que de sociétaires... »

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 55-56.

de leur assemblée au 27 août 1790, ses membres jugeaient inadmissible qu'on vînt lui contester ses titres d'ancienneté. Ils ne permettaient pas qu'on les mît en doute et prenaient ombrage de tout ce qui pouvait ébranler ses privilèges ou compromettre son existence. C'est ainsi qu'en ventôse au 11, ils manifestèrent leur étonnement en apprenant qu'il était question de réduire à six les assemblées populaires de Paris. « On a passé à l'ordre du jour motivé sur ce que la loi permet aux citoyens de chaque section de se réunir en société », dit le procès-verbal de la séance (1).

La Société Le Pelletier comprenait encore, en dépit des affirmations de Collot d'Herbois, la plupart des hommes qui avaient présidé aux destinées du Club de la Bibliothèque. On y retrouvait tous ceux qui formaient, en 1791 et 1792, la fraction avancée de ce groupement, le perruquier Thomé, Raffy, Lefèvre, Gallois et Claude Conty, Anne-Jean Guet et Antoine-René Tombe qui avaient signé, le 26 août 1790, le premier règlement, Picard et Houet, qui formaient le bureau au 17 septembre 1793, etc...

Bientôt le logement de Lefèvre devint insuffisant et la Société dut chercher un autre local. Seurat lui offrit une pièce qu'il occupait en magasin dans l'ancien couvent des Filles Saint-Thomas et dont le loyer était fixé à une somme annuelle de deux cents livres (2). Gervoise fut chargé de la visiter, mais, pour des raisons qu'on ignore, la proposition de Seurat n'eut pas de suite. Les sociétaires songèrent un moment à l'église des Filles Saint-Thomas. Cette fois encore, ils reculèrent : l'un d'eux prétendit que ce serait éluder la loi qui défendait la permanence des sections et l'on fit, en outre, valoir qu'il eût été trop onéreux d'assurer le chauffage de cette vaste salle (3). Delormel, directeur du théâtre de Louvois, proposa alors un local dont il disposait dans l'enceinte du cloître, mais les dépenses d'installation eussent été très élevées et la Société jugea qu'il était peu avantageux d'aménager une salle dont elle ne pourrait user que pendant six mois (4). Enfin on s'entendit avec le pro-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 156.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 41. Procès-verbal de la séance du 1^{er} octobre 1793.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 20. Procès-verbal de la séance du samedi 28 du 1^{er} mois de l'An 2 de la République (19 octobre 1793).

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 45-46, procès verbal de la séance du 12 brumaire an 2. Piron, qui avait visité la salle qu'offrait Delormel, déclara que les dépenses d'installation atteindraient trois ou quatre cents livres et que la Société ne

priétaire, ou peut-être, plus exactement, avec le liquidateur de la Maison de Secours. Les commissaires du Club présentèrent cette fois un rapport favorable et le prix du loyer fut arrêté le 2 nivôse (1).

II. — RECRUTEMENT DE LA SOCIÉTÉ. ADMISSIONS ET ÉPURATIONS.

Le nombre des sociétaires augmentait rapidement. Il était vraisemblablement peu élevé au mois de septembre 1793. Le procès-verbal du mardi 17 déclare qu'on revisa ce jour-là la liste des membres et que vingt et un seulement furent confirmés. Le 28, la séance ne put avoir lieu, faute d'un nombre suffisant d'assistants. Dès le 19 octobre cependant, la Société comptait plus de cinquante membres. Il est vrai que la plupart d'entre eux n'y venaient que fort irrégulièrement, aussi, pour obtenir une plus grande assiduité, on décida d'exclure tous ceux qui s'absenteraient pendant six réunions consécutives sans motifs légitimes (2). Les admissions se suivaient, d'ailleurs, à un rythme qui ne se ralentissait pas : sept, le 17 septembre, huit, le 5 octobre, quatorze, le 19, dix, le 7 brumaire, cinq, le 11, neuf, le 17, douze, le 22, quatorze, le 2 frimaire. Le 4 pluviôse, le Comité de présentation soumit à la Société une liste de trente-sept noms.

En théorie, les conditions d'admission devenaient de plus en plus rigoureuses. On avait décidé, le 28 octobre, que nul ne pourrait être reçu s'il n'y avait au moins vingt-cinq membres présents à la séance (3). Le 12 brumaire, on résolut de refuser l'admission des candidats qui auraient manifesté des sentiments inciviques dans les assemblées générales de la section, de juin à août 1792 (4). Deux jours

pourrait en disposer que pendant six mois. Les membres du Club l'acceptèrent cependant et décidèrent de l'aménager dans le plus court délai et aux moindres frais. Ils y renoncèrent le 14 brumaire (2662, fol. 49-50). Delormel ne demandait pas de loyer (Cf. le mémoire rédigé par Lefèvre en l'an III, Arch. Nat. F⁷ 4774¹² : « C'est alors que j'insistai pour que l'on s'occupât d'un nouveau logement. Un citoyen nouvellement reçu en offrit un gratis pour six mois... »)

(1) Bibl. Nat., 2662, fol. 79.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 20. La condition était plus rigoureuse que dans la Société de la Bibliothèque où il fallait une absence de deux mois pour prononcer l'exclusion.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 43-44.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 45-46.

plus tard, on exigea qu'ils eussent monté personnellement la garde et l'on ne fit d'exception à cette règle qu'en faveur des fonctionnaires publics (1). Le 2 ventôse, la Société chargea son Comité de Présentation de « computer les listes du votement depuis un an », car elle prétendait repousser tous ceux qui n'auraient pas pris part aux scrutins ou auraient voté contre le vœu des patriotes (2).

On se montrait, en réalité, beaucoup moins sévère qu'on affectait de l'être. Le quartier de la Bibliothèque était encore un des plus riches de Paris. Pour échapper aux rigueurs de la loi des suspects, ses habitants venaient chercher dans le Club de la rue Saint-Marc un brevet de civisme. Une certaine solidarité dans la crainte, le désir d'être plus nombreux et celui d'éviter des dénonciations réciproques aidant, on ne les repoussait pas. On reçut sans difficulté d'anciens nobles (Duvidal fut admis le 5 octobre, Béthune, le 19, Castelmoré, le 14 brumaire), des prêtres : Voisin et Dubignon, des agents de change et même d'anciens représentants de la fraction modérée de la Société de la Bibliothèque. On trouve parmi eux les noms de Jean-Baptiste Ansault « ci-devant archiviste et vivant de ses économies » et de Louis-Lézin de Milly, dont la demande d'admission, après avoir été ajournée à trois mois malgré le rapport favorable du Comité de Présentation (3), fut acceptée le 15 octobre. La Société rappela seulement qu'il avait eu, en diverses occasions, « une conduite vacillante » et exprima l'espoir qu'elle n'aurait pas à regretter son indulgence. Cointreau, qui obtint le 28 du même mois sa réintégration, se vit décerner, cinq jours plus tard, un certificat de civisme pour les services qu'il avait rendus à la Révolution depuis 1789. La Société avoua bien qu'un moment d'erreur, sans aucune suite, l'avait conduit au Club des Feuillants, mais elle déclara qu'elle le recevait néanmoins « comme un frère » (4). On s'explique, dès lors, les reproches que Robespierre adressa le 19 brumaire aux Sociétés populaires des sections et le conseil qu'il donna aux patriotes d'apporter, sur leurs membres, « la plus sévère attention » (5).

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 49-50.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 137.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 19. Procès-verbal de la séance du 21 du premier mois de la deuxième année républicaine (12 octobre).

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 45.

(5) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 504.

Il est vrai qu'avec ces hommes, dont le civisme pouvait paraître quelque peu suspect, on accueillait des candidats dont la présence ne devait prêter à aucune critique. Le ministre des Contributions publiques, Deschamps Destournelles, fut admis le 19 octobre, en même temps que ses trois frères, son fils et son premier commis. Le 17 brumaire, on reçut Paré, ministre de l'Intérieur. Pour ne pas écarter « les bons sans-culottes » notoirement insolvables, la Société les dispensa, le 17 septembre 1793, du paiement de la cotisation de cent sols demandée à tous les nouveaux membres (1). Malgré cette faveur, on ne voit pas beaucoup d'hommes du peuple sur les listes de présentation. L'élément le moins fortuné de l'assemblée se recrutait désormais parmi les gens de maison et leur nombre même est un signe de l'aisance persistante du quartier. Cuisiniers, valets de chambre coiffeurs, portiers et cochers sollicitaient leur admission. Le 8 nivôse, Joseph Husson affirme qu'il a « toujours fait l'état d'officier de maison » et qu'il est depuis six ans au service de M. Robert, rue Neuve-des-Petits-Champs. Le 21 pluviôse, le Comité présente le cuisinier de Deschamps Tréfontaines, frère du ministre. L'assemblée ainsi composée était un microcosme : il est permis de supposer que plus d'un bourgeois y achetait, au prix d'une certaine abdication, le sentiment d'une sécurité relative.

On trouvait encore dans la Société Le Pelletier des artistes et des comédiens. Delormel, directeur du Théâtre de Louvois, avait été reçu le 7 brumaire ; le 21 pluviôse, au nombre des candidats figuraient Nicolas-Jean-Louis Carlier, originaire de Dunkerque, peintre et maître de dessin et Jean-Baptiste Isabey, âgé de vingt-sept ans, né à Nancy, « peintre en miniature ». Il demeurait au numéro 31 de la rue Neuve des Petits-Champs, était membre de la Société populaire des Arts et capitaine de la deuxième compagnie. Il se défendit d'avoir « jamais signé aucune pétition ny été d'aucun cloube anticivique ».

On paraît au danger que présentaient ces admissions parfois trop faciles par les épurations. Elles se succédaient à

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 22. On consigna désormais à la fin des procès-verbaux des séances les sommes versées par les candidats admis. Le trésorier toucha, le 17 septembre, dix-sept livres, dix sols ; le 1^{er} octobre, vingt-sept livres, dix sols ; le 7, quarante-cinq livres ; le 12 brumaire, quatre-vingt-dix livres ; le 14, rente-cinq ; le 22, quarante ; le 27, cinquante, etc... Les finances de la Société devaient donc être assez prospères.

très brefs intervalles et leur fréquence même devait nuire à leur efficacité. Le 17 septembre, les sociétaires furent soumis à un scrutin épuratoire; le 2 nivôse, on procéda à une nouvelle censure. Le procès-verbal n'en indique pas les formes, mais les résultats furent tout à l'honneur de l'assemblée : quarante et un membres présents affrontèrent victorieusement cette épreuve, un seul fut exclu. Il est vrai que, cinq jours plus tard, Duvidal et Castelmoré, tous deux devant nobles, donnèrent leur démission avant qu'on les eût priés de le faire. La Société exprima ses regrets, puis mit à son tour à la porte Armand Béthune et Vargemont, coupables, eux aussi, d'avoir appartenu à l'aristocratie. Ce même jour, Milly et Cointreau furent victimes du scrutin épuratoire. On avait dénoncé l'avocat « comme ayant été quelquefois au club dit Sainte-Chapelle et comme ayant rédigé ou coopéré à la rédaction d'une pétition contre les commissaires qui avoient été porter à l'Assemblée législative une autre pétition tendante à la déchéance du Gros Capet, dit le Sournois » (1). Il fut exclu et Cointreau subit le même sort pour des raisons analogues. Ce parisien timide était attaché depuis vingt-deux ans au Cabinet des médailles et des Antiques de la Bibliothèque. Il savait parfaitement le grec, mais ignorait à peu près tout des choses de ce monde. « C'était une petite tête et un caractère faible ». Cette aventure le terrifia à un tel point qu'il se lança dans la politique la plus extrême. « Pour faire oublier son feillantisme et se ménager de l'appui parmi les dominants, il se jeta dans les bras des principaux Jacobins de la section et il eut la faiblesse de se mettre à leurs ordres ». Cela lui valut, en prairial an III, d'être dénoncé comme terroriste, mais le Comité révolutionnaire du deuxième arrondissement prit sa défense. « Nous croyons, dit-il, que s'il a paru terroriste aux yeux peu exercés, il n'a été et n'est encore qu'un homme terrorisé » (2). Il fut remis en liberté le 14 messidor par ordre du Comité de Sûreté générale et retourna à ses études (3).

Au fur et à mesure que grandit l'hostilité de Robespierre et des Jacobins, les scrutins épuratoires devinrent plus nom-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 83. Procès-verbal de la séance du 7 nivôse an 2.

(2) Arch. Nat. F⁷ 4650.

(3) Cf. *Dissertation sur le vase d'or trouvé à Rennes, le XXVI mars MDCCLXXIV*, lue à l'Institut national, par A. D. Cointreau, avec deux planches. Paris, Pougens, an X-1802, in-4°, B. N. Lj^o 543.

breux et plus sévères. Il y en eut presque à chaque séance. On posait aux sociétaires un certain nombre de questions et l'assemblée décidait d'après leurs réponses. Le 12 nivôse, il y eut vingt-trois admis, vingt et un ajournés et un exclu ; le 22, cinq admis, un ajourné seulement. Le texte d'un de ces questionnaires a été conservé ; il ne diffère guère de ceux qui ont été publiés pour certains clubs populaires des départements (1). Les notions historiques de son auteur paraissent, d'ailleurs, avoir été aussi incertaines que son orthographe.

« As-tu assisté régulièrement aux assemblées de section ?

As-tu voté dans les assemblées primaires et communales ?

Quel a été ton sentiment sur le départ du Roy au mois de juin ?

Qu'as-tu pensé au 21 juin lorsque les faubourgs furent à la Convention et de là chez le Roy ?

Où étais-tu au 10 août ?

Quel a été ton opinion au 21 janvier, jour de la mort de Capet ?

Où étais-tu au 31 mai, 1 et 2 juin 1793 ?

Y a-t-il quelque réclamation contre le citoyen ? » (2)

Le 4 ventôse, on décida de procéder à une épuration plus sérieuse. Tous les sociétaires furent invités à se présenter à jour fixe devant une commission de vingt membres élus par l'assemblée. Un certain nombre de ceux qui la composèrent avaient appartenu à la fraction avancée du Club de la Bibliothèque, d'autres faisaient partie du Comité révolutionnaire de la section (3). La Société Le Pelletier mit en eux tant de confiance qu'elle jugea bientôt inutile de faire comparaître les sociétaires. Le Comité d'épuration fut chargé de décider en son âme et conscience de ceux qu'il jugeait dignes de rester dans le club. Il tint sa première séance le 8 ventôse, organisa son travail et composa son bureau. Lefèvre fut élu président, Harion et Deschamps, secrétaires. Le Comité se réunit trois fois par décade et délibéra secrète-

(1) Cf. Louis de Cardenal, *La Province pendant la Révolution, Histoire des Clubs jacobins* (1789-1795). Paris, Payot, 1929, 519 p. in-8°.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 65-66.

(3) Dix-sept membres de ce comité furent élus le 4 ventôse (Bibl. Nat. 2662, fol. 63-64). C'étaient Calvet, Tombe, Raffy, Guet, Deschamps, Baurlier, Harion, Alliaume, Petit, Cornet, Cervoise, Caron, Dusfer, Seurat, Thomé, Lefèvre et Couniau. Le 7, l'assemblée choisit les trois derniers commissaires : Sureau, Chrétien, Piron.

ment. Tous les membres présents signaient les procès-verbaux : les absents devaient s'excuser : il fallait une majorité des deux tiers pour prononcer une admission ou un rejet. Les commissaires avaient le droit de faire une enquête s'ils le jugeaient nécessaire. Ils se montrèrent plus sévères que ne l'avait été l'assemblée dans ses scrutins épuratoires. Le 8, vingt-trois membres subirent victorieusement l'épreuve, mais il y eut treize rejetés. Parmi eux se trouvaient plusieurs des anciens sociétaires de la Bibliothèque : le tapissier Houet, Delorme, Perez, Hardy, Doudeuil, Rossignol etc... (1). Le 9, la commission reçut trente-sept membres, en ajourna treize et en exclut vingt-trois, dont l'imprimeur Potier de Lille (2) : le 10, il y eut deux admis et deux ajournés (3). Deux jours plus tard, Duchosal et Labbé, pour se conformer à la décision des Jacobins qui avaient jeté l'anathème sur les gens de finances, donnèrent leur démission (4). Duchosal était agent de change : Labbé, plus modestement, se rangeait « au nombre des citoyens qui ont fait des affaires à la Bourse ». Il affirma, d'ailleurs, qu'il y avait apporté une honnêteté qui le mettait « à l'abri d'aucuns reproches » et dont il avait été fort mal récompensé. Le 17, Carbouë suivit leur exemple, pour des raisons semblables (5).

Les arrêts du Comité d'épuration n'étaient pas sans appel. La décision suprême appartenait à la Société qui, le 12 germinal, décida de procéder à une contre-épreuve (6). Elle adopta une procédure très simple ; on lut devant elle la liste des membres admis par la Commission, celle des ajournés et celle des exclus. Chaque assistant fut invité à donner son avis et à faire les observations qu'il croyait fondées. Certains des jugements prononcés par les commissaires furent révisés et toujours dans le sens le plus favorable. Le 14 floréal seulement, l'épuration fut terminée et la Société nomma un nouveau Comité de Présentation (7). Mais elle n'eut pas

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 74.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 76.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 77.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 78.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 145, procès-verbal de la séance du 14 ventôse. Les lettres de démission de Duchosal et de Labbé se trouvent dans le même registre (fol. 151-152 et 153-154).

(6) Bibl. Nat. 2662, fol. 163-164.

(7) Bibl. Nat. 2662, fol. 183 et 184.

(8) Bibl. Nat. 2662, fol. 208.

le temps de juger des effets de sa réforme. Dix jours plus tard, elle suspendit ses séances.

III. — ACTIVITÉ SECTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ LE PELLETIER.

Le Club de la rue de la Michodière avait joué dans la section de la Bibliothèque un rôle fort important, mais non officiel : il constituait en quelque sorte un comité d'étude où un certain nombre de citoyens actifs préparaient les travaux des assemblées locales.

La Société Le Pelletier ne s'imposa pas une semblable réserve. Elle intervint officiellement dans les affaires de la section et son activité y fut admise et reconnue. Elle doubla le Comité civil et en usurpa les fonctions. Le commissaire de police assistait à ses séances et recevait ses ordres. Elle se plaignait à lui de la mauvaise tenue de la ville et l'invitait « à faire balayer les rues à une heure fixe par tous les citoyens au-devant de leur porte respective » (1). Le 7 brumaire, le commandant en chef de la section lui donna connaissance de l'ordre militaire « conformément à l'invitation à lui faite par le Commandant général de la force armée parisienne ». Il déclara que désormais son adjudant viendrait à chaque séance en faire la lecture : cette promesse fut fidèlement tenue (2).

Bientôt les commissaires de la section, pas plus que l'Assemblée générale, n'osèrent prendre une décision sans l'aveu de la Société et ils lui soumirent toutes les difficultés qui se présentaient. En brumaire an II, la section ayant organisé une fête en l'honneur de Marat et de Le Pelletier, le club populaire s'en attribua la gloire, en arrêta la date et fit lui-même les invitations. Mais la musique de la garde nationale n'était pas libre au jour choisi, car ses membres devaient exécuter, devant les autorités constituées et le Comité d'instruction publique, un « exercice concertant à l'effet de faire connaître à la Convention l'utilité qu'il y a de

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 123-124. Procès-verbal de la séance du 24 nivôse.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 43-44. Procès-verbal de la séance du septième jour du deuxième mois de l'an 2 (28 octobre).

Cette mesure paraît d'ailleurs avoir été étendue à d'autres sociétés populaires. Le 8 brumaire, en effet, Hanriot fit connaître aux Jacobins qu'il avait donné des

conserver une pareille institution et la rendre nationale » (1). Les administrateurs de la police, MM. Fiquet et Froidure, en avisèrent le Comité civil qui, n'osant décider lui-même, informa à son tour la Société Le Pelletier de ce contre-temps et lui fit passer la lettre qu'il venait de recevoir. Le Club jugea qu'il avait « assez d'artistes dans son arrondissement pour l'accomplissement de cette fête » et maintint la date qu'il avait fixée (2).

Le 20 frimaire, le Ministre de la Guerre demanda à l'Assemblée générale de la section de lui présenter « huit jeunes citoyens de seize à dix-huit ans bien constitués et d'une santé vigoureuse » pour entrer à l'école des trompettes de Paris qui venait d'être rétablie. L'assemblée générale, après avoir entendu lecture de la lettre de Jourdeuil, premier commis du ministère, la renvoya « pour l'exécution » à la Société populaire (3). C'est à elle que l'on confia le choix de deux vieillards que la section faisait admettre à l'Hospice des Petites-Maisons (4). C'est elle encore qui fut chargée d'appliquer l'arrêté de la Commune, en date du 24 frimaire an II, qui obligeait les étrangers arrivant à Paris à se faire inscrire aux Comités révolutionnaires et confiait aux Comités civils le soin de délivrer les billets pour le charbon et le bois.

En raison de la cherté de la vie, la Société Le Pelletier donna une attention toute particulière à la question des subsistances. Elle s'inquiéta du prix énorme exigé par les voituriers pour le transport du bois et demanda à la Commune d'en fixer les tarifs (5). Elle songea à transformer les jardins du quartier en champs potagers, afin de remédier à l'insuffisance des approvisionnements de Paris en fruits et en légumes. Elle se préoccupa surtout du problème de la viande. On pourrait trouver excessifs les longs débats qui furent consacrés, au mois de ventôse an II, à la saisie d'un cochon

ordres à l'adjudant général pour qu'il leur communiquât chaque jour l'ordre militaire. De cette façon, dit-il, les Amis de la Liberté et de l'Égalité pourront surveiller la conduite du Commandant général de la Garde nationale (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 488).

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 47. Cf. sur cette audition, *Moniteur Universel*, n° 50, du décadi, 2^e décade de brumaire an II (Dimanche, 10 novembre 1793).

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 49-50.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 62. Le ministre devait choisir deux élèves parmi les huit candidats présentés.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 55-56.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 88, procès-verbal de la séance du 22 nivôse.

trouvé chez un habitant du quartier (1). Mais l'intérêt dont ils témoignent était malheureusement trop compréhensible. Depuis l'hiver de 1793, le manque de viande se faisait cruellement sentir à Paris. La guerre empêchait les achats de bétail à l'étranger et les départements de l'Ouest avaient cessé leurs envois. La capitale ne pouvait guère s'approvisionner que dans les provinces du centre, Bourbonnais et Limousin, et, comme le bétail avait été exclu des quarante objets soumis au maximum par la loi de septembre 1793, les prix ne cessaient de monter. Les bouchers furent bientôt amenés à dépasser les tarifs officiels ; à partir de la fin janvier, ils ne les observèrent plus qu'avec les pauvres gens à qui ils réservèrent les bas morceaux et les déchets. Cette facilité manquant aux fournisseurs des armées et des établissements publics, ils réclamèrent à la Convention une indemnité. On la leur refusa, mais, pour supprimer la disproportion trop criante entre les prix taxés et ceux qui étaient réellement pratiqués, on pensa qu'il serait possible de réduire ces derniers en appliquant le maximum au bétail sur pied. La seule annonce de cette réforme réduisit encore les arrivages. Le 3 ventôse, afin d'assurer les approvisionnements futurs en permettant aux animaux de grandir et de se reproduire, Legendre proposa à la tribune de s'abstenir de viande et demanda à la Convention de décréter un carême civique (2). L'idée n'en était pas nouvelle, elle avait été lancée, le 17 avril 1793, par Vergniaud et reprise au mois de juin par Thuriot (3). Mais Cambon répliqua que le carême était une notion superstitieuse, à laquelle il fallait se

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 72-73 et 140. Le 7 ventôse, la Société chargea deux commissaires de préparer un rapport sur cette affaire. Le 12, elle les pria de lui présenter un travail écrit.

(2) *Moniteur Universel*, n° 155, du dimanche 23 février 1794. « Décrétez le carême que je vous propose, dit Legendre, autrement il viendra malgré vous ; l'époque n'est pas éloignée où vous n'aurez ni viande ni chandelle ; les bœufs qu'on tue aujourd'hui ne donnent pas assez de suif pour les éclairer à leur mort. La Normandie fournissait des bœufs depuis la Saint-Jean jusqu'à ces temps-ci, ses paturages sont épuisés ; le Bourbonnais et le Limousin sont les seuls pays d'où on en puisse tirer et vous voyez qu'ils n'en fournissent point une quantité suffisante... »

(3) Cf. Albert Mathiez, *La Vie chère et le Mouvement social sous la Terreur*, p. 454 et 498. La Convention avait d'ailleurs pris certaines précautions pour augmenter la production. Le 17 brumaire, elle avait interdit de tuer les brebis de moins de quatre ans et les agneaux mâles de moins d'un an et obligé les propriétaires à conserver au moins un bélier pour quarante brebis. Elle fit rédiger des instructions sur l'élevage des cochons et des bêtes à cornes, sur la désinfection des écuries, etc...

garder de donner une consécration légale. Cet argument théorique ne parut pas probant à la Société Le Pelletier. Déjà, le 27 pluviôse, un de ses membres, Arnaud, avait accusé certains bouchers de tuer les vaches, les truies et les brebis pleines, dans le dessein d'affamer la république ; il assura que les perquisitions entreprises chez trois d'entre eux avaient révélé, sans doute possible, leur « inique méchanceté » (1). Le 4 ventôse, la Société fit sienne la proposition de Legendre et engagea l'Assemblée générale de la section à intervenir auprès de la Convention pour l'amener à s'y rallier (2). Il est vrai que les habitants du quartier se gardèrent d'observer pour leur compte personnel l'abstinence qu'ils prêchaient en commun. Quelques jours plus tard, deux membres du Comité de surveillance trouvèrent chez Castelmoré seize livres de viande qu'il s'était procurées en multipliant les visites dans les boucheries de la section. Le Comité fit comparaître le coupable et sa cuisinière, mais il montra beaucoup d'indulgence et obligea seulement Castelmoré à céder gratuitement aux malheureux la moitié de sa provision (3). Le 22 ventôse, la Société de la Bibliothèque invita tous ses membres à « donner leurs idées sur la meilleure manière de distribuer la viande chez les bouchers ». Elle décida de rédiger une pétition afin de signaler à la Commune « l'infinité d'abus préjudiciables à tous les vrais sans culottes » auxquels la vente donnait lieu (4). Les nouveaux tarifs, arrêtés le 25 mars seulement, furent assez mal accueillis : ils consacrèrent l'augmentation des prix, mais ne réussirent pas à ramener le bétail sur les marchés. La Commune se borna à assurer le ravitaillement des malades, des nourrices, des accouchées et des femmes enceintes. On se ruait sur la viande fraîche ; on faisait la queue devant les boucheries et les prix montaient toujours. Certains comités révolutionnaires s'entendirent alors avec les bouchers et les charcutiers de leur section pour étendre les distributions aux citoyens valides. Le 18 avril, le Corps municipal, d'accord avec le Comité de Salut public, décida de faire abattre chaque jour sous sa direction les bêtes destinées à l'approvisionnement de Paris (5). La viande devait être ré-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 122.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 63-64.

(3) Arch. Nat. F7* 2478, fol. 472.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 156.

(5) Un arrêté du Comité de Salut public en avait fixé le nombre à soixante-

partie entre les bouchers des quarante-huit sections, proportionnellement à la population du quartier; des cartes indiquant les quantités à délivrer et les jours de distribution furent remises aux pères de famille et la vente se fit devant un commissaire. On réserva aux bouchers un bénéfice de dix pour cent et on leur abandonna, pour les frais de transport, les langues de bœuf et les fressures de moutons. Le 25 avril, on leur défendit de se procurer directement de la viande et on obligea ceux qui en avaient à la céder à la Commune au prix du maximum. Le Corps municipal demanda aux Comités civils et de bienfaisance de chaque section de dresser un tableau de tous les bouchers de leurs arrondissements, afin d'organiser la distribution de façon méthodique (1). Le Comité civil de la section Le Pelletier fit passer le texte de cet arrêté à la Société populaire; elle en prit connaissance le 12 floréal, mais elle touchait alors à la fin de sa carrière et elle n'eut sans doute pas le temps d'apporter aux commissaires l'aide qu'ils sollicitaient.

La Société Le Pelletier, qui dirigeait à son gré le Comité civil de la Section, aurait dû, semble-t-il, exercer la même influence sur le Comité révolutionnaire. La plupart des hommes qui le composaient faisaient partie du Club de la rue Saint-Marc ou allaient y être reçus. Parmi eux se trouvaient Thomé, l'imprimeur Potier de Lille, Trial, Pierre-Nicolas Chrétien, Giroux, Alliaume, Jacquin, Hyver, Vergne, greffier du juge de paix, et le peintre Jean-Claude Boischut (2), soit dix membres sur douze, et c'était plus qu'il n'en fallait pour disposer des votes. Cependant les démarches faites par la Société Le Pelletier auprès du Comité

quinze bœufs, cent cinquante quintaux de veaux et de moutons et deux cents cochons.

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 207. Ce tableau devait être divisé en autant de cases qu'il y aurait de bouchers chargés de procéder chaque jour aux distributions. A la fin de chaque décade, on changerait de case et il en serait ainsi jusqu'à l'épuisement du tableau; on reviendrait alors à la première case. Cet arrêté, qui porte les signatures de Pache, maire, et de Coulombeau, secrétaire-greffier, est du 9 floréal an II.

(2) Cf. Arch. Nat. F7^r 2478. Tous les hommes qui présidèrent le Comité révolutionnaire du 4 septembre 1793 au 18 ventôse an II étaient membres de la Société Le Pelletier. Ce furent Hyver (4 septembre), Potier (20 septembre), Vergne (5 octobre), Giroux (28^e jour du 1^{er} mois), Boischut (dixième jour du deuxième mois), Larivière (1^{er} frimaire), Alliaume (25 frimaire), Trial (16 nivôse), Gourquechon (1^{er} pluviôse), Cornet (15 pluviôse), Piron (30 pluviôse), Thomé (18 ventôse). (Arch. Nat. F7^r 2478, fol. 546).

de Surveillance furent assez rarement couronnées de succès. Les procès-verbaux se bornent à constater le fait, sans en donner l'explication. Il faut la chercher sans doute dans la lutte qui se poursuivait pendant de longs mois entre deux des commissaires, membres l'un et l'autre de la Société populaire : le limonadier Pierre Chrétien, dont le café déjà très fréquenté devait jouer un rôle fort important sous le Directoire, et le perruquier Thomé. Les causes de leur inimitié sont assez mystérieuses. Thomé avait l'appui du Club populaire, mais Chrétien paraît l'avoir emporté devant le Comité révolutionnaire. A deux reprises, pendant l'hiver de 1793, il réussit à inquiéter son rival. Le 15 frimaire, il l'accusa d'avoir tenu des propos subversifs et obtint un ordre d'arrestation du Comité de Sûreté générale (1). Le commissaire de police de la section, Delorme, fit comparaître devant lui les deux adversaires. Chrétien prétendit que Thomé, par ses discours comme par sa conduite, ne tendait à rien moins qu'à dissoudre la république ; il l'accusa d'avoir dilapidé les fonds qui lui avaient été confiés par la section, d'avoir écrit des lettres anonymes et mis en vente, au prix de douze cents livres, la place qu'il occupait à la commission des subsistances. Thomé nia tout, sauf ce dernier grief. Il reconnut, en effet, que les onze cents francs que lui rapportait le Comité révolutionnaire suffisaient à ses besoins et qu'il serait heureux de céder à un patriote, moyennant finances, son poste de chef de bureau. Sur les conseils de Doudeuil, Tombe, Gervoise et Raffy, tous quatre membres de la Société Le Pelletier, Delorme remit en liberté l'ancien perruquier, en le priant toutefois de se tenir à la disposition de la justice (2).

(1) Arch. Nat. F7^{*} 2478, fol. 294 et F7 4775²⁹. Le 17 frimaire, Thomé annonça à la Société populaire la dénonciation faite par Chrétien. Les propos que celui-ci lui prêtait auraient été tenus au Comité de Surveillance, mais Potier, Trial, Cornet, Alliaume, qui en étaient membres, assurèrent qu'ils n'avaient rien entendu. Seul Jacquin déclara qu'à la nouvelle de l'arrivée des ennemis dans la forêt de Compiègne, le perruquier s'était écrié : « Ah ! mon Dieu, la République est donc perdue ! ». Cette phrase ne pouvait exprimer qu'une légitime inquiétude : la Société l'entendit ainsi et renouvela à Thomé les témoignages de sa confiance. Chrétien suscita en vain, le 16 frimaire, les dépositions de Jean-Claude Boischut et de Rébeillard. Ce dernier, employé au Département de la Guerre, vivait en fort mauvais termes avec le Club Le Pelletier qui, le mois précédent, avait refusé de l'admettre au nombre de ses membres (Bibl. Nat. 2662, fol. 49-50 et 51). Thomé accusa lui-même Chrétien d'avoir fait obtenir des certificats de civisme à des hommes notoirement suspects.

(2) Arch. Nat. F7 4775²⁹.

Chrétien ne se découragea pas. Il renouvela bientôt ses accusations et Thomé fut de nouveau arrêté, par ordre du Comité de Sûreté Générale donné le 11 nivôse (1). On le conduisit cette fois aux Madelonnettes. La Société populaire, qu'il présidait alors, prit ouvertement sa défense. Elle assura que la « faction scélérate et liberticide » qui avait si longtemps gouverné la section avait été vaincue grâce à ses efforts et rappela que son fils unique était mort en Vendée, au mois de septembre 1792. Membre du Tribunal du 17 août et électeur de 1792, Thomé était, dit-elle, « en horreur et en exécration » à tous les aristocrates, à qui il ne cessait de refuser les certificats de civisme. Les Comités civil et de bienfaisance de la section Le Pelletier, ainsi que l'Assemblée générale, joignirent leurs efforts aux siens. Ils sollicitèrent la mise en liberté de Thomé et l'obtinrent, le 11 pluviôse (2). Mais Chrétien ne manquait ni de suite dans les idées ni de patience. Il attendit une occasion plus favorable et ne pardonna pas à la Société populaire son intervention. Il la combattit sourdement au sein du Comité révolutionnaire avant de la dénoncer en floréal an II.

IV. — LE CLUB LE PELLETIER, BUREAU DE PLACEMENT ET SOCIÉTÉ DE SECOURS.

L'action de la Société populaire Le Pelletier dépassa le cadre de la section et les autorités supérieures n'hésitèrent pas à s'adresser à elle. Elles reconnurent officiellement son existence et l'utilisèrent comme agence de renseignements (3). Le 24 septembre, le ministre des Contributions publiques, Deschamps Destournelles, bien qu'il ne fût pas encore membre du club, le pria de lui désigner trois citoyens

(1) Arch. Nat. AF⁷ 11 290, fol. 71, F⁷ 4775²⁹. L'ordre d'arrestation fut exécuté le 13 nivôse (F⁷ 2478, fol. 345).

(2) Arch. Nat. AF⁷ 11 292, fol. 12, F⁷ 4774²⁹. Lefèvre, dans le Mémoire qu'il rédigea en l'an III, accuse formellement Chrétien d'avoir « persécuté le Club Le Pelletier malgré un décret qui défendait de troubler les Sociétés populaires » (Arch. Nat. F⁷ 4774¹²). Ce décret, qui datait du 13 juillet 1793, faisait défense à toutes autorités et à tous individus de troubler, sous quelque prétexte que ce fût, les réunions des clubs populaires. Il prévoyait une peine de dix ans de fer pour les fonctionnaires publics et de cinq ans pour les particuliers.

(3) Cf. le Mémoire de défense rédigé par Lefèvre (Arch. Nat. F⁷ 4774¹²). « Alors toutes ces sociétés, dit-il, étoient tellement reconnues par la Convention et le gouvernement, qu'on leur envoyait les Décrets et le Bulletin comme aux autorités constituées. Peut-on aujourd'hui leur en faire un crime ? »

de patriotisme sûr, « ayant des mœurs et le talent d'écrire proprement » : il avait une place vacante dans ses bureaux et désirait la donner à un candidat présenté par l'assemblée populaire, il voulait seulement un père de famille ou, tout au moins, un homme marié (1). Un mois plus tard, à la requête du président de la Commission nationale, la Société choisit dans son sein trois citoyens dont les commissaires avaient besoin pour la tenue de leurs livres. Elle prétendit justifier son ingérence en déclarant que la Constitution de 1793 lui donnait, en ces matières, « l'initiative sur l'assemblée générale de la section » (2). Le 2 frimaire, le Comité de Salut public de la Convention l'invita à lui présenter les hommes les plus propres à remplir des fonctions publiques de tous les genres. Il invoquait l'impossibilité où se trouvaient ses membres de connaître tous les patriotes éclairés, tous les citoyens vertueux qui étaient répandus dans l'étendue de la république (3). Le 27 pluviôse, à la demande du Procureur-Syndic du Département, elle désigna trois candidats pour la fabrication du salpêtre. L'arrêté qu'elle prit à cette occasion montre bien l'étroite dépendance dans laquelle elle prétendait tenir les autorités locales. « La Société arrête, dit le procès-verbal, que les trois comités lui donneront la liste des citoyens qui sollicitent de l'emploi. Elle pense qu'il pourra se trouver parmi eux des républicains qui accepteront avec plaisir le poste de salpêtrier de la République » (4).

Il n'est pas étonnant qu'ainsi encouragée, la Société Le Pelletier soit devenue une véritable agence de placement pour les patriotes. Elle ne se contenta pas des emplois auxquels on lui demandait de pourvoir et n'hésita pas à solliciter pour d'autres places. Tout lui fut bon : bureaux de la Municipalité, du Département ou des Ministères. Son recrutement, resté foncièrement bourgeois, explique tout ensemble cette quête incessante et le fait que ses membres aient pu facilement obtenir satisfaction, car ils étaient pourvus d'une instruction suffisante. Il suffit pour s'en convaincre de lire les procès-verbaux de 1793-1794 : on n'y trouve que peu de fautes d'orthographe (beaucoup moins qu'en 1791-1792) ; le style en est le plus

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 23.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 43-44.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 57-58.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 122.

souvent correct et l'écriture même ne manque pas d'élégance.

Les sociétaires apportaient beaucoup d'ordre dans leurs revendications : ils dressaient une liste des requérants et chacun n'obtenait satisfaction qu'à son tour. En pluviôse, après avoir soutenu les candidatures de MM. Harion et Boyer pour deux postes qui se trouvaient libres au Bureau départemental des Emigrés, la Société constata que le citoyen Olivier, de la rue Feydeau, venait maintenant en tête de liste et décida qu'il serait recommandé à la première vacance (1).

Les procès-verbaux sont pleins de faits de ce genre. Le 14 brumaire, la Société invita l'Assemblée générale de la section à nommer à l'administration de l'habillement le citoyen Robert, que la Révolution laissait sans ressources (2). Le même jour, elle intervint en faveur d'un autre de ses membres, Hardy, père de quatre enfants, et sollicita cette fois Paré, ministre de l'Intérieur : trois jours plus tard elle eut la joie d'apprendre que Paré avait accordé à son protégé « un emploi de deux mille livres » (3). Hardy la remercia de son appui et annonça qu'il enverrait incessamment au Procureur de la Commune sa démission de secrétaire-greffier de la section (4). Le 27 nivôse, on recommanda au Directeur de la liquidation le citoyen Auverney, qui se trouvait sans emploi. Le directeur se montra aussi empressé que l'avait été le ministre. Il informa l'assemblée populaire de la Section Le Pelletier qu'il offrait, pour lui plaire, un poste de surnuméraire à Auverney et il laissa entendre que ses soins lui procureraient bientôt une « place en pied » (5). Le 7 pluviôse, ce fut le citoyen Guyard qui obtint l'appui efficace de la Société. Pour répondre plus tôt aux demandes qui lui étaient adressées, celle-ci invita tous les chefs de bureau à lui faire connaître sans retard les places qui seraient vacantes dans leurs administrations (6).

Pour étendre ses débouchés, elle songea à une épuration sérieuse des bureaux. Il lui parut inadmissible que, dans un siècle si éclairé, on pût voir une « foule de muscadins » vivre aux dépens de la république et, frelons avides, enlever

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 96-97.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 49.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 51.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 53.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 88.

(6) Bibl. Nat. 2662, fol. 102.

aux patriotes le fruit de leur ouvrage. La Société Le Pelletier, décidée à mettre un « terme à tant d'impudence », demanda à la Convention d'intervenir. « Décrétez au moins, dit-elle que ceux de ces insectes qui sont déjà engraisés de notre substance seront mis hors de portée de nous en arracher encore ». Le 27 brumaire, elle avait chargé Duchosal et Julien de préparer un projet de pétition pour prier l'Assemblée de chasser des administrations publiques « tous les fils de secrétaires du roi, tous les ci-devant nobles, agents de change, courtiers de change et, généralement, toutes personnes connues vulgairement pour jouir de plus de mille livres de rente » (1). Ce chiffre fut abaissé à deux mille quatre cents livres dans le texte présenté le 2 frimaire, par Duchosal et Julien. La Société l'adopta à l'unanimité et en ordonna l'impression au nombre de cinq cents exemplaires. « Nous vous demandons, disait-elle, que tout célibataire jouissant d'un revenu annuel au-dessus de deux mille quatre cents livres soit inadmissible aux places de fonctionnaires publics salariés; que, s'il veut augmenter sa fortune, il emploie son industrie au commerce ou à l'agriculture, son aisance lui en fournit les moyens et il n'ôtera pas au citoyen mal aisé sa principale et sa plus chère ressource ». Elle pria la Convention d'étendre cette défense aux jeunes gens dont les parents disposaient d'une certaine fortune et à tous les ci-devant nobles (2).

On conçoit que les méthodes de recrutement enseignées par le Club de la section Le Pelletier n'aient pas toujours donné des résultats remarquables. Malgré toute son indulgence, Deschamps Destournelles jugea bon de lui faire connaître ce qu'il pensait du personnel de ses bureaux. Le 14 ventôse, il lui fit tenir la copie d'une lettre adressée à M. Lepeintre, membre de la Société et premier commis au Département

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 55-56.

(2) Pétition de la Société Lepelletier à la Convention nationale. De l'Imprimerie de Guillaume, rue de la Michodière, n° 3, 7 p. in-8°. Il en existe cinq exemplaires dans le registre. Bibl. Nat. 2660, fol. 259 à 278. La Société fit imprimer à la suite du texte un projet de pétition à la Convention pour lui exposer les dangers que présentaient les trop grandes fortunes et lui proposer un moyen de remédier à l'accroissement des richesses, dans certaines familles. « Demandons, disait-elle, que, toutes les fois que deux individus riches chacun de leur côté voudront s'unir, ils soient obligés de déposer une somme très forte et proportionnée à leur bien dans une caisse de bienfaisance; que le produit de ce juste tribut soit employé à doter des pauvres filles et à monter le ménage de l'artisan laborieux et mal aisé qui se marie... Il est facile de reconnaître que cette loi serait d'un effet certain pour disséminer les fortunes, et c'est là ce qu'il est indispensable de faire ».

des Contributions publiques. « Beaucoup d'entre eux, disait le ministre, se permettent d'abréger extrêmement la séance qu'ils doivent tout entière aux affaires de l'administration. Les uns, sous différens prétextes et même sans en apporter aucun, arrivent fort tard; les autres quittent trop tôt leur bureaux, et d'autres encore s'acquittent mal de leurs fonctions et, en quelque sorte, ne paraissent que pour la forme... Quand j'ai réduit à une seule les deux séances qui avaient toujours eu lieu pour le travail de mes bureaux, je n'ai point voulu que cet arrangement tournât au seul avantage des employés et qu'il favorisât la paresse. Mon intention a été seulement que les employés trouvassent dans la fin de la journée, quelques heures dont ils pussent disposer pour leurs devoirs civiques. En cumulant les heures du soir avec les heures du matin, j'ai même cru que la chose publique y trouverait quelques avantages, savoir un travail plus lié, plus suivi, moins interrompu et de l'économie dans les dépenses administratives; mais si je m'aperçois qu'en réduisant les deux séances à une seule, je n'ai fait que diminuer de moitié le travail, alors il sera de mon devoir de remettre les choses dans l'ancien état. Les employés doivent sentir que le républicain ne se borne pas à de stériles opinions; il ne lui suffit pas d'avoir le suffrage de ses concitoyens, il doit avant tout l'obtenir de sa propre conscience... » (1).

La transmission de cette note constituait au moins un avertissement pour les membres de la Société Le Pelletier peu habitués jusque-là à sentir les rênes. Ils ne firent aucun commentaire. Il était d'autant plus nécessaire d'éveiller leur attention que non seulement les pouvoirs publics s'adressaient à eux pour les besoins du recrutement, mais qu'ils leur accordaient encore le droit de juger la conduite des fonctionnaires. Le 17 brumaire, les administrateurs du Département des Subsistances prièrent l'assemblée populaire de les éclairer « sur les agens nombreux attachés aux subsistances militaires » et dont le civisme ne pouvait inspirer de confiance que s'ils avaient passé « au creuset des Sociétés qui, depuis le commencement de la Révolution, n'ont cessé de résister à l'oppression et de professer les principes indestructibles de la liberté et de l'égalité » (2). Le même jour, une lettre du secrétaire-greffier du Procureur de

(1) Bihl. Nat. 2662, fol. 146-147.

(2) Bihl. Nat. 2662, fol. 51-52.

la Commune demanda des renseignements sur le juge de paix et le commissaire de police de la section. C'étaient Houet et Delorme, tous deux membres du club depuis 1790. La Société crut ne pouvoir mieux faire que de les soumettre l'un et l'autre à l'épreuve d'un scrutin public. Houet recueillit l'unanimité des suffrages. Delorme fut plus discuté; cependant l'assemblée se porta garante de son civisme (1).

Au début de nivôse, le ministre de la guerre fit parvenir au club une liste contenant les noms de trente-quatre personnes employées dans ses bureaux et domiciliées dans la section Le Pelletier, en le priant de les censurer. Le résultat de l'enquête à laquelle les sociétaires se livrèrent ne dut pas beaucoup éclairer le ministre : vingt-cinq des commis étaient inconnus de la Société, un avait quitté la section, un autre était mort, deux étaient « en réquisition ». Pour les cinq derniers, les membres du club rendirent hommage au civisme de quatre. Ils ne firent de réserves que sur Rébeillard, un des accusateurs de Thomé, qu'ils avaient refusé d'admettre parmi eux en brumaire (2).

La Société Le Pelletier n'était pas seulement une agence de placement pour ses membres sans emploi, elle se transformait à l'occasion en association de bienfaisance. Elle accorda fréquemment son aide aux malheureux et les manifestations de sa charité furent parfois entièrement désintéressées. Le 7 brumaire, elle s'énuit au récit des infortunes de François Barthélémy. Cet homme, accusé d'avoir violé une enfant de sept ans et de lui avoir communiqué le mal vénérien, protestait énergiquement de son innocence et invoquait les termes du rapport du chirurgien qui l'avait examiné. Il était si formel que le commissaire de police de la section l'avait fait remettre immédiatement en liberté ; mais les administrateurs de police ordonnèrent à nouveau son arrestation. La Société s'indigna et lui choisit deux défenseurs offi-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 53-54, procès-verbal de la séance du 22 brumaire.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 86. Le ministre fut prié d'informer les commis que la Société ne connaissait pas qu'ils pouvaient néanmoins se présenter devant elle. Il dut obéir à cette requête, car, le 24 nivôse, le citoyen Bernardot « un des employés du bureau de la guerre » demanda à être censuré. « Il se réclame, dit le procès-verbal, de plusieurs citoyens, membres de la Société et, en outre, il justifie qu'il est membre d'une Société populaire de Saint-Germain. Il est reçu et appuyé » (fol. 123-124).

cieux (1). Le 2 nivôse, elle secourut une femme mère de deux enfants et promit à son mari de l'aider à élever « les républicains » qu'il donnait à la patrie (2). Le 7 pluviôse, elle fit une collecte en faveur d'une jeune fille de quinze ans qui venait d'accoucher. Quatre commissaires furent chargés de lui porter les cent soixante livres qu'on avait recueillies pour elle et de chercher le père afin qu'on puisse « lui faire reconnoître l'enfant et contribuer à son existence » (3).

Cette aide qu'elle accordait à des inconnus, la Société la donnait plus volontiers encore à ceux de ses membres qui se trouvaient en peine. S'ils étaient arrêtés, elle ne les abandonnait pas et n'hésitait pas à intervenir auprès du Comité de la section ou même auprès du Comité de Sûreté générale. Les refus qu'elle essayait parfois ne décourageaient pas sa bonne volonté et ne pouvaient lasser sa patience. Elle avait cependant fort à faire. La Convention avait voté, le 17 septembre, la loi des suspects et des citoyens menacés venaient sans cesse solliciter leur admission dans l'espoir de contracter ainsi une assurance ou, du moins, d'intéresser à leur sort une assemblée dont l'influence n'était pas négligeable. Leur attente n'était pas déçue. Le 5 octobre, parmi les nouveaux membres se trouvaient un architecte, Ruelle, qui demeurait au numéro 6 de la rue de la Michodière, et le commensal de Proly, Desfieux, marchand de vins à Bordeaux et Jacobin. Quelques jours plus tard, Ruelle fut arrêté par ordre du Comité révolutionnaire. Il avait dénoncé lui-même les membres de ce comité et provoqué l'exclusion de quatre d'entre eux qui, refusant de se soumettre, l'avaient mis à leur tour en état d'arrestation et avaient apposé les scellés à son domicile. Ruelle appela à son secours la Société Le Pelletier. Le 17, celle-ci envoya des députés au Comité de surveillance (4) et demanda justice pour ce citoyen « sur ce qu'il ni a jusqu'à présent qué lauge à faire de luiz sur son patriautisme ». Il n'y avait pas un mois qu'il était au nombre de ses membres. Le 15 octobre, la Société allait intervenir en faveur de Desfieux qui venait d'être mis sous les verrous quand, sur les conseils d'une députation des Jacobins, elle

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 43-44.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 79.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 104-105.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 18 et 24-25, Arch. Nat. F7^o 2478, fol. 99.

suspendit toute démarche jusqu'à ce que les motifs de la décision du Comité révolutionnaire fussent connus (1). Dès le lendemain, d'ailleurs, Desfieux fut remis en liberté, mais il ne jouit que d'un court répit. Le 1^{er} frimaire, Robespierre, qui demandait à la Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de chasser tous les traîtres qu'elle renfermait, lui dénonça Proly, fils du prince de Kaunitz. Il l'accusa de tenir chez lui des directoires secrets et d'avoir fondé « une cinquantaine de clubs populaires pour tout bouleverser et pour perdre les Jacobins ». Il s'en prit à Desfieux, coupable de vivre sous le même toit que Proly et considéré comme un de ses affidés (2). C'est devant la Société Le Pelletier que Desfieux vint le lendemain présenter sa défense. Il déclara qu'il n'avait pas assisté la veille à la séance du Club de la rue Saint-Honoré et rappela les marques de confiance que la section lui avait accordées. Il l'avait présidée, avait fait partie de son comité révolutionnaire et il la représentait encore au Conseil général (3). Il se déclara prêt à répondre « très cathégoriquement » à toutes les attaques de Robespierre et déposa sur le bureau deux imprimés qui résumaient ses moyens de défense (4). La Société Le Pelletier

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 17, séance du 15 octobre Cf. Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 461 et suiv. La nouvelle de l'arrestation de Desfieux fut portée le même jour aux Jacobins. Taschereau les pria d'envoyer demander sa mise en liberté à la Commune. Collot d'Herbois appuya cette proposition et prit à partie le Comité révolutionnaire de la section Le Pelletier. « Savez-vous, dit-il, quel est le système de beaucoup d'hommes nouveaux pour se faire un nom ? C'est de vexer les patriotes. Je considère beaucoup sans doute l'autorité des Comités révolutionnaires ; je l'ai moi-même provoquée, mais aujourd'hui j'en blâme l'exercice. Qui sont les hommes qui les composent ? Des hommes inconnus hier et qui, pour la plupart, ont besoin de faire oublier, par des excès affectés, les raisons de suspicion qu'on pourrait avoir sur leur compte. Enfin, un patriote réclame vos secours, vous les lui devez ; j'ai rempli ma tâche et, quoi qu'il arrive, je ne me repentirai point d'avoir plaidé pour Desfieux ».

La Société des Jacobins obtint seulement de la Commune que les administrateurs de la section Le Pelletier seraient mandés pour rendre compte des motifs de l'arrestation (*Moniteur universel*, n° 26, du 26^e jour du 1^{er} mois de l'an 2, 17 octobre 1793). En réalité, le Comité de surveillance n'avait agi que sur l'invitation des administrateurs de police de la Commune (Cf. Arch. Nat. F7 4672 et F7* 2478, fol. 139) et s'était contenté d'exécuter un ordre. Le 26, Desfieux libéré vint remercier les Jacobins et leur exposer sa conduite depuis le début de la Révolution (Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 464).

(2) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 530-531.

(3) Il avait été élu le 28 brumaire. La veille, la Société Le Pelletier avait décidé de se rendre tout entière à la section pour lui donner les voix de ses membres (2662, fol. 55-56, procès-verbal de la séance du 27 brumaire). Bibl. Nat.

(4) « Il déposa sur le bureau, dit le procès-verbal (fol. 57-58), deux imprimés ayant pour titre :

ne se contenta pas de donner un satisfecit à Desfieux : elle envoya quatre commissaires aux Jacobins pour les prier d'entendre les explications de l'accusé (1). Le 7 floréal, elle accorda au citoyen Bérard, qui allait être traduit devant le Tribunal révolutionnaire, un certificat attestant « sa bonne conduite et son patriotisme » : tous les sociétaires présents et tous les membres des tribunes le signèrent (2).

La Société Le Pelletier ne se bornait pas à venir au secours de ses membres ; elle écoutait encore les appels de détresse que lui adressaient les habitants de la section et intercédait en leur faveur. Elle demanda au Comité de surveillance révolutionnaire la libération des Anglais et des Anglaises qui n'étaient pas compris dans la loi rendue contre les étrangers (3) ; elle accueillit la requête de l'ancien tra-

1° Desfieux à M. Dulaure, député à la Convention nationale, rédacteur du Journal intitulé le *Thermomètre du Jour*.

2° Desfieux à M. Vergniaux, dans lesquels imprimés Desfieux répond avec énergie à toutes les calomnies de ces deux messieurs ».

La première de ces brochures se trouve à la Bibliothèque nationale (Paris, S. d., in-8°, 20 p., Ln²⁷ 5.914). Desfieux y répond point par point aux accusations formulées par Dulaure dans le n° 509 du jeudi 23 mai 1793 du *Thermomètre du Jour*. La deuxième brochure a disparu. Desfieux indique seulement dans la justification qu'il adressa à ses concitoyens et qu'il fit imprimer en pluviôse an II, alors qu'il était détenu à Sainte-Pélagie (*Desfieux détenu dans la prison de Sainte-Pélagie à ses concitoyens*, Paris, S. d., in-8°, 12 p. Bibl. Nat. Ln²⁷ 5.915), qu'il répondit par une affiche dont il cite un passage aux accusations portées contre lui par Vergniaud à la barre de la Convention, en mars 1793.

Le 19 septembre 1793, Desfieux avait déjà envoyé quelques exemplaires de ces deux brochures au Comité de Sûreté générale en le priant de les distribuer à ses membres (Arch. Nat. F7 4672).

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 57-58. Procès-verbal de la séance du 2 frimaire.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 205-206. Procès-verbal de la séance du 7 floréal. Voici le texte de ce certificat : « Un citoyen ayant fait part à l'assemblée que Bérard, un de ses membres, était traduit au Tribunal révolutionnaire, la Société a cru que, dans les circonstances difficiles où Bérard se trouve, il étoit de son devoir d'attester que, depuis le commencement de la Révolution, il s'est constamment montré bon patriote et zélé républicain. En foi de quoi, et sans vouloir rien prescrire sur les motifs de son arrestation, la Société a fait la présente déclaration en présence des tribunes qui, ayant été invitées à dire si elles avoient des reproches à faire à ce citoyen, n'ont faites aucune réclamation ».

Le Comité révolutionnaire, en apprenant, le 2 floréal, l'arrestation de Bérard, qui était commandant de la force armée de la section, avait manifesté lui aussi son étonnement. Ses membres déclarèrent que, depuis le 10 août 1792, rien n'avait pu faire considérer Bérard comme suspect et qu'il s'était toujours conduit de la manière la plus satisfaisante « notamment dans la révolution du 30 au 31 may » (F7 2.479, fol. 64).

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 45-46. Arch. Nat. F7 2478, fol. 199. Le Comité de surveillance, dans le procès-verbal de sa séance du 12 brumaire, déclare qu'il s'est présenté, ce jour, une députation de la Société populaire de la section. Les huit membres qui la composaient (Thomé, Cointreau, Gervoise, Rossignol,

ducteur d'Homère, Bitaubé, et de sa femme, qui étaient détenus tous deux au Luxembourg malgré leur grand âge. Bitaubé affirmait qu'il n'avait jamais cessé de répandre les principes de liberté et d'égalité par ses écrits ; il remit à l'appui de ses dires une lettre de Berlin annonçant que le « tiran de Prusse » lui retirait sa pension et le faisait rayer de son Académie des Belles-Lettres (1) : la Société envoya sans succès trois commissaires au Comité de Sûreté générale (2). Le 14 ventôse, elle transmit aux autorités compétentes, après l'avoir fait signer par quatre deses membres, la requête de madame veuve Pizançon, détenue dans une maison d'arrêt, qui demandait qu'on lui procurât « les moyens de se guérir d'un cancer, maladie cruelle dont elle était atteinte » (3). La Société réservait d'ailleurs sa protection aux habitants du quartier de la Bibliothèque. Le 14 brumaire, elle avait refusé de nommer deux défenseurs officieux à un vicaire de Passy, qui était enfermé à Bicêtre : elle déclara qu'elle ne le connaissait pas et qu'au surplus, il ne demeurerait pas dans la section (4).

V. — ESPRIT DE LA SOCIÉTÉ LE PELLETIER.

La Société Le Pelletier donnait assez de gages au gouvernement révolutionnaire pour se permettre d'intervenir ainsi en faveur de ses protégés. Elle ne se permettait aucune critique contre le pouvoir et ne tolérait aucune discussion de principes ; les oppositions de tendances, qui s'étaient donné libre cours en 1791, avaient cessé : le « sans culottisme », au moins en apparence, triomphait sans conteste. Soit manque d'imagination ou défaut de culture, soit excès de prudence, les procès-verbaux de séances sont d'une sécheresse

Répond, Vernie, etc...) venaient demander la libération des Anglais et des Anglaises détenus ; à leur prière, on en remit trois en liberté. Le Comité révolutionnaire avait reçu, le 9 octobre, la copie du décret de la Convention ordonnant l'arrestation de tous les sujets anglais qui se trouvaient sur le territoire de la République. Il ne faisait d'exception qu'en faveur des ouvriers qui travaillaient en France depuis plus de six mois et des enfants de moins de douze ans (Arch. Nat. F7^e 2.478, fol. 108).

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 53-54. Procès-verbal de la séance du 22 brumaire.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 55-56. Procès-verbal de la séance du 27 brumaire.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 145.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 49-50.

extrême ; leurs rédacteurs se gardent de toute appréciation et se bornent à consigner en de brèves annotations les événements politiques auxquels le club se trouve directement ou indirectement mêlé. Ils ne disent rien du procès de Marie-Antoinette : le 27 brumaire, ils déclarent seulement que la Société a décidé d'afficher dans la salle de ses séances l'exemplaire du jugement que vient de lui adresser le Procureur Syndic du Département (1). Pas une voix ne s'éleva en faveur des membres du parti girondin ; le nom de Brissot, dont l'ancienne assemblée avait si souvent retenti, n'est jamais mentionné dans les procès-verbaux. Le 12 brumaire, James, secrétaire de Destournelles, envoya trente exemplaires de l'acte d'accusation contre les « députés conspirateurs » (2). La Société les distribua aux membres présents et chargea Fournier et Cointreau de préparer un projet d'adresse à la Convention pour la féliciter et la prier de « rester ferme à son poste jusqu'à la destruction des tyrans ». Le texte qu'ils lui soumirent, le 14 brumaire, fut adopté à l'unanimité. Il était ardent et imagé. « La Société populaire Le Pelletier gémissait de voir parmi vous les ennemis de la République ; ce tems de calamité est passé, justice est faite, le glaive de la loi a coupé cette trame scélérate ; la Sainte Montagne, dégagée des vapeurs liberticides qui l'environnoient, paraît dans toute sa splendeur. On voit déjà germer sur son sol fécond le bonheur du peuple français. La Société populaire Le Pelletier admire vos grands travaux. Restez à votre poste, citoyens législateurs, et ne retournez dans vos foyers que lorsque vous aurez la douce satisfaction de pouvoir dire que la France est à jamais républicaine et que son territoire est le temple de la liberté. La Société populaire Le Pelletier, qui ne veut que la liberté, ne regardera jamais comme des sacrifices ce que vous exigerez d'elle pour le bien public. Disposez de nos bras et de nos fortunes. Vive la République une et indivisible. Anathème aux tyrans ! » (3).

Sept jours plus tôt, la Société avait porté à l'Assemblée générale de la section une adresse aux citoyens des campagnes « sur les avantages de la nouvelle Constitution et

(1) Bibl. Nat. 2662, fol 55-56.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 45-46.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 49-50, procès verbal de la séance du 14 brumaire et fol. 242.

leurs véritables intérêts » (1). Le 17 nivôse, elle envoya ses félicitations au Comité de Salut public et à la Convention nationale » sur le gouvernement provisoire révolutionnaire » (2). Le 22, elle décida d'en lire à chaque séance les articles « afin qu'on puisse se pénétrer de son véritable but et concourir à son exécution » (3). Le 17 ventôse, les assistants des tribunes et les sociétaires s'engagèrent à se présenter « en masse à la Convention, décadi prochain, à onze heures » pour lui déclarer qu'ils étaient toujours prêts « à la défendre et à la soutenir » (4). Quand Robespierre et Gouthon tombèrent malades, à la fin de pluviôse, la Société, jalouse de montrer l'intérêt qu'elle prenait à leur santé, envoya trois commissaires, Thomé, Lefèvre et Bellier, chercher, « en son nom », de leurs nouvelles (5).

L'arrestation des Hébertistes fut accueillie avec la plus grande indifférence. Les membres du Club se contentèrent d'écouter la lecture du rapport de Saint-Just et du discours prononcé par Dumas à la Société des Jacobins « relativement à la conspiration d'Hébert ». Desfieux fut abandonné, comme Brissot l'avait été quelques mois plus tôt. La Société populaire voulait bien intervenir en faveur de ses membres accusés, mais si le cas devenait trop grave, sa prudence l'emportait sur sa pitié. D'ailleurs Hébert ne paraît pas avoir joui auprès d'elle d'une grande popularité. Son nom n'est jamais prononcé dans les procès-verbaux des séances avant son arrestation; la Société ne lit pas le *Père Duchesne* et se contente du *Journal du Soir*. Elle pratique certes le culte révolutionnaire, mais sans dérèglements scandaleux. Elle a planté son arbre de la liberté et installé dans sa salle les bustes de Marat et de Le Pelletier (6). Elle s'associa à la fête que la section offrit en leur honneur et se rendit très exactement aux invitations qui lui

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 43-44.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 87.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 88.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 155.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 137.

(6) Bibl. Nat. 2662, fol. 104-105. Procès-verbal de la séance du 7 pluviôse. « On décide de faire une fête dans le lieu des séances de l'assemblée à l'occasion de la plantation de l'arbre de la liberté ». Tous les habitants de la section furent invités à s'y rendre et un assistant offrit vingt-cinq livres pour sa participation aux frais. On chargea des commissaires d'arracher l'arbre sec et de préparer la place pour recevoir le nouveau.

étaient faites par les Sociétés populaires de Paris et les autres sections de la capitale (1). Le 7 brumaire, elle se fit représenter à la cérémonie républicaine que le Club de l'Harmonie sociale célébrait chaque décadi : on y faisait des lectures propres à élever l'âme, en présence des « citoyens de divers cultes qui, réunis pour fraterniser, ne s'occupent que des vertus qui forment l'honnête homme de toutes les religions » (2).

Cependant la Société, entraînée par l'exemple, montra parfois plus d'intransigeance. Deux de ses membres, anciens religieux, MM. Voisin et Dubignon, lui avaient apporté leurs lettres de « tonsurat » et de prêtrise. Désireuse de donner à leur action toute la publicité possible, elle résolut de les brûler solennellement sur la place du Théâtre-Italien et d'inviter l'Assemblée générale de la section à cette fête (3). Cette manifestation n'eut pas de très heureuses conséquences pour Voisin qui fut, en ventôse, une des premières victimes du Comité d'épuration. Le 22 brumaire, faisant un pas de plus, la Société Le Pelletier arrêta à l'unanimité qu'elle ne reconnaissait « aucune autre religion que celle de la liberté et de la raison » et envoya une députation de douze membres en informer le Conseil général de la Commune (4). Son vœu détermina celui de l'Assemblée de la

(1) Bibl. Nat. 2662, procès-verbaux des séances du 7 brumaire, fol. 43-44 (invitations des Sociétés populaires de Bonne-Nouvelle, des Invalides, de l'Unité), du 22 brumaire, fol. 53-54 (députations des sections des Graviiliers, de la Maison Commune et du Club des Hommes Libres), du 27 brumaire, fol. 55-56 (invitations de la Section de l'Observatoire et de la Société républicaine de Franciade), etc.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 43-44. Le 22 brumaire, l'Assemblée générale de la Section de Bonne-Nouvelle vint avertir la Société Le Pelletier qu'elle ouvrirait « dans son sein, la matinée de chaque décadi, un cours de morale et de raison » (fol. 53-54). Le même jour, la Société populaire de Lazowski, dans la section du Finistère, annonça qu'elle avait créé, elle aussi, une « école de morale » pour les jeunes gens.

(3) Procès-verbal de la séance du 7 brumaire : dépôt des lettres de Voisin (Bibl. Nat. 2662, fol. 43-44). Dubignon suivit cet exemple le 12 (fol. 45-46) : il apporta ses lettres de tonsure, de prêtrise et de maîtrise es-arts. Il y joignit le brevet du bénéfice dont il jouissait sous l'ancien régime et déclara renoncer à la pension de mille livres que lui faisait la nation. « Il a en même temps rappelé que, longtemps avant la Révolution, il avait abjuré la religion du pape, en faisant profession d'être de la Société des Amis apellés vulgairement Quakers et d'en adopter les principes religieux, comme les plus éloignés de toute superstition » (fol. 48).

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 53.

section qui, le 25 brumaire, prit, sous la présidence de Desfieux, une résolution semblable (1).

Ce culte restait essentiellement civique. La matinée de chaque décadi était consacrée à la lecture des lois. Tous les octodis de la première décade, on tenait une assemblée extraordinaire pour « entendre le récit de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et autres ouvrages patriotiques par les jeunes enfants des deux sexes » (2). Le 27 germinal, la Société plaça à côté de ceux de Marat et de Le Pelletier, les bustes du jeune Bara et de Chalier. L'installation de ce dernier donna lieu à un incident. Il avait été offert par un des membres, Berthaut, au milieu de l'enthousiasme général. On l'avait reçu aux cris de « Vive la République ! » et « Vive la Liberté ! » et officiellement accepté. Berthaut crut ses vœux remplis : il avait été exclu par le Comité d'épuration, et, sachant que la Société allait en reviser les jugements, il espérait se concilier ainsi ses bonnes grâces et l'incliner à l'indulgence. Son attente fut déçue. L'assemblée ne se crut pas liée par le cadeau qu'il venait de lui faire et, le 17 germinal, elle confirma le verdict des commissaires. Berthaut, furieux, prétendit reprendre son buste. La Société, ne pouvant décemment le laisser faire, rapporta son arrêté d'acceptation et chargea son trésorier Lefèvre de rembourser au donateur le prix de son offrande. Elle était devenue très chatouilleuse sur le chapitre de la dépense et montra quelque mauvaise humeur de cette mésaventure. Elle refusa de discuter une lettre de justification de Berthaut et décida de dénoncer sa conduite à « l'Administration des Habillemens », où cet ingrat avait été reçu grâce à ses bons offices (3).

(1) Cf. *Extrait des délibérations de l'Assemblée générale de la Section Le Pelletier, le 25 brumaire de l'an 2 de la République*, S. l. n. d., in-8°, 2 p., Bibl. Nat. Lb. 40 1.897. « Appert, dit le procès-verbal, que, sur la motion d'un membre, l'Assemblée générale, par un de ces mouvements spontanés que la conviction détermine, par un de ces élans que l'on ne peut exprimer, s'est levée tout entière et, aux cris de « Vive la République ! », arrête à l'unanimité que la section Lepelletier ne reconnoît dès à présent et ne reconnoitra désormais d'autre religion que celle de la raison et de la vérité ».

(2) Depuis longtemps déjà on amenait aux séances de jeunes enfants qui récitaient la Déclaration des Droits ou des extraits de la Constitution de 1793 et chantaient des hymnes patriotiques. Le président donnait l'accolade fraternelle aux petits garçons et embrassait les petites filles. Pour encourager leurs efforts, la Société choisit deux d'entre eux qu'elle présenta au Conseil général de la Commune (Cf., fol. 238-239, le compte-rendu des membres qui les ont accompagnés à l'Hôtel de Ville).

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 186.

Les sentiments patriotiques de la Société Le Pelletier s'exprimaient volontiers dans des manifestations verbales et de tout repos. Elle recevait avec reconnaissance la charpie que lui portaient les femmes du quartier pour les blessés ; elle écoutait régulièrement le récit des actions héroïques des républicains des armées et en témoignait le plus vif enthousiasme. Ses encouragements étaient plus mesurés lorsqu'on s'adressait à sa bourse. Une jeune fille de seize ans, qui avait servi comme volontaire dans l'armée du Nord, était venue à Paris au mois de ventôse an 2, pour y faire valoir ses exploits et en tirer quelque profit. Elle se présenta aux Jacobins, sollicita un secours et les pria d'appuyer la demande qu'elle avait adressée au ministre de la Guerre afin d'obtenir une pension. Collot d'Herbois déclara qu'elle avait eu deux chevaux tués sous elle. On fit en sa faveur une collecte qui donna deux cent quarante et une livre seize sols (1). Sans doute encouragée par ce résultat, on la revit, le 12 ventôse, devant la Société Le Pelletier. Mais elle n'en obtint que de bonnes paroles. Le président lui donna l'accolade fraternelle et promit d'inviter l'Assemblée générale de la section à lui accorder des habits de son sexe (2). C'est aussi à la bonne volonté de l'Assemblée générale que les sociétaires s'en étaient remis, le 2 ventôse, quand on avait lancé l'idée d'une quête pour la fabrication du salpêtre (3). C'est à elle encore qu'on laissa le soin de payer les dettes contractées par la Section envers les volontaires de Vendée.

Ce n'est pas que la Société Le Pelletier fût incapable d'élans. Le 24 nivôse, elle entreprit d'équiper à ses frais un cavalier pour les armées de la République. Afin de ne décourager aucune forme de générosité, elle accepta les dons en nature, en même temps qu'elle ouvrit une souscription. Tombe offrit un chapeau, Lequoy un pantalon, Narbonne un sabre et un ceinturon, Dussert et Labbé, chacun une chemise. Le succès de la souscription fut moins grand. Elle devait être close le 2 ventôse ; on la prolongea jusqu'au 4, puis jusqu'au 7. Le 29 pluviôse, le président écrivit aux membres qui n'avaient pas encore versé leur obole pour les prier de s'acquitter sans tarder de ce devoir. « Tes frères de la Société, disait-il, ont entendu la proposition qui leur a

(1) Aulard, *Sociétés des Jacobins*, t. 5, p. 665.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 140.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 137.

été faite d'offrir à la patrie un cavalier monté, armé et équipé. Aussitôt chacun d'eux s'est empressé de contribuer à effectuer cet acte patriotique. Pourquoi faut-il que ton nom, jusqu'alors confondu avec les leurs, en soit aujourd'hui séparé et ne se retrouve pas sur la liste de souscription ? Sans doute que des affaires importantes te retenoient le jour où toute la Société, saisie d'enthousiasme, a voté son offrande. Car elle ne peut supposer d'autre motif au silence que tu gardes à ce sujet. Elle te fait donc part de ce qui s'est passé, bien persuadée que cette démarche aura suffi » (1). On invita en même temps, les membres qui avaient déjà cotisé, mais qui étaient connus pour avoir de la fortune, à renouveler leur geste. « Lorsque tu sauras que, malgré les efforts des braves sans culotte qui se sont imposés des privations pour contribuer, la somme n'est pas complète, tes frères te verront certainement apporter à la masse une nouvelle offrande » (2). On réunit ainsi mille huit cent trente livres (3). Le 2 ventôse, le choix de la Société s'était porté sur le citoyen Sébastien Avrouen. Il était originaire du département de l'Eure, mais était domicilié depuis neuf mois sur la Section Le Pelletier. Il présenta un certificat en bonne forme, signé par cinq patriotes qui attestaient son civisme et ses bonnes mœurs, et fut définitivement agréé (4). La Société, toujours ménagère de son bien, demanda au ministère de la guerre des effets d'équipement de cheval. On la renvoya à la Commission des Subsistances et approvisionnements ou au Directoire du district de Paris. « Ils font exercer tous les deux, lui écrivit Daubigni, second adjoint du ministre pour la deuxième division (habillement des troupes), le droit de préhension sur ces objets ; l'un ou l'autre pourra vous don-

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 139.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 243. Cf. également fol. 135-136, le texte d'une lettre adressée au citoyen Marquis, dans le même but : « La Société populaire Le Pelletier te prévient que tes frères, les sans culottes, se sont en vain imposé des privations pour contribuer à l'armement et équipement d'un cavalier. Leur généreux effort n'ont pu compléter la somme nécessaire et cet acte patriotique ne peut avoir lieu que lorsque les membres de la Société qui, comme toi, sont les plus favorisés de la fortune, y auront concouru de nouveau. La Société attend une nouvelle preuve de ton zèle en cette occasion et tes frères, les sans culottes, ne te verront jouir sans envie de l'avantage de donner plus qu'eux que parce qu'ils se sentent prêts à donner en compensation leur sang à la patrie. Raffy, président, Jullien, secrétaire. »

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 140, procès-verbal de la séance du 12 ventôse.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 137 et 143.

ner la permission d'en prendre chez un marchand » (1). Le ministère accorda seulement des effets d'habillement pour l'homme. C'était d'ailleurs à titre remboursable, mais, en germinal, ne voyant rien venir, Daubigni écrivit derechef à la Société pour lui en réclamer le montant (2). Sa lettre fut lue le 17. Le procès-verbal n'indique pas les commentaires qu'elle suscita et la décision que prit l'assemblée. Il est probable qu'elle observa auprès de l'administration le même silence.

Cependant, le 2 germinal, Avrouen avait prêté serment. Jourdeuil, collègue de Daubigni, félicita les sociétaires, leur demanda de transmettre au ministre, ainsi qu'au Comité de Salut public de la Convention, le signalement du cavalier et d'adresser celui-ci à la cinquième division de la guerre. On remit à Avrouen trente livres sur les trois cents qui lui avaient été promises et des commissaires de la Société le conduisirent solennellement au ministère (3).

Mais, deux jours plus tard, le cheval tomba malade. La Société s'émut ; elle chargea le citoyen Appert de le soigner et le pria « de ne rien épargner pour le conduire à une prompt guérison » (4). L'alerte fut courte. Le 24 germinal, Appert annonça que l'animal allait mieux, mais qu'il avait besoin de son pour achever de se remettre (5). Les membres du Club Le Pelletier n'avaient aucune envie

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 167.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 189-190. « Comme vous êtes dans l'intention, frères et amis, d'habiller et d'équiper à vos frais le cavalier que vous fournissez, vous voudrez bien faire un don à la patrie du montant des effets d'habillement que vous avez reçu de l'Administration de l'habillement des troupes ». Cependant celle-ci n'avait pas dû fournir tout ce qui était nécessaire à Avrouen, car, le 2 floréal, la Société renvoya à ses commissaires le mémoire d'un tailleur qui avait fourni divers effets. Elle leur demanda d'en acquitter le prix « en tâchant cependant d'obtenir quelque réduction » (fol. 202).

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 184, procès-verbal de la séance du 14 germinal. Les cavaliers équipés par les Sociétés populaires devaient être répartis dans les quatre-vingt-trois régiments de cavalerie et de cavalerie légère. Les clubs populaires avaient sollicité en vain la formation d'un corps particulier « composé d'hommes fournis par toutes les Sociétés » (Cf. *Les Actes du Gouvernement révolutionnaire (23 août 1793-27 juillet 1794)* Recueil de documents réunis par Augustin Cochin et publiés pour la Société de l'Histoire de France par Marcel de Boüard. Tome II, p. 163, 12 janvier 1794 (Paris, Champion, 1934, in-8°).

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 186.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 199-200. « La Société ayant choisi, écrit Appert, pour soigné son cheval dans sa maladie, je m'en presse de luy faire part que ledit cheval va on ne peut mieux ; je le regarde ors de tout danger, mais son état exige une nourriture telle que le son qui luy manque ; je prie la Société de faire son possible pour luy procurer le besoin ».

de faire de nouveaux frais ; ils sollicitèrent encore et obtinrent du Comité de Subsistances quatre boisseaux de son (1). Mais ils n'en avaient pas fini avec cette affaire. Le 2 floréal, Avrouen leur apprit que sa monture venait d'avoir un nouvel accident. On eut une fois de plus recours aux bons offices d'Appert et la Société le requit de lui faire connaître « la situation réelle et positive » de l'animal (2). Son rapport fut décourageant. Le cheval était hors d'état de partir et il lui fallait au moins deux mois de soins. Cette fois encore la Société adopta la solution la plus économique. Six députés furent envoyés à la Commission de la guerre pour solliciter l'échange du cheval (3). Il leur fut accordé sans difficulté (4). L'incident était définitivement clos. L'Administration avait, en fin de compte, assumé la plus grande partie des frais. Elle ne songea pas à s'en étonner.

VI. — LA FIN DE LA SOCIÉTÉ LE PELLETIER.

Cependant la Société Le Pelletier touchait à la fin de sa carrière. Rien dans ses procès-verbaux ne le faisait prévoir. Le dernier porte la date du 17 floréal ; ses membres songeaient alors si peu à suspendre les séances qu'ils venaient de demander au Club des Jacobins de renouveler les cartes d'entrée qu'il réservait à leur société. Ils prétendaient échapper à la suspicion que le Club de la rue Saint-Honoré montrait aux assemblées sectionnaires ; ils se flattaient de leur ancienneté et des services qu'ils avaient rendus à la cause révolutionnaire. Déjà, le 2 nivôse, Lefèvre avait proposé de rédiger une adresse à l'intention des Amis de la Liberté et de l'Egalité pour leur rappeler que la société de la Bibliothèque avait pris leur défense lors du schisme des Feuillants, qu'elle avait toujours montré beaucoup de courage et de zèle, tenu publiquement ses séances et professé « les principes les plus purs de la République une et indivisible » (5). Mais l'hostilité des Jacobins était trop vive pour

(1) Bibl. Nat. 2662, fol. 201.

(2) Bibl. Nat. 2662, fol. 202.

(3) Bibl. Nat. 2662, fol. 203-204.

(4) Bibl. Nat. 2662, fol. 205.

(5) Bibl. Nat. 2662, fol. 79.

se laisser désarmer. Elle s'étendait à tous les clubs sectionnaires. Dès le 13 septembre 1793, ils s'étaient promis de ne reconnaître que les « Sociétés populaires de sections dont le Comité révolutionnaire aurait formé le noyau après s'être épuré lui-même, que celles enfin dont les membres auraient passé par le scrutin épuratoire de ce même Comité » (1). Ils s'étaient refusés à donner une telle marque de confiance à celle des Arcis qui venait de se créer, parce qu'elle comprenait l'ensemble des citoyens de la section et leur était réservée. Le 19 octobre, Dufourny demanda que l'affiliation et la correspondance fussent pareillement refusées aux clubs qui n'étaient pas ouverts à tous les patriotes. Il pensait que ce serait fonder une « véritable fédération » que de laisser se multiplier les assemblées sectionnaires (2). Le 19 brumaire, Robespierre lui-même fut d'avis qu'on ne saurait trop surveiller les sociétés populaires et se défier des propositions qui y étaient faites (3). Le 6 nivôse, il dressa contre elles un véritable réquisitoire. » Beaucoup d'intrigants les composent, dit-il, quelques patriotes y paraissent quand ils ont le temps d'y assister, et souvent même les patriotes sont trop peu instruits pour lutter avec succès contre les intrigants de l'aristocratie ; mais le peuple n'est pas là « (4). Le 23 nivôse, Deschamps les accusa de former une « nouvelle Vendée » (5).

Les Jacobins ne s'en tinrent pas aux paroles ; ils retirèrent toutes les affiliations qu'ils avaient accordées aux sociétés formées depuis le 31 mai 1793 et décidèrent de ne plus reconnaître les assemblées sectionnaires. « Il faut que toute Société populaire de Paris soit générale, qu'on puisse y être admis (lorsqu'on en est digne), n'importe quel quartier, quelle section de ville on habite » (6). Le 26 ventôse, Robespierre s'éleva contre la prétention de Renaudin qui proposait de confier aux clubs populaires le soin d'épurer les fonctionnaires publics (7). Il soutint que ce serait encou-

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 417.

(2) Aulard, *ibid.*, t. 5, p. 470.

(3) Aulard, *ibid.*, t. 5, p. 504.

(4) Aulard, *ibid.*, t. 5, p. 578 et suiv.

(5) Aulard, *ibid.*, t. 5, p. 613.

(6) Aulard, t. 5, p. 689 et suiv.

(7) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 5, p. 593 et suiv. « Confier aux sociétés populaires, dit Robespierre, le soin d'épurer les fonctionnaires publics, ce serait vouloir que les places fussent réservées exclusivement aux membres de ces sociétés ; ce serait inviter les ambitieux à dénoncer les fonctionnaires et à les faire

rager les projets ambitieux de leurs membres et ruiner le gouvernement. Le 21 germinal, c'est de Collot d'Herbois que vinrent les attaques (1).

La Société Le Pelletier ne pouvait donc se faire beaucoup d'illusions sur les véritables sentiments des Jacobins et certains des reproches de Robespierre devaient lui être particulièrement sensibles. Déjà plusieurs clubs populaires avaient suspendu leurs séances. Le 18 floréal, celui de la section de la Fontaine-de-Grenelle vint annoncer sa dissolution aux Amis de la Liberté et de l'Egalité (2). Cet exemple fut suivi par la Société de Brutus : ses envoyés déclarèrent qu'il ne devait y avoir désormais à Paris qu'une assemblée populaire, celle de la rue Saint-Honoré. Cette affirmation était bien faite pour gagner le cœur des Jacobins ; elle répondait au désir de beaucoup d'entre eux, que les sociétés de quartier inquiétaient, malgré leur soumission apparente. Déjà, le 6 nivôse, Robespierre avait affirmé que c'était seulement chez les Jacobins que l'on trouvait le peuple. Il y est, dit-il, « parce que c'est ici le rassemblement de tous les patriotes, parce qu'il y existe un assez grand nombre de citoyens vertueux pour que la raison puisse s'y faire entendre, parce que la voix de l'intrigue y est repoussée... »

Cependant la crainte de déplaire au grand club de la rue Saint-Honoré ne fut pas le seul motif déterminant de la résolution que prirent les membres de la Société Le Pelletier. L'hostilité de Chrétien contribua puissamment à les décider. Le limonadier, ainsi qu'on l'a vu, n'avait pas renoncé à ses projets. La chute des Hébertistes et les attaques dont les clubs sectionnaires étaient l'objet lui firent penser que les temps étaient propices à leur réalisation. Il résolut de perdre à la fois Thomé et la Société qui l'avait soutenu et, en floréal an II, il dressa un nouvel acte d'accusation contre son rival. Il renouvela tous les griefs qu'il avait formulés en frimaire et s'en prit même à ses aptitudes professionnelles. Tout en le traitant de « fort mauvais perruquier », il lui prêta « les opinions les plus exagérées, les principes les plus intolérants, les sentiments les plus sanguinaires ».

destituer pour prendre leur place. Vous ne verriez alors la tribune occupée que par des intrigants qui vous entretiendraient continuellement de leurs projets ambitieux ».

(1) Aulard, *ibid.*, t. 6, p. 61.

(2) Aulard, *ibid.*, t. 6, p. 114.

C'était, selon lui, un homme « violent, emporté, insolent, souvent pris de vin » qui terrorisait les assemblées, y portait le trouble et le désordre et persécutait tous ceux qui n'applaudissaient pas à ses excès (1). Au reste peu courageux, car il s'était caché dans sa cave pendant la journée du 10 août et avait su adopter à temps les opinions les plus profitables. « Sa faction, dit Chrétien, domine la Société populaire ; elle en chasse tous les vrais patriotes, amis des loix et de l'ordre. C'est elle qui administre et gouverne tout, les emplois ne sont remplis, les présidents et secrétaires ne sont reconnus, les propositions ne sont faites, les délibérations ne sont prises, que quand le tout a été arrêté dans la Société populaire. Tous ceux qui osent parler et invoquer les principes sont persécutés, menacés et mis en arrestation. Tout le monde tremble et se tait... La section est menée par la Société populaire. La Société, foyer d'intrigue et de caballe, est menée par Thomé, perruquier, Raffi, Calvet, Lefèvre, coiffeurs de dames, et Sureau, apothicaire. Ce sont ces cinq personnages qui gouvernent tout. (2) »

L'attente de Chrétien ne fut pas trompée. Un ordre du Comité de Sûreté générale mit en état d'arrestation Thomé, Lefèvre, Raffy, Calvet. Sureau fut épargné, mais on le remplaça par Vergne. Le Comité ordonna le transfert des cinq

(1) Le portrait de Thomé, que tracèrent, le décadi 20 pluviôse an III, les rédacteurs du rapport sur les membres de l'ancien comité révolutionnaire, n'est pas plus favorable. Il est vrai que Chrétien est traité par eux aussi sévèrement que son rival. Les commissaires nommés par l'Assemblée générale de la section racontent que Thomé, qui avait obtenu une place dans les charrois militaires en Vendée, revint à Paris quand son ami Destournelle devint ministre des Contributions publiques. Il eut, grâce à celui-ci, un emploi beaucoup plus lucratif et entra au Comité révolutionnaire. « C'est à cette époque que l'on peut faire remonter les maux qui ont désolé cette malheureuse section. Thomé à son retour, trouva son parti grossi ; il se mit à la tête et en devint le chef. Avec son appui, il fut le tyran de la section. Mauvaise tête, plus mauvais cœur encore. Chaque jour d'assemblée était marqué par des accès de fureur ; chaque citoyen honnête et vertueux était l'objet de ses persécutions : dévoré de la soif du sang, il embrassa avec avidité le système de terreur qui a couvert la France de deuil et de calamité ; son âme atroce et cruelle n'étant plus retenue par aucun frein, il se livra avec enthousiasme au plaisir sanguinaire de trouver des victimes » (*Rapport fait en l'Assemblée générale de la Section Lepelletier, le décadi 20 pluviôse l'an 3^e, sur les membres de l'ancien Comité révolutionnaire de ladite section*. S. l. n. d. 22 p., in-8°, Bibl. Nat. Lh⁴⁰ 1901). Cependant, Thomé, qui était poursuivi à ce moment comme terroriste, ainsi que Raffy, Lefèvre, Calvet, Joigny, etc., se flattait d'avoir mérité « dans les tems de calamité » le doux nom de « Thomet le Modéré » (Arch. Nat. F⁷ 4775²⁹).

(2) Arch. Nat. F⁷ 4775⁴³. Le début de ce texte est évidemment incohérent si la pensée est claire.

inculpés dans une maison d'arrêt et l'apposition des scellés sur leurs papiers. Il chargea seul ment un de ses agents, Schmidt, d'en extraire ceux qui pourraient présenter quelque intérêt. Schmidt requit l'aide du Comité de surveillance et exécuta, le 20 floréal, l'ordre qu'il avait reçu. Les cinq accusés n'opposèrent aucune résistance. Les scellés furent placés partout. On trouva chez Lefèvre, dit le procès-verbal du Comité révolutionnaire (1), les archives de la Société populaire. On en enferma une partie dans une armoire dont la garde fut confiée à M^{me} Lefèvre ; le reste, mis sous enveloppe, fut envoyé au Comité de Sûreté générale. Mais cette fois encore, Chrétien n'eut pas longtemps à se réjouir. Le 20, un nouvel arrêté ordonna la mise en liberté immédiate des cinq détenus et la levée des scellés. Il fut exécuté sur-le-champ (2). Cependant l'aventure donna sans doute à réfléchir aux membres du club populaire et elle dut être pour beaucoup dans la détermination qu'ils prirent de suspendre leurs séances. Ils s'y décidèrent, vraisemblablement à la suite d'un vote de l'Assemblée générale. Collot d'Herbois se flatte de l'avoir provoqué. Il prétend aussi qu'il avait été inscrit au nombre des sociétaires à son insu et contre ses sentiments.

La Société Le Pelletier devait espérer que, dans des temps prochains, il lui serait possible de reprendre le cours de ses travaux. Elle marqua d'ailleurs son dessein en annonçant aux Jacobins la suspension de ses séances, car elle leur demanda de lui conserver leur correspondance, puisqu'elle ne pouvait pas être considérée comme une assemblée sectionnaire (3). Collot d'Herbois releva cette prétention. « Pourquoi venir vous demander de lui continuer votre correspondance ? Avec qui correspondre, si leur Société n'existe pas ? Ils veulent donc à la fois être et n'être point ? »

C'est le 25 floréal que la Société Le Pelletier informa les Jacobins de sa résolution. Elle provoqua ainsi une discussion qui remplit la séance de ce jour et celle du lendemain. On abandonna rapidement l'assemblée qui en avait été l'occasion pour se livrer à une critique plus large des clubs

(1) Arch. Nat. F⁷ 2479, fol. 83-91.

(2) Arch. Nat. F⁷ 2.479, fol. 94. F⁷ 4.631.

(3) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 6, p. 121 et suiv.

sectionnaires. On les accusa d'être les refuges « des déserteurs simulés de l'aristocratie » et le centre de ralliement de « tous les métiers en patriotisme », de « tout ce qui n'a eu ni force ni sexe dans la révolution ». On leur reprocha leurs largesses perfides, réduites le plus souvent à de belles annonces, en tout cas, résultats de tribus forcés et non point « effets de la bienfaisance pure et volontaire ». On les accusa de tenir leurs membres à l'écart des assemblées de sections, de corrompre les sentiments les plus sains et les plus consolants. On prétendit qu'elles ressuscitaient le « hideux spectacle du fédéralisme », qu'elles prenaient pour seul guide les intérêts particuliers de leurs membres et qu'elles n'avaient d'autre but que de disposer des places en faveur de leurs affidés. De tous ces reproches, la Société Le Pelletier aurait pu faire son profit.

Legendre, en distinguant les assemblées populaires des clubs sectionnaires, vint compliquer le débat. Il rappela que les premières s'étaient fondées avant le 10 août et qu'elles avaient rendu trop de services à la chose publique pour qu'on pût les sacrifier. Il cita celles du Luxembourg et des Gobelins : il ne nomma pas celle de la Bibliothèque. Collot d'Herbois avait affirmé la veille qu'elle était de date récente et elle s'était, en tout cas, trop compromise comme assemblée sectionnaire pour prétendre échapper à la condamnation jetée sur celles-ci.

Couthon et Dumas s'élevèrent contre la prétention de Legendre. « Si vous vous contentez de détruire les sociétés sectionnaires, dit Couthon, les intrigants et les malveillants qui s'y étaient réfugiés vont se réunir dans les sociétés populaires partielles, et alors votre dernier arrêté deviendra nul ». Mais Collot d'Herbois soutint Legendre. Il affirma que les anciens clubs populaires n'avaient jamais songé à mener les sections ni à faire de chacune d'elles une petite république. Ils avaient été, dans les moments de danger, le point de ralliement de tous les hommes désireux de sauver la patrie et avaient entretenu avec les Jacobins « des communications fraternelles ». Grâce à leurs efforts, le trône était tombé et la tyrannie avait été détruite. Ils ne songeaient pas à rompre l'unité du gouvernement et leur existence ne présentait aucun danger. « Non, sans doute, vous ne voulez pas repousser ceux qui demandent à recevoir de vous l'instruction que nous nous devons tous réciproquement ; mais vous voulez que

cette instruction ait le caractère que le peuple désire et qu'elle soit répandue d'une manière utile pour la chose publique. »

Legendre et Collot d'Herbois l'emportèrent. Il fut décidé que le Comité de correspondance présenterait une liste des sociétés populaires formées avant le 10 août et qui n'avaient pas cessé d'entretenir avec les Jacobins « une communication vraiment républicaine », afin que l'assemblée sût avec qui elle devait correspondre (1).

Les Sociétés sectionnaires disparurent peu à peu. Le 28 floreal, celles des Amis de la Vérité et de la section de la Montagne annoncèrent leur dissolution aux Jacobins ; le 1^{er} prairial, ce fut le tour des Clubs des Lombards, des Champs-Élysées et de la section Poissonnière. Le 3, les Sociétés du Museum, des Arcis, des Amis de la Liberté et de l'Égalité séants aux Minimes, de l'Indivisibilité se séparèrent elles aussi. D'autres avaient prévenu directement la Convention. Mellié déclare que celle de la section de Montreuil réussit à se maintenir jusqu'au 25 prairial. Jugeant alors que les préjugés étaient abattus, les traîtres et les conspirateurs anéantis, elle suspendit à son tour ses séances, mais, désireuse de marquer jusqu'au bout ses velléités d'indépendance, elle maintint son bureau en activité et exigea de ses membres la promesse de toujours surveiller les ennemis de la chose publique.

Cette ténacité dut laisser au cœur des membres du Club Le Pelletier un peu d'espoir que l'avenir se chargea de détruire.

(1) Aulard, *Société des Jacobins*, t. 6, p. 130.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Les noms des membres du Club sont en italique.

Alliaume, 67 n., 73 et n., 74 n.

Andre (Jean-Baptiste), chirurgien, docteur en médecine, électeur de la Section de la Bibliothèque, 42, 54 n., 56.

Ansault (Jean-Baptiste), archiviste, 64.

APPERT, vétérinaire, 91, 92.

Arnaud, 54 n., 72.

ARTHUR et *GRENARD*, propriétaires d'une manufacture de papiers tontisses et peints, 25.

Auber, 8.

Auverney, 77.

Auxon (voir Moynat d'Auxon).

AVROUEN (Sébastien), 90, 91 et n., 92.

Bacon (Pierre-Eléonor), 19, 40, 53 n., 57.

Bacon (Pierre-Jean-Jacques), 40, 53 n.

BAILLY (Jean-Sylvain), maire de Paris, 27 n., 30 n., 31 et n.

BANCAL des *ISSARTS* (Jean-Henri), Conventionnel, 43 n.

BARA (Joseph), 88.

BARTHELEMY (François), 80.

Baurlier 67 n.

BEAUMARCHAIS (Pierre-Augustin baron de), 43.

Bellier, peintre d'histoire, 86.

Berard, Commandant en chef de la Section Le Pelletier, 83 et n.

Bernardot, employé au Ministère de la Guerre, 80 n.

Bertereau (Jean-Baptiste), Contrôleur ordinaire des Guerres, 26 n.

Berthaut, 88.

Béthune (Armand), 64, 66.

BIGOT de *PREAMENEU* (Félix-Julien-Jean), notable, 29 n.

BITAUBE (Paul-Jérémie), traducteur d'Homère, 84.

Boischut (Jean-Claude), peintre, 73 et n., 74.

BONCERF (Pierre-François de), officier municipal, 27 n.

Bosque (Charles), avocat à Tabago, 8, 32, 33 et n., 34, 40.

BOUILLE (François-Claude, marquis de), 54.

BOULLEMER de la MARTINIÈRE (Jean-Baptiste), Procureur de la Commune, 30 n.

Bourcel, 38.

Boyer, 77.

Bréant (Jean-Baptiste), maître de pension, 26 n.

Brissot (Jacques-Pierre), électeur de la Section de la Bibliothèque, membre de la Société des Jacobins, député à la Législative et à la Convention, 17, 24, 39, 40, 41 et n., 42, 43 et n., 44 et n., 45 et n., 46 et n., 47 et n., 48, 51, 52, 53, 85, 86.

BRONGNIART (Alexandre), architecte, 16.

Bry (Jean-Baptiste de), électeur de la section de la Bibliothèque, 40, 42, 47 n., 53.

CAHIER de GERVILLE (Bon-Claude), Substitut du Procureur de la Commune, 48.

CALONNE (Charles-Alexandre de), Contrôleur général des Finances, 41.

Calvet, (Jean-Baptiste), coiffeur de dames, 9, 40, 52 n., 53 n., 54 n., 67 n., 95 et n.

CAMBON (Pierre-Joseph), Conventionnel, 71.

Carboue, agent de change, 68.

Carlier (Nicolas-Jean-Louis), peintre et maître de dessin, 65.

Caron, employé aux Loteries, 52 n., 67 n.

Carra (Jean-Louis), journaliste, électeur de la Section de la Bibliothèque, Conventionnel, 52.

Castel (Jean-Jacques), 37.

Castelmore, 64, 66, 72.

CAUMONT (Anne de), duchesse de Fronsac, 19 et n.

CHALIER (Joseph), 88.

CHARRON (Joseph), officier municipal, 29 n.

CHAUMETTE (Pierre-Gaspard), membre de la Société des Jacobins et du Club des Cordeliers, procureur-syndic de la Commune, 14 n.

CHOISEUL (Duc de), 14.

Chrétien (Pierre-Nicolas), marchand limonadier, 9, 67 n., 73, 74 et n., 75 et n., 94, 95 et n., 96.

Clavière (Etienne), financier, électeur de la Section de la Bibliothèque, membre de la Société des Jacobins, 17, 40, 42, 46, 52, 53 n.

Cointreau (André-Louis), attaché au Cabinet des Médailles de la Bibliothèque, 9, 24, 37, 40, 51 n., 52 n., 53 n., 56, 64, 66 et n., 83 n., 85.

COLBERT (Jean-Baptiste), 17.

Collot d'Herbois (Jean-Marie), Conventionnel, membre de la Société des Jacobins, 17 n., 56, 59 et n., 60, 62, 82 n., 89, 94, 96, 97, 98.

COLONNA (Ange-Michel), 18.

Conty (Claude), sous-chef de Correspondance aux Termes générales, 24, 40, 41, 53 n., 62.

Cornet, 67 n., 73 n., 74 n.

Couniau, 67 n.

COUTEUX, commissaire de la Société patriotique de la section du Luxembourg, 55 n.

COUTHON (Georges), Conventionnel, membre de la Société des Jacobins, 86, 97.

Croix (Comte de), député à la Constituante, 20.

DAUBIGNI, Second adjoint au ministre de la guerre, pour la deuxième division (Habillement des troupes), 90, 91.

Delormel, directeur du Théâtre de Louvois, 16, 62 et n., 63 n., 65.

Deschamps, 67 et n., 93.

Deschamps Destournelles, directeur des Domaines, ministre des Contributions publiques, 65, 75, 78, 85.

Deschamps de Trefontaines, Contrôleur général de la Caisse des Domaines, frère du précédent, 65.

Desfieux (François), marchand de vins à Bordeaux, membre de la Société des Jacobins, 81, 82 et n., 83 et n., 86.

DESFORGES d'HURECOURT, 44, 45 et n., 46.

DESILLES, 54.

Desmoulins, 40 et n., 52 n.

DESMOUSSEAU (Antoine-François), second substitut du Procureur de la Commune, 30 n.

DEYNAUT, commissaire du district des Filles Saint-Thomas, 47 n.

DILLON, 32, 33 n.

Doudeuil, limonadier, 25, 52 n., 68, 74.

DREUE (Abbé Louis-Stanislas), notable, 27 n.

Dubignon, ancien prêtre, 64, 87 et n.

Duchosal, agent de change, 22 et n., 39, 52 n., 53 n., 59, 68 et n., 78.

DUCLOS-DUFRESNOY (Charles-Nicolas), notaire, électeur de la section de la Bibliothèque, trésorier du district des Filles Saint-Thomas, 47 n.

DUFOURNY de VILLIERS (Louis-Pierre), 93.

DUGAZON (Rose Lefèvre, madame), 15 et n., 16.

DULAURE, directeur du Thermomètre du Jour, 83 n.

DUMAS, membre de la Société des Jacobins, 86, 97.

Duménil (Nicolas), coiffeur, 25, 26 n.

DUPORT DU TERTRE (Marguerite-Louis-François), ministre de la justice, 30 n.

DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel), député à la Constituante, 36.

Dusfer, 67 n.

Dussert, 89.

Duvidal, 58, 64, 66.

Duvivier, 17.

Estaing (Henri, comte d'), 41, 48.

FALSAN négociant à Lyon, 36.

FAYENTINES DES FONTENILLES, fermier général, 17 n.

FIGUET, administrateur de la police, 70.

Filz, professeur de mathématiques, 35 n.

Fournier, 85.

FRETEAU, député à la Constituante, 34 n.

FROIDURE, administrateur de la police, 70.

FRONSAC (François d'Orléans-Longueville, duc de), 19.

Gallois (François-Louis) perruquier, 25, 40, 52 n., 53 n., 61, 62.

GÉRARD (André), notable, 29 n.

GERDRET, commandant du bataillon de l'Oratoire, 28 n.

Gervoise, marchand limonadier, 25, 52 n., 54 n., 62, 67 n., 74, 83 n.

GIRARDOT ET HALLER, banquiers, 17.

Giroux (François-Gaspard), 73 et n.

GOBEL (Jean-Baptiste-Joseph), évêque de Paris, 28 n.

Gourquechon, 73 n.

GRANVAL, 18.

GRELIER, président de la Société patriotique de Tabago, 32.

GRETRY (André-Ernest-Modeste), compositeur, 15 et n.

Guet (Anne-Jean), marchand parfumeur, 19, 40, 51 n., 62, 67 n.

GUILLAUME, imprimeur de la Société populaire Le Pelletier, 78 n.

Guyard, marchand parfumeur, 77.

Guyot (ci-devant de Sainte-Hélène), officier d'administration des Colonies, 26 n.

GUYS, secrétaire de la Société patriotique de Tabago, 32.

HANRIOT, commandant général de la Garde nationale, 69 n.

Hardy (Jean-René), ancien procureur au Châtelet, 24, 28, 33 n., 47 n., 68, 77.

Harion, 67 et n., 77.

HAYDN (François-Joseph), compositeur de musique, 16 n.

HEBERT, rédacteur du Père Duchesne, 86.

Hirth, sellier, 19, 25, 53 n., 54.

Houet, maître tapissier, 25, 56, 62, 68, 80.

Hugou de Bassville (Nicolas-Jean), 24, 39.

Husson (Joseph), officier de maison, 65.

Hyver (Edme-Antoine), 73 et n.

Isabey (Jean-Baptiste), peintre, 65.

Jacquin (Joseph-Nicolas), marchand tapissier, 73, 74 n.

James, premier commis au Ministère des Contributions publiques, 85.

Jobal (Commandant de), 32, 33 et n.

Joigny (Jean-Baptiste), bourgeois, 9, 53 n., 95 n.

Jourdeuil, premier commis au Ministère de la Guerre, 70.

Julien ou *Jullien*, 78, 90 n.

Kaunitz (Prince de), 82.

Keralio (Louis-Félix Guynement), électeur de la section de la Bibliothèque, 17, 24.

Kersaint (Armand-Guy-Simon de), chef de division d'armée navale, électeur de la section de la Bibliothèque, Conventionnel, 31 n., 42, 48, 52.

Labbé, 68 et n., 89.

La Fayette (Marie-Gilbert-Paul-Yves-Roch-Joseph du Motier, marquis de), Commandant général de la Garde nationale, 28 n., 29 n., 31 n., 51 et n.

LANJUINAIS (Jean-Denis), député à la Constituante, Conventionnel, 30 n.

Larivière-Semur, brigadier des armées du roi, 24, 40, 53 n., 73 n.

La Salle (M. de), 36.

Lavallée (Robert-Louis), avocat, ancien Consul de France à Alger, 47 n.

Le Camus, architecte, 14, 15.

Le Clerc de Juigne, archevêque de Paris, 28 et n.

Lecours de Villière (Isaac-Laurent), 40, 42, 51 n.

Lefèvre (Jean-Baptiste-François), électeur de la section de la Bibliothèque, ancien coiffeur, 9, 25, 40, 52 n., 55 et n., 59, 60, 61 et n., 62, 63 n., 67 et n., 75 n., 86, 88, 92, 95 et n., 96.

LEFÈVRE (Madame), femme du précédent, 96.

Legendre (Louis), boucher, Conventionnel, membre de la Société des Jacobins, 71 et n., 97, 98.

Le Heurtier (Jean-François), architecte, 15.

Lemit (Louis), architecte, 24, 35 n., 40.

Le Noir, Conseiller d'Etat, ancien Lieutenant général de police, directeur de la Bibliothèque du Roi, 13.

- Lepage* (Pascal), 40, 47.
 LE PELLETIER DE SAINT-FARGEAU (Michel), Conventionnel, 8, 58, 61 n., 69, 86.
Lepeintre, premier commis au Ministère des Contributions publiques, 78.
Lequoy, 89.
 LE ROUX (Etienne), officier municipal, 49.
 LESSART (de), ministre des Affaires étrangères, 41 n.
Lestiboudois (Honoré), américain, 8, 39 n.
 LE VEAU (Louis), architecte, 18.
 LIONNE (Hugues de), 18.
 LITTEE (Janvier), député de la Martinique à la Convention, 50.
 LOHIER (Pierre-Marie-Auguste), notable, 29 n.
 LORME (de), juge de paix de la section de la Bibliothèque, commissaire de police de la section Le Pelletier, 8, 35, 36 et n., 51, 52 n., 53 n., 74, 80.
 LOUIS XIV, 16.
 LOUIS XV, 17.
 LOUIS XVI, 28 et n.
- Magol* (Jean-Claude), chef de correspondance aux Fermes générales, 24, 33 n., 50 n.
 MARAT (Jean-Paul), rédacteur de l'Ami du Peuple, 43 n., 69, 86, 88.
 MARET, commissaire de la Société patriotique de la Section du Luxembourg, 55 n.
 MARIE-ANTOINETTE, 15, 61 n., 85.
Marquis, 90 n.
Massonnier, 39 n.
 MENARS (Président de), 14 n.
Menou (Jacques, baron de), député à la Constituante, membre de la Société des Jacobins, 20, 24.
 MERLIN, député à la Constituante, 34 n.
Meunier (Jean), 26 n.
 MICHODIERE (Jean-Baptiste de la), Conseiller d'Etat, 18, 19.
Milly (Louis-Lézin de), avocat, électeur de la Section de la Bibliothèque, président de la Société des Ennemis du Despotisme, 9, 26, 32, 35 et n., 40, 42, 48, 49 et n., 50 et n., 51, 53 n., 56, 64, 66.
 MONSIEUR, frère du roi, 16 et n.
 MONTMORENCY (duc de), 14.
 MONTMORIN-SAINT-HEREM (Armand-Max, comte de), Ministre des Affaires étrangères, 46 n.
Moynat d'Auxon (Jacques-Nicolas), chevalier de Saint-Louis, 24, 27, 33 n., 40, 53 n.

Narbonne, acteur à la Comédie Italienne, 89.

Olivier, 77.

Ouvrard, fournisseur, électeur de la section de la Bibliothèque, 40.

PACHE (Jean-Nicolas), maire de Paris, 73 n.

PALM D'AELDERS (Etta), fondatrice de la Société patriotique et de bienfaisance des Amies de la Vérité, 17, 55.

Pare, ministre de l'Intérieur, 65, 77.

Pepin, marchand mercier, 54 n.

Perez, serrurier, 25, 54 n., 68.

PETION (Jérôme), 52 et n.

Petit, 67 n.

Picard (Louis), directeur de la Caisse d'escompte), 42, 53 n.,

Picard, épicier, 47 et n., 62.

Piron, maître maçon, 59, 62, 67 n., 73 n.

PIZANCON (Madame Veuve), 84.

PORRIQUET, premier secrétaire du Parquet de la Ville, 48, 49.

Pottier de Lille (Louis), imprimeur, 37 n., 73 et n., 74 n.

Primeau, 56.

PROLY, 81, 82.

RAFFRON DU TROUILLET (Nicolas), notable, Conventionnel, 27 n.

Raffy (Jean-François-Sylvestre), coiffeur, 9, 25, 52 n., 55, 60, 61, 62, 67 n., 74, 90 n., 95 et n.

REBEILLARD, employé au Ministère de la Guerre, 74 n., 80.

Repond, horloger, 84 n.

RENAUDIN, membre de la Société des Jacobins, 93.

Robert, juge consul, 65, 77.

ROBESPIERRE (Maximilien-Marie-Isidore de), Conventionnel, membre de la Société des Jacobins, 61, 64, 66, 82, 93 et n., 94.

ROLAND (Madame), 43 n., 46 n.

Roume, 38.

Rossignol, 68, 83 n.

Ruelle, architecte, 81.

SAINT-JUST (Louis-Antoine de), Conventionnel, 86.

SARTI, compositeur, 16.

SCHMIDT, agent du Comité de Sûreté Générale, 96.

SEDAINE (Michel-Jean) poète dramatique, 15.

Seurat, limonadier, 61, 62, 67 n.

Sureau, apothicaire, 67 n., 95.

SWINTON, 43.

TAILLEPIED DE BONDI, receveur général des Finances, 14 n.

TALLIEN (Jean-Lambert), Conventionnel, 40.

- TASCHEREAU, membre de la Société des Jacobins, 82 n.
Tassin, notable adjoint, électeur de la Section de la Bibliothèque, 42, 53 n
 THEVENEAU DE MORANDE (Charles), rédacteur de l'Argus patriote, 43 et n., 44 et n., 45 n., 46 et n.
Thome on Thomet (Pierre-François-Jean-Batiste), perruquier, 9, 48, 52 n., 59 n., 60, 61, 62, 67 n., 73 et n., 74 et n., 75, 80, 83 n., 86, 94, 95 et n.
 THURIOT, Conventionnel, 71.
Tombe (Antoine-René), maître chapelier, 9, 19, 62, 74 n., 89.
Trial (Antoine), 73 et n., 74 n.
 TROCHU, fermier général, 17 n.
 URBAIN VIII, 18.
Vargemont, 66.
 VAUVILLIERS (Jean-François de), 48.
 VERGENNES (Comte de), 18.
Vergne (Pierre-Nicolas), 9, 73 et n., 95.
 VERGNIAUD, (Pierre-Victurnien), député à la législative, Conventionnel 71, 83 n.
 VERNEUIL (Duchesse de), 18.
Vernie ou Verny (Louis-Mathurin), 84 n.
 VIOTTI, violoniste, 16.
Voisin, ancien prêtre, 64, 87 et n.
 Wailly, architecte, 15 n., 17.
-

Vu : le 9 mars 1937.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.

S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE. — <i>La Société des Amis de la Section de la Bibliothèque, (26 août 1790 — 13 février 1791).</i>	
I. — La Section de la Bibliothèque.	13
II. — La création de la Société des Amis de la Section de la Bibliothèque.	19
III. — Le règlement et la composition de la Société de la Bibliothèque.	21
IV. — L'activité de la Société des Amis de la Section de la Bibliothèque	26
DEUXIÈME PARTIE. — <i>La Société patriotique de la Section de la Bibliothèque (13 février 1791 — 10 août 1790).</i>	
I. — Transformation de la Société.	37
II. — Les élections à la législative et la candidature de Brissot	41
III. — Opposition des Constitutionnels et des patriotes dans le sein de la Société	48
TROISIÈME PARTIE — <i>La Société populaire de la Section Le Pelletier (Septembre 1793. — Floréal an II)</i>	
I. — Filiation du nouveau Club et de l'ancienne Société de la Bibliothèque.	58
II. — Recrutement de la Société. Admissions et épurations.	63
III. — Activité sectionnaire de la Société Lepelletier.	69
IV. — Le Club Le Pelletier. Bureau de placement et société de secours	75
V. — Esprit de la Société Le Pelletier.	84
VI. — La fin de la Société Le Pelletier	92
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	99
TABLE DES MATIÈRES.	107

MAYENNE, IMPRIMERIE FLOCH. -- 9-4-1937
